



Conseil de sécurité

Soixante-dix-septième année

9036^e séance

Jeudi 19 mai 2022, à 15 h 15

New York

Provisoire

Président : M. DeLaurentis/M. Hunter/M. Mills (États-Unis d'Amérique)

Membres :

Albanie	M. Spasse
Brésil	M. Coraiola Yinde Kloss
Chine	M ^{me} Wang Yingtong
Émirats arabes unis	M ^{me} Shaheen
Fédération de Russie	M. Varganov
France	M ^{me} Lecoutre
Gabon	M. Mibissa
Ghana	M ^{me} Hackman
Inde	M. Parihar
Irlande	M. Flynn
Kenya	M ^{me} Toroitich
Mexique	M. Ríos Sánchez
Norvège	M. Kvalheim
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Jacobs

Ordre du jour

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Conflits et sécurité alimentaire

Lettre datée du 12 mai 2022, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/2022/391)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est reprise à 15 h 20.

Le Président (*parle en anglais*) : Avant de commencer, je rappelle à tous les orateurs et toutes les oratrices qu'ils sont priés de limiter la durée de leurs déclarations à un maximum de quatre minutes afin que le Conseil puisse mener ses travaux avec diligence. Le voyant rouge de leur micro se mettra à clignoter au bout de quatre minutes pour les inviter à conclure.

Je donne maintenant la parole à la Ministre des affaires étrangères du Canada.

M^{me} Joly (Canada) (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général, le Directeur exécutif Beasley, le Directeur général Qu Dongyu et M^{me} Menker de leurs exposés éclairants.

Je me félicite de la possibilité qui nous est offerte d'examiner les voies et moyens de briser le cycle des conflits et de l'insécurité alimentaire. Nous avons fait d'énormes progrès dans la lutte contre la faim au cours des dernières décennies, mais tous ces acquis sont en train de reculer.

Les changements climatiques, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les conflits se conjuguent pour créer une crise alimentaire et humanitaire d'une ampleur sans précédent ces dernières années. Plus récemment, nous avons vu que l'invasion de l'Ukraine par le Président Poutine accélère directement cette tendance. Et je voudrais être claire : c'est l'invasion de la Russie qui en est responsable, non pas les sanctions.

L'invasion injustifiable de l'Ukraine par la Russie représente beaucoup de choses. Il s'agit d'un acte d'agression incontestable par une puissance nucléaire contre un pays voisin. Il s'agit d'une violation flagrante du droit international et de la Charte des Nations Unies. Elle est également à l'origine du plus grand choc subi par des systèmes alimentaires mondiaux déjà fragiles au cours des 12 dernières années. En s'attaquant à l'un des greniers du monde et en cherchant à isoler l'économie de l'Ukraine, la Russie détruit la capacité de l'Ukraine d'approvisionner le monde en denrées alimentaires. Elle bloque les ports ukrainiens, déplace les agriculteurs et les ouvriers, ravage les terres agricoles et mène des attaques à grande échelle contre les infrastructures civiles. Les actions irresponsables de la Russie sont la cause directe de la flambée des prix des produits de base et de l'inflation. En conséquence, elles concernent directement tous les États représentés ici.

Durant les entretiens que j'ai eus hier avec le Secrétaire général et le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, David Beasley, j'ai été impressionnée par les efforts entrepris pour mettre en place un couloir alimentaire maritime afin d'acheminer des vivres. Il n'y a pas de temps à perdre. Le Canada est prêt à apporter sa contribution pour faire en sorte que les céréales ukrainiennes soient acheminées de l'Ukraine vers les personnes qui en ont réellement besoin.

En ce qui concerne cette problématique d'une manière plus générale, nous savons que l'insécurité alimentaire et les conflits constituent un cercle vicieux. Les conflits entraînent la faim, tandis que les investissements insuffisants dans l'agriculture et les prix élevés des denrées alimentaires peuvent provoquer des troubles politiques et des conflits. Nous devons agir rapidement pour sauver des millions de vies. Nous devons agir conformément à la résolution 2417 (2018), qui condamne l'utilisation contre les civils de la famine comme méthode de guerre, et la résolution 2573 (2021), pour protéger les civils et les biens et fournitures indispensables à leur survie.

Face à cette insécurité alimentaire qui a atteint des niveaux historiques et insoutenables, l'année dernière, le Canada a fourni plus de 380 millions de dollars d'aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence. Depuis 2020, nous avons consacré environ un milliard de dollars par an à une aide humanitaire tenant compte de la question de genre afin de répondre aux besoins mondiaux croissants. Nous avons répondu à l'appel à l'action de nos partenaires et de nos amis en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie, et nous continuerons d'appuyer les solutions multilatérales.

(l'oratrice poursuit en français)

Nos partenaires peuvent continuer de compter sur le Canada. Nous faisons déjà beaucoup, mais nous devons en faire plus, et nous ferons plus. Hier, j'ai parlé de ce que le Canada peut aussi faire directement. Je le réitère aujourd'hui devant le Conseil ; en tant qu'exportateur majeur de céréales, nous allons les exporter et nous espérons que la saison sera meilleure que l'an dernier et que Mère Nature sera généreuse.

Nous sommes également des leaders en production de potasse. Plusieurs délégations présentes ont levé la main pour en recevoir, et nous allons tout faire pour les leur faire parvenir parce que nous savons à quel point les fertilisants sont fondamentaux présentement.

Nous devons nous attaquer à la fois à la faim et aux conflits. Nous devons mettre en œuvre des solutions à long terme : des solutions qui brisent le cercle vicieux de la pauvreté, de la faim et des conflits. Nous savons ce qu'il faut faire pour remédier aux faiblesses de nos systèmes alimentaires mondiaux. Nous devons investir dans des solutions agricoles intelligentes sur le plan climatique.

Mes grands-parents étaient cultivateurs de blé et meuniers. Je sais à quel point il faut prendre soin de nos terres. Nous devons aussi renforcer les filets de sécurité sociale et promouvoir des aliments sains et nutritifs. Il est aussi important que la table de décision soit plus inclusive. La participation des femmes est essentielle afin de trouver des solutions durables pour tous. Pour briser le cycle des conflits et de l'insécurité alimentaire, il faut absolument les inclure.

En fin de compte, nous avons besoin de tous les membres de la société pour construire des systèmes alimentaires plus résilients et plus durables. Nous avons tous un choix à faire. Nous devons choisir de mettre fin aux conflits. Nous devons choisir d'en faire plus pour lutter contre la faim. Pour moi et pour le Canada, le choix est clair.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères et du commerce de la Hongrie.

M. Szijjártó (Hongrie) (*parle en anglais*) : La Hongrie, le pays que je représente, est voisine de l'Ukraine, et elle est donc directement touchée par la guerre. Chaque minute, heure et jour que dure la guerre en Ukraine représente un risque pour la sécurité de la Hongrie. Non seulement la Hongrie est un pays voisin de l'Ukraine, mais elle est également une voie de passage pour les flux migratoires à destination de l'Europe, et subit donc les effets indirects et directs de la guerre, car la crise alimentaire prévisible provoquée par la guerre en Ukraine pourrait facilement entraîner, malheureusement, de nouvelles vagues de migrations.

Le peuple hongrois ne voulait pas de cette guerre ; il ne veut pas de cette guerre. Nous voulons la paix dans notre région. Nous savons tous que la guerre représente un risque grave pour la sécurité de l'approvisionnement mondial en denrées alimentaires. Nous savons tous que la capacité limitée à exporter des produits alimentaires de première nécessité en provenance de pays en guerre cause de graves pénuries dans les régions fragiles voisines de l'Europe.

Selon les statistiques, 38 régions touchées par la famine étaient bénéficiaires de 34 % des exportations de blé et de maïs ukrainiens. Nous savons également que 73 % des exportations de blé russe étaient destinées à des pays touchés par la crise alimentaire. Je pense que nous sommes tous conscients des conséquences qu'aura cette crise d'approvisionnement en produits alimentaires. Dans les régions déjà fragiles, les idéologies extrémistes vont se propager et la menace du terrorisme va s'accroître, et nous savons tous que ces deux phénomènes sont les principales causes profondes des flux migratoires. C'est pourquoi nous estimons que la communauté internationale ne doit ménager aucun effort pour prévenir cette crise d'approvisionnement.

D'après nous, la prévention peut prendre deux formes. Premièrement, nous pourrions faire de notre mieux pour trouver une nouvelle source d'approvisionnement pour les régions qui bénéficiaient des exportations ukrainiennes et russes, en utilisant d'autres ressources. Nous ne savons pas s'il y a des ressources de remplacement suffisantes dans le monde. S'il n'y en a pas, je pense que la deuxième mesure à prendre est de veiller à ce que les agriculteurs ukrainiens puissent maintenir leur capacité de production.

À cet égard, en tant que pays voisin, nous apportons déjà notre contribution. Nous avons livré 10 tonnes de semences de maïs, en tant que deuxième exportateur mondial, 3 tonnes de pommes de terre et 500 kilogrammes de graines de tournesol, en tant que cinquième exportateur mondial de graines de tournesol, à des agriculteurs dans l'ouest de l'Ukraine qui n'avaient pas accès aux semences et ne pouvaient donc rien planter. Grâce aux graines que nous leur avons livrées, ils pourront mener à bien leurs activités de plantation.

Encore une fois, pour revenir sur ce que vient de dire M^{me} Mélanie Joly, nous ne devons pas manquer de prendre en compte un autre aspect : la hausse vertigineuse des prix mondiaux des denrées alimentaires. L'indice mondial des prix alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a atteint un niveau record, à savoir une augmentation de 21 % en un an, ce qui est énorme. Les gouvernements ont donc une responsabilité particulière de veiller à ce que les personnes qui ne sont pas responsables de la guerre en Ukraine n'en paient pas le prix. Le Gouvernement hongrois a donc pris des mesures rapides et efficaces, en plafonnant le prix de certains produits alimentaires pour essayer d'enrayer la hausse des prix et pour limiter l'inflation.

Enfin et surtout, nous estimons que le renforcement des capacités des pays et des régions où les normes relatives à l'industrie alimentaire restent faibles est extrêmement important. La Hongrie prend également part à ces efforts. Plus de 300 experts originaires de ces pays ont obtenu leur diplôme dans des universités hongroises dans le cadre d'un programme de bourses mis en place par la FAO et le Ministère de l'agriculture.

Je vous remercie donc une fois de plus, Monsieur le Président, d'avoir convoqué cette séance. Nous sommes disposés à continuer de contribuer aux efforts internationaux visant à relever les défis de sécurité alimentaire qui nous attendent.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des affaires étrangères du Luxembourg.

M. Asselborn (Luxembourg) : Je remercie d'abord la présidence américaine du Conseil de sécurité d'avoir organisé ce débat public au niveau ministériel sur un sujet crucial pour la prévention des conflits et la lutte contre les inégalités.

L'insécurité alimentaire, accentuée par les effets néfastes du changement climatique, constitue une menace majeure contre la paix. Elle risque de déstabiliser encore davantage les sociétés fragiles, de pousser des millions d'êtres humains dans la pauvreté et d'attiser ainsi les conflits. À ce titre, la question de la sécurité alimentaire mérite pleinement d'être prise en considération par le Conseil de sécurité.

Nous en voyons aujourd'hui l'illustration dans l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine. Cette agression a plongé des milliers d'Ukrainiens dans la misère et dans le désespoir. En bloquant des millions de tonnes de céréales ukrainiennes destinées à l'exportation, la Russie accentue la crise alimentaire qui affecte tout particulièrement les pays et les populations en situation de fragilité en Afrique et au Moyen-Orient, où les récoltes sont déjà durement affectées par l'effet combiné du changement climatique, des conflits et des chocs économiques. C'est la guerre qui est la cause de la crise alimentaire ; ce ne sont pas les sanctions qui, elles, sont la conséquence de la guerre.

La crise à laquelle nous sommes confrontés est complexe et multidimensionnelle : une réponse globale, multipartite et coordonnée est impérative afin d'atténuer l'impact des conflits sur la sécurité alimentaire et d'aboutir à terme à des systèmes de production et de

transformation plus durables. Je suis d'accord avec le Secrétaire général qu'il ne devrait pas y avoir de restrictions à l'exportation des denrées alimentaires.

Nous souscrivons pleinement aux principes d'action sur la sécurité alimentaire dans le monde mis en avant par le Groupe des Sept et nous saluons l'initiative du Secrétaire général de réunir le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière pour identifier des solutions à court, moyen et long terme. Dans cette logique, le Luxembourg participe aux efforts de l'Union européenne et de la communauté internationale en prenant des mesures décisives pour renforcer la résilience alimentaire et nutritionnelle. Nous soutenons le travail vital effectué dans ce domaine par nos partenaires humanitaires, en particulier le Programme alimentaire mondial, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Fonds international de développement agricole, et nous allouons au minimum 20 % de notre budget humanitaire annuel à cette fin.

Le Luxembourg soutient résolument des approches de développement multi-acteurs, comme les initiatives « Équipe Europe » ou le Réseau mondial contre les crises alimentaires, qui s'inscrivent dans le cadre de l'atteinte des objectifs de développement durable et du principe de ne laisser personne pour compte. Nous restons très engagés en soutien à la région du Sahel, qui se voit durement impactée par l'insécurité alimentaire amplifiée par le changement climatique et les effets de la guerre en Ukraine. À travers ses appuis en matière de coopération au développement et son action humanitaire, notamment dans les domaines de l'agriculture durable, de l'eau et de l'assainissement, et à travers ses investissements dans le développement du capital humain, mon pays continue ses efforts pour renforcer la résilience alimentaire, préserver la paix sociale et, en conséquence, prévenir les conflits dans les pays concernés.

Une action collective et immédiate à l'échelle mondiale est vitale pour éviter la plus grande crise alimentaire de l'histoire et les bouleversements sociaux, économiques et politiques qui pourraient en découler. Les populations les plus vulnérables en seraient les premières victimes, en particulier les femmes et les enfants. La faim ne doit être pas instrumentalisée comme arme de guerre, ni en Ukraine ni ailleurs.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Lituanie.

M. Adomėnas (Lituanie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des trois États baltes : l'Estonie, la Lettonie et mon pays, la Lituanie.

Pour commencer, je remercie les États-Unis d'avoir organisé le débat public de ce jour, et je remercie les intervenants de leurs exposés. Au nom de nos pays, j'exprime également notre gratitude au Secrétaire général pour l'attention qu'il maintient sur les conséquences destructrices de la guerre russe contre l'Ukraine, y compris la menace qu'elle fait peser sur la sécurité alimentaire mondiale.

Cette guerre injuste et non provoquée cause, d'abord et avant tout, une souffrance inimaginable et incommensurable en Ukraine. Les habitants de la ville de Marioupol sont assiégés depuis près de trois mois. L'armée russe a transformé Marioupol en champ de ruines, faisant des milliers de morts et privant la ville de nourriture, d'eau, d'électricité et d'assistance médicale.

Les pratiques consistant à affamer les civils et à bloquer illégalement l'accès humanitaire comme méthodes de guerre sont interdites par le droit international humanitaire et ont été condamnées dans la résolution 2417 (2018), adoptée par le Conseil de sécurité en 2018. Pourtant, la Fédération de Russie, membre permanent du Conseil, se comporte comme si elle était au-dessus des lois.

L'aciérie Azovstal est devenue un bastion des récalcitrants et un symbole de résilience face à une adversité apparemment insurmontable. Nous saluons l'action humanitaire vitale menée par les Nations Unies sur le site d'Azovstal, en escortant des centaines de civils qui avaient trouvé refuge dans l'usine.

Les effets de la guerre de la Russie s'étendent au-delà de l'Europe. Si la Russie n'arrête pas cette guerre, l'aggravation de l'insécurité alimentaire en 2022 et après pourrait être catastrophique et avoir d'importantes retombées. La Russie reporte sur les sanctions la responsabilité de la guerre qu'elle a elle-même déclenchée. Il s'agit d'une tentative très médiocre de détourner l'attention au moyen d'un argument intrinsèquement faux.

La faim et les conflits sont tragiquement liés. La région du Sahel et l'Afrique orientale font déjà état de hausses alarmantes des niveaux d'insécurité alimentaire. Après ses récents déplacements en Afrique occidentale, le Secrétaire général a indiqué que les répercussions mondiales de cette guerre étaient maintenant parfaitement visibles. L'UNICEF met l'accent sur la

vulnérabilité des enfants au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Ce ne sont pas les sanctions, c'est la guerre de la Russie contre l'Ukraine qui produit ces effets dévastateurs.

La Russie prend systématiquement pour cibles tous les aspects de l'agriculture ukrainienne : champs, matériel agricole, entrepôts et marchés. En outre, la Fédération de Russie bloque des centaines de navires remplis de blé dans la mer Noire. Il nous faut une action rapide et décisive pour assurer l'approvisionnement en nourriture et atténuer autant que possible l'incidence de la guerre russe sur les marchés alimentaires mondiaux. La Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont été parmi les premières à proposer d'aider le Gouvernement ukrainien en transportant le blé vers les marchés mondiaux par l'intermédiaire de nos ports. L'Union européenne déploie des efforts par le biais des voies maritimes dites solidaires. Toutefois, il est impossible de garantir le même volume d'exportations par des moyens autres que les ports maritimes dans l'avenir immédiat. Nous avons besoin que la Russie débloque les ports ukrainiens et rétablisse la liberté de navigation. Nous avons besoin d'un passage sûr pour les navires céréaliers faisant route vers les eaux territoriales de l'Ukraine par la mer Noire.

Le maintien du blocage des céréales ukrainiennes pourrait faire tomber 44 millions de personnes dans le monde dans la famine, pour citer le Programme alimentaire mondial. Nous encourageons le Conseil de sécurité et les organismes compétents des Nations Unies à étudier les voies et moyens d'empêcher ce scénario. De surcroît, la communauté internationale doit aussi envisager la possibilité de porter assistance à l'Ukraine afin qu'elle puisse reprendre la production agricole et avoir une récolte l'an prochain. Nous demandons au Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière de suivre la situation de près, de rendre compte régulièrement de l'incidence de la guerre de la Russie sur l'insécurité alimentaire mondiale et de formuler des recommandations concrètes sur ce qu'il convient de faire pour traiter le problème de façon coordonnée.

Le système international, basé sur le droit international, notamment la Charte des Nations Unies, ne doit pas tolérer des attaques délibérées contre les chaînes d'approvisionnement agricole mondiales et les marchés alimentaires mondiaux. Or, c'est exactement ce que la Russie fait en paralysant intentionnellement le secteur agricole de l'Ukraine et en bloquant les exportations.

Enfin, qu'il me soit permis de réaffirmer que la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie sont fermement pour la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous sommes pour l'attribution des responsabilités. Nous sommes pour l'humanité. Nous ferons tout ce que nous pourrions pour appuyer l'Ukraine dans son combat afin de défendre l'ordre international fondé sur des règles.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Japon.

M. Odawara (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie les États-Unis d'avoir convoqué cette séance importante, ainsi que le Secrétaire général et les autres intervenants pour leurs exposés.

Le Japon attache une grande importance à la réalisation de la sécurité alimentaire mondiale dans le cadre de la concrétisation d'une société qui ne laisse personne de côté, reflétant la philosophie de la sécurité humaine, que le Japon considère comme un pilier important de sa politique étrangère. La présente séance arrive à point nommé compte tenu de la détérioration dramatique de la sécurité alimentaire mondiale causée par l'agression non provoquée et injustifiable de la Russie contre l'Ukraine.

L'agression de la Russie contre l'Ukraine, qui a exacerbé les problèmes de sécurité alimentaire à travers le monde, porte atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et ébranle les fondements mêmes de l'ordre international, qui ne tolère aucune modification unilatérale du statu quo par la force. La Russie a pris pour cible des infrastructures civiles critiques, notamment celles destinées à la production, au transport et au stockage de produits agricoles, faisant clairement fi des engagements pris au Conseil de sécurité, comme dans les résolutions 2417 (2018) et 2573 (2021). Le Japon est vivement préoccupé par ces attaques et les condamne avec la plus grande fermeté.

Le Japon souligne l'importance des trois points suivants pour réagir rapidement à la détérioration de la sécurité alimentaire mondiale.

Premièrement, la communauté internationale doit œuvrer de concert pour accroître l'aide alimentaire d'urgence, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique, qui sont gravement touchés. En tant que partenaire fiable du Programme alimentaire mondial, le Japon a décidé, le 10 mai, d'accorder une aide d'urgence de 10 millions de dollars sous forme de dons en réponse à la crise alimentaire au Yémen, où la situation humanitaire pourrait encore se détériorer en raison de l'impact de la hausse

du prix des denrées alimentaires causée par la situation en Ukraine. La fourniture d'une aide alimentaire à Sri Lanka sera également décidée prochainement. Le Japon continuera de coopérer avec la communauté internationale pour examiner attentivement les mesures nécessaires.

Deuxièmement, il est important de traiter les exportations de céréales ukrainiennes comme une question humanitaire et de créer une dynamique politique qui permette l'exportation sans heurts de denrées alimentaires jusqu'aux populations dans le besoin. Le Japon plaide en faveur de cette approche et de la création d'un couloir alimentaire humanitaire, qui faciliterait ces exportations. Nous appelons les pays concernés, y compris la Russie, à rétablir la distribution internationale des denrées alimentaires en provenance de l'Ukraine.

Enfin, il est important de veiller à ne pas prendre de mesures qui perturbent le commerce mondial des denrées alimentaires et affectent l'insécurité alimentaire mondiale, telles que les restrictions à l'exportation et l'accumulation excessive de stocks. À cet égard, il faudra, à la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce qui se tiendra le mois prochain, convenir de ne pas imposer de restrictions à l'exportation sur les achats, par les organisations internationales, de produits alimentaires destinés à l'aide humanitaire.

Le Japon est déterminé à continuer de tout mettre en œuvre, en coopération avec la communauté internationale, pour remédier à l'impact négatif des conflits sur la sécurité alimentaire mondiale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au Ministre des relations extérieures du Guatemala.

M. Búcaro Flores (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Au nom du Gouvernement guatémaltèque, je voudrais féliciter les États-Unis d'Amérique de leur accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois et d'avoir pris l'initiative d'organiser le présent débat public sur les conflits et la sécurité alimentaire. C'est un événement d'une grande importance car il s'agit d'une question qui, selon nous, peut constituer une menace pour la paix et la sécurité internationales si elle n'est pas traitée rapidement. Je saisis également cette occasion pour remercier le Secrétaire général et les représentants du Programme alimentaire mondial et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) de leurs exposés, qui ont mis en lumière la situation alarmante de la faim dans le monde.

Je tiens tout d'abord à exprimer la vive préoccupation de mon pays quant à l'impact de l'agression de la Fédération de Russie contre le territoire souverain de l'Ukraine, qui représente une violation flagrante de la Charte fondatrice de l'Organisation et qui exacerbe la situation humanitaire et des droits de l'homme dans le monde, tout en ayant des conséquences dévastatrices pour l'économie et les niveaux déjà record d'insécurité alimentaire. Nous réaffirmons notre ferme condamnation de cette attaque injustifiée, et nous exprimons notre appui au peuple et au Gouvernement ukrainiens, tout en prônant le respect de la vie, de la paix, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et, en particulier, des frontières internationalement reconnues.

Nous appelons donc le Conseil de sécurité à défendre les obligations qui découlent du droit international, du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire. Nous appelons en particulier au respect de la résolution 2417 (2018) et de l'article 8-2 b) xxv) du Statut de la Cour pénale internationale, qui énoncent toutes les dispositions relatives au fait d'affamer les civils comme méthode de guerre, ainsi qu'au refus illégal de l'accès humanitaire, qui sont considérés comme des crimes de guerre.

Nous devons lutter contre la faim sans relâche. En tant que pays très vulnérable aux effets des changements climatiques, le Guatemala a connu pendant la pandémie une rude saison d'ouragans, un déficit de précipitations, une sécheresse et de mauvaises récoltes, ce qui a eu des conséquences sur les niveaux de pauvreté et la sécurité alimentaire des ménages, et a favorisé la migration irrégulière.

À cet égard, le Guatemala lance un appel urgent pour que la crise de la faim soit inscrite parmi les priorités de l'ordre du jour international. Il faut protéger les plus vulnérables et agir immédiatement pour sauver des vies, en particulier dans les situations d'urgence, de catastrophe et de crise, en mettant en œuvre des mesures humanitaires axées sur le renforcement de la résilience des communautés, et en unissant nos efforts pour garantir la distribution mondiale de denrées alimentaires.

Nous pensons qu'il est de la plus haute importance que le Conseil de sécurité appuie les mécanismes d'alerte rapide afin que les gouvernements et les acteurs humanitaires puissent disposer d'informations à jour, fiables, précises et vérifiables pour prévenir et atténuer les conséquences des crises alimentaires en période de conflit armé.

Nous saluons donc l'initiative du Secrétaire général de créer le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, qui réunit les membres compétents du système des Nations Unies, y compris le Conseil de sécurité. Nous appuyons les recommandations de la FAO concernant le maintien des échanges de produits alimentaires et agricoles, la diversification de l'approvisionnement alimentaire, l'augmentation de la production locale et le développement de filets de protection sociale. Par ailleurs, nous rappelons qu'il est nécessaire d'assurer le suivi du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et d'appuyer la mise en œuvre des engagements volontaires pris à cette occasion, au titre desquels notre pays a joué un rôle très actif.

Enfin, je tiens à exprimer la volonté du Président de la République du Guatemala, M. Alejandro Giammattei Falla, de donner la priorité à la protection de la vie et de la santé de la population, de garantir le respect de tous les êtres humains et de promouvoir les efforts internationaux qui sont alignés sur nos priorités nationales en ce qui concerne la lutte contre la malnutrition et la faim.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Suède.

M^{me} Ohlsson (Suède) (*parle en anglais*) : Je vais essayer d'utiliser mon temps à bon escient. Nous n'avons pas une seule minute à perdre pour enrayer la triple crise alimentaire, énergétique et financière. Je m'exprime au nom des cinq pays nordiques.

Il y a quatre ans, presque jour pour jour, la Suède et trois autres membres élus du Conseil de sécurité ont présenté la résolution 2417 (2018), sur les conflits et la faim, qui condamne l'utilisation de la famine comme méthode de guerre. Le monde était très préoccupé par la menace de famine et les 74 millions de personnes exposées à une insécurité alimentaire à des niveaux de crise, voire pire. Depuis, ce nombre a presque quadruplé, pour atteindre 275 millions de personnes, un chiffre stupéfiant. La majorité d'entre elles vivent dans des zones de conflit et, comme toujours, ce sont les femmes et les enfants qui sont les plus touchés. Si ce n'est pas un argument suffisant pour intensifier sérieusement nos efforts, je ne sais pas ce qui pourrait l'être.

L'agression russe contre l'Ukraine, appuyée par le Bélarus, a encore aggravé la situation. Je tiens à remercier le Secrétaire général et les autres intervenants d'avoir exprimé cela très clairement et je salue le travail

qu'ils accomplissent avec leurs collègues pour améliorer la situation, bien souvent dans des circonstances extrêmement difficiles.

Des mesures à la fois immédiates et systémiques sont nécessaires. Les besoins humanitaires qui montent en flèche sur pratiquement tous les continents doivent être satisfaits au moyen d'un financement humanitaire accru. Les plans d'aide humanitaire en faveur de pays tels que la Somalie, le Burkina Faso, le Myanmar et la République démocratique du Congo ne sont financés qu'à hauteur de 5 à 15 %. La liste des crises sous-financées est malheureusement bien plus longue encore. Et il ne s'agit pas de simples statistiques mais d'une question de vie ou de mort. Ces crises prolongées et sous-financées constituent un terrain propice à l'aggravation des chocs qui risquent de dégénérer en crises de grande ampleur.

L'aide vitale doit parvenir aux personnes qui en ont besoin. Il convient d'assurer un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave et de garantir le respect des principes humanitaires. Il est tout aussi urgent de prendre des mesures en vue d'accroître l'offre de produits alimentaires. La Russie doit autoriser sans délai l'exportation des céréales bloquées dans les silos en Ukraine, qui suffiraient à nourrir des millions de personnes. L'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine doit cesser. Cela est nécessaire pour permettre à l'Ukraine de relancer sa production et ses exportations agricoles. Dans toutes les régions du monde, les systèmes de production agricole doivent être développés de manière à les rendre durables et résilients face à l'intensification des changements climatiques.

De la même façon, il est urgent de mettre fin aux conflits violents partout dans le monde. La consolidation et la pérennisation de la paix créent les conditions qui permettent aux petits exploitants agricoles d'accéder à la terre, et aux communautés de cultiver leurs terres et de diversifier leurs moyens de subsistance, tout en favorisant les investissements dans des systèmes alimentaires durables et inclusifs, de sorte que l'agriculture puisse prospérer au lieu d'être détruite. Elles contribuent à garantir l'accès aux services essentiels et l'accès universel à la protection sociale. Moyennant un financement adéquat, les efforts de consolidation de la paix peuvent renforcer la sécurité alimentaire et garantir un développement à plus long terme. Nous appuyons pleinement l'action menée par le Secrétaire général dans le cadre du nouvel Agenda pour la paix et sommes disposés à contribuer à sa mise en œuvre.

Enfin, les pays nordiques se félicitent des recommandations formulées dans le rapport du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière. Nous sommes disposés à coopérer à cet égard, notamment par le truchement de la Première Ministre danoise, qui est l'une des figures de proue du Groupe. Tous nos pays se sont portés coauteurs du projet de résolution A/76/L.55 de l'Assemblée générale, intitulé « État de l'insécurité alimentaire mondiale ».

Nous reconnaissons que cette triple crise ne peut être résolue que par l'intermédiaire d'une approche collective et multilatérale. Les institutions financières internationales, les acteurs humanitaires, les artisans de la paix locaux, les organisations régionales, le secteur privé, la communauté scientifique, l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble et nous tous, États Membres, avons tous un rôle à jouer et des responsabilités à assumer. Je conclurai donc en vous remerciant, Monsieur le Président, de nous avoir réunis aujourd'hui afin que nous nous engagions à faire davantage, ensemble. Il s'agit là d'un véritable impératif, et nous n'avons pas une minute à perdre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Croatie.

M. Matušić (Croatie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier les États-Unis d'avoir organisé le présent débat public. Je remercie également les intervenants des informations qu'ils nous ont communiquées aujourd'hui. Il est important que le Conseil de sécurité maintienne cette question au premier rang de ses priorités.

La Croatie est vivement préoccupée par l'état actuel de la sécurité alimentaire mondiale et de la malnutrition. Selon le Programme alimentaire mondial, les conflits, les chocs climatiques, les conséquences économiques de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la flambée des coûts des denrées alimentaires et de l'énergie pourraient pousser au moins 50 millions de personnes au bord de la famine cette année. Les conflits sont le principal moteur de la faim, puisque 60 % des personnes souffrant de la faim dans le monde vivent dans des régions touchées par des conflits et la violence.

La guerre non provoquée en Ukraine ajoute encore une autre dimension et a déjà entraîné de graves conséquences à l'échelle mondiale. L'Ukraine et la Fédération de Russie jouent toutes deux un rôle essentiel dans les systèmes alimentaires mondiaux. L'agression de la Russie contre l'Ukraine a entraîné une flambée

spectaculaire des prix des denrées alimentaires, des engrais et de l'énergie, dont les conséquences humaines incalculables se font sentir surtout dans les sociétés déjà épuisées par les conflits.

Tout en continuant à apporter un appui sans réserve à l'Ukraine et à sa population, nous devons également tenir compte des répercussions de la guerre à l'échelle mondiale. À cet égard, nous nous félicitons des recommandations préliminaires formulées par le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, créé par le Secrétaire général.

Les conflits et la faim se renforcent mutuellement ; l'insécurité alimentaire attise les conflits, et les conflits aggravent l'insécurité alimentaire. Des générations entières pourraient rester prisonnières de ce cercle vicieux. En adoptant à l'unanimité la résolution 2417 (2018), le Conseil a reconnu le lien entre les conflits et la faim et ses incidences sur la paix et la sécurité dans le monde. Cette résolution a été conçue comme un instrument permettant de rompre le cercle vicieux des conflits armés et de l'insécurité alimentaire.

Toutefois, ce qui fait défaut, c'est une action plus efficace visant à prévenir et à régler les conflits, ainsi qu'à garantir l'établissement des responsabilités pour l'utilisation de la famine comme méthode de guerre, une pratique qui est interdite par le droit international humanitaire. La Croatie soutient le projet de résolution A/76/L.55 de l'Assemblée générale, sur l'état de l'insécurité alimentaire mondiale. À cet égard, nous espérons sincèrement que l'adoption du projet de résolution contribuera à renforcer la coordination entre toutes les parties prenantes concernées en vue de soutenir les pays touchés par la crise de la sécurité alimentaire. Aujourd'hui, personne ne devrait souffrir de la faim. L'inaction face au mal et à la faim ne saurait constituer une option viable. Nous devons adopter une position ferme et fondée sur des principes pour protéger les populations vulnérables.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Panama.

M^{me} Gordón-Owen (Panama) (*parle en espagnol*) : L'invasion de l'Ukraine par la Fédération de Russie entraîne des pertes massives en vies humaines, détruit des infrastructures civiles essentielles et provoque une crise humanitaire d'une ampleur sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, notamment le déplacement interne et externe de millions de personnes.

L'une des conséquences les plus visibles de cette situation est la détérioration rapide de la sécurité alimentaire mondiale, étant donné l'importance de ces deux pays en tant que producteurs et exportateurs de matières premières essentielles. La production alimentaire a fortement baissé et l'accès à l'énergie et aux intrants agricoles indispensables s'est vu grandement réduit. Les chaînes d'approvisionnement et les prix ont été touchés. Les effets du conflit se sont étendus, les conséquences étant plus fortement ressenties par les pays en développement à faible revenu ou à revenu intermédiaire et par le segment le plus vulnérable de la population, les femmes et les enfants. La situation de la sécurité alimentaire était déjà critique avant le déclenchement du conflit, du fait de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), dont nous sommes toujours en train de nous relever.

Le conflit a aggravé l'insécurité alimentaire. Il est impératif que nous agissions rapidement et de manière concertée pour définir des actions visant à renforcer le développement de la production alimentaire dans nos pays, ainsi que la coopération financière et technique de la part des pays caractérisés par un stade de développement technologique plus avancé dans l'industrie alimentaire, y compris des organisations internationales et du secteur privé.

Nous appuyons les initiatives menées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Comité de la sécurité alimentaire mondiale pour maintenir l'accès au marché et instaurer des mécanismes de dialogue avec les différents groupes sociaux, en vue de faciliter l'élaboration de mesures concertées pour faire face aux situations à risque.

Il y a quatre ans, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 2417 (2018), qui a établi le lien entre les conflits armés et l'insécurité alimentaire. Dans cette résolution, le Conseil a également souligné qu'il importait de répondre efficacement aux besoins humanitaires qui résultent de telles situations, en veillant au respect du droit international humanitaire. Les conflits armés ne contribuent pas aux efforts visant à atténuer l'insécurité alimentaire, en particulier lorsque les parties au conflit ne s'acquittent pas des responsabilités qui leur incombent s'agissant de protéger les civils, de veiller à ce qu'ils reçoivent les soins dont ils ont besoin et de respecter les obligations qui découlent des instruments universels relatifs aux droits de l'homme et du droit international humanitaire.

Le Panama réaffirme que le seul moyen de rétablir la paix et la sécurité internationales passe par un dialogue et une négociation fondés sur le respect de l'esprit de la Charte des Nations Unies et menés dans l'intérêt de la coexistence pacifique et le respect du multilatéralisme. Nous réaffirmons notre appui à l'appel conjoint de la Banque mondiale, du Fonds monétaire international, de l'Organisation mondiale du commerce et du Programme alimentaire mondial à mettre en place une action coordonnée en matière d'approvisionnement de denrées alimentaires et à apporter un soutien financier pour augmenter la production agricole et maintenir les échanges commerciaux, ainsi qu'à l'appel du Groupe des Sept en faveur d'une alliance mondiale pour la sécurité alimentaire. Enfin, nous remercions les États-Unis d'avoir convoqué ce débat public, qui est nécessaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bangladesh.

M. Alam (Bangladesh) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué ce débat public opportun sur les conflits et la sécurité alimentaire. Je tiens également à remercier le Secrétaire général et les autres intervenants de leurs observations utiles sur cette question très importante.

Les efforts déployés dans le monde pour parvenir à un monde exempt de faim ont sérieusement dérapé. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a annulé des décennies de progrès. Le dernier rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde offre un tableau sombre de la situation. Chose incroyable, au moins 720 millions de personnes dans le monde ont souffert de faim en 2020, soit environ 118 millions de plus qu'en 2019. La guerre en Ukraine aggrave la situation, perturbe les exportations de céréales alimentaires de l'Ukraine et de la Russie et contribue à une hausse alarmante des prix des denrées alimentaires sur le marché mondial.

Le Bangladesh tire près de 14 % de son produit intérieur brut du secteur agricole, qui emploie également la plus grande partie de notre main-d'œuvre. Notre gouvernement a adopté de nombreuses politiques ambitieuses pour transformer le secteur agricole et atteindre l'autosuffisance alimentaire. Il a ainsi contribué à promouvoir le développement rural, à autonomiser les personnes marginalisées et à protéger les petits exploitants agricoles. Et cela a eu un impact porteur de transformation en termes de diversification des chaînes de valeur dans l'industrie alimentaire, de création d'emplois

et d'élimination de la pauvreté. La Première Ministre bangladaise, Sheikh Hasina, compte parmi les « Champions » du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière mis en place par le Secrétaire général. Nous sommes prêts à partager nos bonnes pratiques en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire avec les pays qui se trouvent dans une situation comparable.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 promet un monde exempt de faim. Nous devons travailler ensemble pour concrétiser cette vision et faire en sorte que chacun, partout, ait accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive. Je voudrais partager quelques réflexions spécifiques à cet égard.

Premièrement, nous avons besoin d'investissements accrus et d'un appui technologique ciblé de la part des pays développés dans le secteur agricole, afin d'améliorer la productivité et de garantir un système efficace de stockage et de distribution des aliments. Pour y parvenir, il est crucial que nous tirions parti des cadres de coopération internationale existants, notamment la collaboration en matière de science, de technologie et d'innovation et une coopération Sud-Sud et triangulaire efficace.

Deuxièmement, nous avons besoin d'une solidarité mondiale pour veiller à ce que, en période de conflit, les infrastructures critiques de distribution de nourriture, telles que les marchés agricoles et les installations de transformation et de stockage des aliments, soient préservées. Nous encourageons une approche intersectorielle au sein du système des Nations Unies, associant les acteurs de la paix, du développement et de l'humanitaire pour faire avancer ce programme. La Commission de consolidation de la paix, avec son mandat global, ainsi que son rôle fédérateur et sa fonction de conseil, peut jouer un rôle important à cet égard.

Troisièmement, nous devons créer un système alimentaire mondial plus efficace et plus fiable, capable de fournir des aliments sûrs, nutritifs et abordables pour tous. Il est impératif que les pays développés éliminent les restrictions commerciales et les subventions à l'exportation afin de favoriser un système commercial ouvert, opérationnel et fondé sur des règles.

Quatrièmement, les changements climatiques et la dégradation de l'environnement ont des effets néfastes sur les secteurs de l'agriculture et de la nutrition. Par conséquent, il est impératif de respecter les engagements pris en matière de climat en vue de créer un système agricole et alimentaire plus résilient.

Enfin, nous appuyons l'objet de la résolution 2417 (2018), qui condamne l'utilisation de la famine comme méthode de guerre et appelle à garantir un accès sans entrave au personnel humanitaire, notamment pendant les conflits armés. Il est plus important que jamais que nous fassions preuve de solidarité internationale en prenant des mesures concrètes pour lutter contre la triple crise de la COVID-19, des changements climatiques et des conflits.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Suisse.

M^{me} Baeriswyl (Suisse) : La Suisse remercie les États-Unis pour l'organisation de ce débat, qui s'inscrit dans une semaine importante dédiée à la thématique, ainsi que les intervenantes et intervenants pour leurs contributions précieuses.

Les conflits, la crise climatique, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la flambée des prix des denrées alimentaires et du carburant ont provoqué une tempête parfaite. C'est avec ces mots que le Programme alimentaire mondial a tiré la sonnette d'alarme lors du lancement du *Rapport mondial sur les crises alimentaires* de 2022. Cette crise nous impactera toutes et tous. Le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire urgente pourrait atteindre 323 millions cette année. La Suisse s'inquiète en particulier pour les populations dans les contextes les plus fragilisés et exposés aux chocs des marchés globaux.

Les conflits armés restent un des facteurs principaux de la faim et de la malnutrition. Ainsi, les projections globales sur l'insécurité alimentaire résultant de l'agression militaire russe contre l'Ukraine doivent nous inciter davantage à mettre fin à ce conflit et aux autres conflits armés dans le monde. Ils amènent tous mort, destruction, déplacements forcés et faim. Nous soutenons pleinement le Secrétaire général et ses bons offices pour faire taire les armes. À cet effet, la Suisse souhaite mettre en exergue trois domaines d'action.

Premièrement, il est urgent de redoubler d'efforts, y compris au sein du Conseil de sécurité, pour garantir un accès humanitaire sans délai ni entrave, faire respecter le droit international humanitaire et prévenir les conflits armés.

Deuxièmement, la communauté internationale doit parler d'une seule voix sur la sécurité alimentaire. Le Conseil de sécurité s'est montré uni sur les normes et principes humanitaires fondamentaux contenus dans les résolutions 2417 (2018) et 2573 (2021). Celles-ci doivent

être mises en œuvre dans toutes les situations à l'ordre du jour du Conseil et tous les États doivent les traduire dans leur législation.

Nous espérons que l'Assemblée générale adoptera la semaine prochaine le projet de résolution A/76/L.55 sur l'état de l'insécurité alimentaire mondiale, que la Suisse a co-parrainé. La Suisse salue également les recommandations du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, lancé par le Secrétaire général pour une réaction cohérente et coordonnée aux conséquences de l'agression contre l'Ukraine sur les pays les plus vulnérables. Nous écouterons avec intérêt le deuxième briefing sur les acteurs locaux. La valorisation de leurs compétences, en particulier celles des femmes et des jeunes, est clef pour remédier aux causes des crises alimentaires.

Troisièmement, la reddition de comptes est essentielle pour dissuader de potentiels auteurs de violations et rendre justice aux victimes. Le Conseil peut désormais déférer à la Cour pénale internationale des situations de conflit armé interne ou international quand le crime de la famine paraît avoir été commis. La Suisse encourage les États parties à la Cour à ratifier cet amendement et les États Membres à criminaliser ces actes dans leur législation nationale.

Alors que la quantité de nourriture produite serait suffisante pour nourrir tout le monde, il y a un manque d'égalité dans son accès, exacerbé par les hostilités et les violations du droit international humanitaire. Trouver des solutions politiques aux conflits armés doit faire partie de notre approche globale visant à éliminer la faim, à garantir à tous les êtres humains un accès à une nourriture suffisante et adéquate, et à promouvoir des systèmes alimentaires résilients, inclusifs et durables. En tant que candidat au Conseil de sécurité, mon pays reste engagé à prévenir et à résoudre les conflits afin de rompre le cycle vicieux entre faim et conflits armés.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Jordanie.

M. Hmoud (Jordanie) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à féliciter les États-Unis de leur accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours et à les remercier d'avoir organisé cet important débat public.

La sécurité alimentaire est l'un des principaux défis auxquels le Moyen-Orient est confronté, notamment au vu des conflits en cours, qui aggravent les souffrances humaines et entravent l'accès aux denrées

alimentaires et aux médicaments. De plus, ces conflits perturbent considérablement l'action des organismes humanitaires et les empêchent d'accéder aux personnes dans le besoin. La sécurité alimentaire et les conflits sont des questions étroitement liées. C'est pourquoi nous avons besoin de solutions fondées sur une approche internationale coordonnée pour prévenir une crise de pénurie alimentaire mondiale, qui pourrait survenir si nous ne sommes pas préparés à faire face aux épidémies et aux défis à venir.

Les répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ont entraîné une augmentation sensible de l'insécurité alimentaire, notamment dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables. Toutefois, un certain nombre de défis majeurs, qui ont une incidence sur la sécurité alimentaire, existaient déjà auparavant. Je pense notamment aux changements climatiques, aux pénuries d'eau potable dans le monde, aux crises économiques mondiales, aux troubles régionaux et à une crise migratoire sans précédent dans le monde. Tout cela a eu des conséquences négatives sur l'approvisionnement alimentaire des réfugiés et des populations vulnérables, un défi bien connu en Jordanie.

La crise en Ukraine a révélé à quel point la sécurité alimentaire et les chaînes d'approvisionnement étaient elles aussi fragiles. Elle a également amplifié les difficultés découlant de la pandémie de COVID-19 dans le monde, notamment au Moyen-Orient. En effet, les conséquences de la pandémie se sont multipliées et ont compromis les performances économiques et le bien-être social des pays de la région, notamment en raison de l'augmentation des prix des denrées alimentaires, en particulier le blé et les céréales, et de la hausse des coûts de production locaux dans le secteur agricole.

Un rapport de la Banque mondiale a d'ailleurs expliqué que cette crise aurait des répercussions désastreuses sur certains pays si l'aide humanitaire et au développement n'était pas revue à la hausse. Il convient de noter que, si le Moyen-Orient ne représente que 6 % de la population mondiale, la région abrite 20 % des personnes touchées par une insécurité alimentaire aiguë. Il est essentiel que les mesures prises pour assurer la sécurité alimentaire dans les situations d'instabilité et de conflit tiennent compte des facteurs interdépendants qui entravent le développement. Il s'agit notamment de réduire les risques de conflit, de renforcer la cohésion sociale et de développer le secteur privé et le marché du travail, autant de mesures qui contribueraient à améliorer la sécurité alimentaire. Il convient également de

mettre l'accent sur les changements climatiques tout en luttant contre la menace de pénurie alimentaire mondiale, qui est constante depuis le début de la pandémie.

Le secteur agroalimentaire jordanien assure la subsistance d'environ un quart de la population et constitue aussi l'une des principales sources d'emploi pour les réfugiés et les femmes vivant dans les zones rurales. Depuis le début de la pandémie, ce secteur est fortement impliqué dans la chaîne d'approvisionnement mondiale et, grâce à des investissements plus importants et à l'amélioration des technologies, présente un potentiel d'expansion considérable. Le Royaume hachémite de Jordanie réaffirme qu'il est prêt à utiliser toutes ses capacités dans les secteurs alimentaire et pharmaceutique pour devenir un centre régional d'approvisionnement et de stockage.

Pour terminer, nous ne pouvons pas revenir à la situation qui prévalait avant la COVID-19. Nous devons saisir cette occasion pour construire un système mondial meilleur, plus efficace et plus uni. Nous devons œuvrer de concert pour promouvoir l'adoption de technologies agricoles durables, qui permettront d'accroître la résilience de nos systèmes alimentaires mondiaux en garantissant l'accès, en réduisant les coûts et en améliorant la qualité, tout en protégeant notre environnement. Nous devons également préserver la résilience des chaînes d'approvisionnement et appuyer les pays en développement dans le cadre de ces efforts. Les agriculteurs des pays en développement doivent être épaulés pour pouvoir accéder à de meilleurs financements et formations afin de servir leurs communautés. Nous devons coopérer pour faire face à tous les facteurs d'insécurité alimentaire, à savoir les conflits, les changements climatiques, la pauvreté et les inégalités.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Uruguay.

M^{me} Ache Batlle (Uruguay) (*parle en espagnol*) : L'Uruguay se félicite de l'occasion qui lui est donnée d'examiner les liens existant entre les conflits armés et les crises alimentaires, ainsi que les mesures que pourrait prendre la communauté internationale pour atténuer les difficultés auxquelles nous sommes tous confrontés à l'heure actuelle. Nous ne devons toutefois pas oublier la crise sanitaire et économique provoquée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), une situation dont nous ne sommes pas encore sortis. En outre, les conflits dans diverses parties du monde, notamment au Moyen-Orient et dans certaines régions d'Afrique, et le récent conflit en Ukraine ont bouleversé comme jamais

auparavant les chaînes d'approvisionnement mondiales et les relations commerciales entre les pays, mettant à l'épreuve la résilience des filières d'approvisionnement alimentaire mondiales.

L'Uruguay aborde cette situation en tant que pays exportateur de denrées alimentaires. Fort d'une population de 3,5 millions d'habitants, il produit des aliments pour environ 30 millions de personnes et entretient des relations commerciales avec plus de 160 pays dans le monde. Comme il fournit une part importante de certains produits alimentaires dans le monde, l'Uruguay peut contribuer à atténuer les effets de la crise alimentaire mondiale grâce à ses exportations.

L'un des effets les plus marquants de la crise de la COVID-19 et des conflits susmentionnés, notamment celui opposant la Russie à l'Ukraine, a été la perturbation des chaînes d'approvisionnement en denrées alimentaires et en engrais et l'augmentation exponentielle des prix des produits alimentaires de base, en particulier les céréales, mettant en péril la sécurité alimentaire et le développement durable. La hausse des prix et les perturbations des chaînes d'approvisionnement mettent en danger les pays qui dépendent des importations pour satisfaire leurs besoins alimentaires et créent des situations d'extrême vulnérabilité pour les pays qui sont tributaires de l'aide alimentaire. Par ailleurs, bien que la conjoncture actuelle puisse profiter aux pays exportateurs, les répercussions de la hausse des prix peuvent également constituer un défi pour les politiques publiques de maîtrise de l'inflation, du fait de l'augmentation des coûts de production provoquée notamment par le renchérissement des carburants et des engrais, et de son incidence sur le pouvoir d'achat des populations.

Comme l'indique le dernier rapport en date de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, soumis à l'ONU le 27 avril dernier, plusieurs pays de notre région se heurtent à ces mêmes difficultés. À cet égard, nous estimons qu'il est impératif d'approfondir la coopération internationale, qu'il s'agisse de la coopération Nord-Sud, Sud-Sud ou triangulaire, afin qu'ensemble nous puissions empêcher la crise alimentaire, voire la faim, de s'aggraver et permettre la libre circulation des denrées alimentaires dans le monde entier.

Pour faire face à cette crise, nous devons déployer tous les efforts nécessaires pour mettre fin aux situations de conflit, notamment en utilisant de manière appropriée les mécanismes et les pouvoirs du Conseil de sécurité. Au-delà de cela, toutefois, il faudra également que tous les pays agissent de concert pour que

les voies d'acheminement des denrées alimentaires et d'autres fournitures restent ouvertes, en veillant à ce que les chaînes d'approvisionnement continuent de fonctionner et en évitant d'imposer des restrictions ou des interdictions commerciales, mais aussi en comptant sur la coopération de la communauté internationale et des institutions financières internationales pour fournir l'aide nécessaire aux pays en développement dans les situations les plus critiques.

S'agissant de ma première observation, sur les politiques à élaborer, l'histoire nous enseigne que lorsqu'on applique des mesures visant à restreindre les échanges commerciaux, les situations s'aggravent et débouchent sur des crises plus profondes, que ce soit sur le plan économique ou politique. C'est ce qui s'est passé dans les années 30 et à diverses reprises à d'autres époques. La région d'Amérique latine et des Caraïbes a eu plusieurs fois recours à ce type de politiques, qui ont eu des effets extrêmement négatifs en termes de développement et de bien-être des populations. Nous devons donc apprendre des expériences passées et ne pas les répéter.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Thaïlande.

M. Chindawongse (Thaïlande) (*parle en anglais*) : La famine et la faim n'ont pas leur place dans le monde d'aujourd'hui. Plus de sept décennies après que nous nous sommes engagés, en vertu de la Charte des Nations Unies, à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande pour tous, l'humanité a les moyens techniques et financiers d'améliorer la sécurité alimentaire, mais il est difficile d'atteindre cet objectif.

C'est en partie lié au fait que nous vivons à une époque marquée par des crises cumulées, l'insécurité alimentaire n'étant qu'une d'entre elles. Les prix alimentaires mondiaux grimpent en raison de la hausse concomitante des prix des produits agricoles et de l'énergie ; des problèmes générés par les changements climatiques et leurs incidences sur l'environnement, y compris les pénuries d'eau ; des perturbations commerciales liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ; ainsi que des tensions géopolitiques et des conflits dans diverses régions du monde. Cela porte préjudice à la sécurité alimentaire et remet en question la réalisation des objectifs de développement durable. Les pays les plus touchés sont des pays à faible revenu et à déficit vivrier, et les groupes les plus vulnérables sont les femmes et les enfants, en particulier les filles.

Plusieurs délégations l'ont mentionné plus tôt, 1,7 milliard de personnes dans 170 pays sont gravement exposées à une de ces crises, notamment la hausse des prix des denrées alimentaires, comme l'a souligné le Secrétaire général. De leur côté, le Programme alimentaire mondial et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ont identifié la violence organisée et les conflits comme étant les principales causes de la faim dans les foyers de famine et au niveau mondial, les événements météorologiques extrêmes tels que les sécheresses et les inondations en étant une autre.

Dans ce contexte, la Thaïlande estime que certaines mesures peuvent être envisagées dans le cadre des efforts multipartites entrepris pour renforcer la sécurité alimentaire. Ces mesures doivent être ancrées sur trois idées : la durabilité, les chaînes d'approvisionnement, et la science et la technologie.

La première idée est d'œuvrer à la durabilité en promouvant une agriculture et une production alimentaire durables afin de générer des réserves alimentaires suffisantes à long terme, aux niveaux régional et mondial. La Thaïlande, qui est un des principaux producteurs mondiaux de denrées alimentaires, a adopté une stratégie alimentaire basée sur la sûreté et la sécurité alimentaires, la durabilité des ressources naturelles et l'agroécologie. Cela fait partie de son modèle d'économie biologique-circulaire-verte, qui vise à mettre en avant une croissance et un développement durables, équilibrés et inclusifs. Et parce que le développement durable conjugué à la sécurité alimentaire est essentiel à la consolidation durable de la paix, nos contingents de maintien de la paix forment les communautés locales à l'agriculture durable.

La deuxième idée consiste à prendre des mesures en ce qui concerne les chaînes d'approvisionnement, en promouvant des chaînes d'approvisionnement et de distribution mondiales et régionales sûres et résilientes, en particulier pour les produits agricoles et alimentaires. La situation économique doit permettre le bon fonctionnement de ces chaînes d'approvisionnement afin de favoriser la sécurité alimentaire mondiale. Les règles et réglementations pertinentes des instances commerciales multilatérales doivent être plus propices au commerce international de produits alimentaires et le faciliter. Pendant ce temps, dans les pays et les régions touchés par des catastrophes et des conflits, la priorité doit être accordée au transport de fournitures humanitaires, y compris des vivres, vers les populations dans les zones

touchées. Et comme l'ont souligné certaines délégations, les denrées alimentaires ne doivent pas être concernées par les sanctions de l'ONU.

La troisième idée suppose d'agir en mobilisant la science et la technologie pour accroître l'approvisionnement, améliorer les conditions de stockage des vivres et limiter le gaspillage. À cette fin, les grandes entreprises alimentaires thaïlandaises, les institutions universitaires et les agriculteurs locaux coopèrent avec les partenaires internationaux pour mettre au point des produits de la mer et des viandes de substitution, notamment des protéines végétales, qui ont un taux de conversion alimentaire élevé, émettent relativement peu de gaz à effet de serre et offrent des capacités de stockage innovantes.

La coopération internationale dans ce domaine doit continuer de progresser. Un exemple à cet égard est le Sommet spécial de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et des États-Unis, qui s'est tenu récemment à Washington et durant lequel les partenaires se sont engagés à renforcer la collaboration en matière d'agriculture de précision et d'agriculture intelligente face aux changements climatiques, d'agriculture intelligente et de science alimentaire, entre autres.

Pour terminer, il est essentiel de renforcer la coopération pratique, régionale et multilatérale en s'appuyant sur une forte volonté politique. La présente séance du Conseil de sécurité se tient donc au moment opportun. Nous félicitons les États-Unis d'avoir annoncé ce matin l'augmentation de leur aide alimentaire. La Thaïlande attend avec impatience l'adoption prochaine, par l'Assemblée générale, d'un projet de résolution visant à lutter contre l'insécurité alimentaire mondiale.

Pour toutes ces raisons, en tant que pays d'accueil de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC) cette année, la Thaïlande est déterminée à réaliser l'objectif de l'APEC, à savoir fournir à tous une alimentation suffisante, sûre, nourrissante, accessible et abordable en s'appuyant sur la feuille de route pour la sécurité alimentaire de l'APEC et en élaborant un plan de mise en œuvre à cet égard.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Turquie.

M. Denktaş (Turquie) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier les États-Unis d'avoir pris l'initiative d'organiser ce débat crucial sur les conflits et la sécurité alimentaire. Je tiens également à remercier le Secrétaire général et les autres intervenants de leurs observations.

En adoptant le Programme de développement durable à l'horizon 2030, nous nous sommes engagés collectivement à éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition. Pourtant, de multiples facteurs intégrés ont causé de graves revers, notamment la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les chocs économiques y relatifs, la crise climatique et les conditions météorologiques extrêmes, les conflits armés et, maintenant, la guerre en Ukraine.

Avec l'adoption de la résolution 2417 (2018), le Conseil de sécurité a reconnu pour la première fois le lien intrinsèque entre les conflits et l'insécurité alimentaire. Depuis, la mise en œuvre effective de cette résolution reste essentielle, en particulier dans les contextes humanitaires tels que la Syrie, le Yémen, l'Afghanistan et certaines parties de l'Afrique, ainsi qu'en Ukraine.

Les statistiques en disent long dans chacun de ces contextes. En Syrie, la situation humanitaire est plus grave que jamais. Environ 14,6 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire dans le pays. L'utilisation de la famine reste une tactique de guerre fréquente en Syrie. Depuis trop longtemps, le régime syrien prive les civils d'accès aux vivres et les fait souffrir. Dans ces conditions, le mécanisme transfrontière de l'ONU a prouvé qu'il était un instrument vital. Les membres du Conseil de sécurité ont une tâche à accomplir : renouveler le mandat de ce mécanisme. Le Conseil doit également prendre des mesures afin d'atténuer la souffrance du peuple syrien.

L'insécurité alimentaire dans certaines parties de l'Afghanistan a également atteint un niveau catastrophique. Près de 20 millions d'Afghans connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Le conflit reste la principale cause sous-jacente de la faim au Yémen. Environ 17,4 millions de personnes dans le pays ont aujourd'hui besoin d'une aide alimentaire. Dans tout le Yémen, 2,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë. Les membres peuvent imaginer ce que cela signifie pour l'avenir de ce pays. Jusqu'à 15 millions de personnes dans la Corne de l'Afrique subissent une sécheresse grave et ont besoin d'une assistance vitale.

Et maintenant, avec la guerre qui sévit en Ukraine, le monde est confronté à une crise grave. Notre position est claire et ferme : cette guerre, qui est un acte d'agression injustifié, illégal et illégitime contre un Membre

fondateur de l'Organisation des Nations Unies, constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et elle doit prendre fin.

Depuis le début de la guerre, nous travaillons sur deux volets, dont le premier implique d'appuyer activement les efforts visant à atténuer la situation humanitaire. Nous collaborons avec l'ONU en vue de créer un groupe de contact humanitaire.

Le deuxième volet suppose de faciliter les efforts visant à parvenir à un règlement négocié. Malheureusement, les atrocités commises à Boutcha, Irpin et Marioupol compliquent le processus diplomatique. L'élan s'est essoufflé, mais les pourparlers ne se sont pas totalement effondrés. Nous ne pouvons abandonner l'espoir de paix. Les voies diplomatiques doivent rester ouvertes. Il importe de maintenir le dialogue pour sauver des vies et empêcher de nouvelles destructions.

La guerre en Ukraine risque de provoquer des chocs importants sur les importations et de perturber les chaînes d'approvisionnement agricoles mondiales, faisant encore plus augmenter les prix des denrées alimentaires. Quarante-cinq pays d'Afrique importent au moins un tiers de leur blé de l'Ukraine ou de la Russie, et 18 d'entre eux importent plus de la moitié de leur blé de ces deux États. Si la guerre se prolonge, de nombreux pays seront confrontés à des pénuries alimentaires immédiates, et nous serons tous touchés par la hausse des prix alimentaires. C'est pourquoi nous dialoguons avec le Programme alimentaire mondial et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires afin d'organiser le passage des navires qui transportent des céréales en provenance de l'Ukraine.

Les conflits armés en cours sont une cause majeure des risques de famine actuels. L'insécurité alimentaire mondiale sème pour sa part les graines de la désstabilisation et de l'agitation dans le monde entier. Nous devons trouver des façons de rompre ce cercle vicieux.

Premièrement, nous devons exploiter toutes les voies offertes par la diplomatie pour prévenir et faire cesser les conflits armés. C'est exactement ce qu'entend faire la Turquie, dans son rôle bien connu de médiation pour la paix.

Deuxièmement, nous devons répondre aux besoins humanitaires, notamment au moyen de mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire due aux conflits. Cela suppose que le droit international humanitaire soit respecté et que l'aide humanitaire ne rencontre pas d'obstacle.

Troisièmement, nous devons assurer la transparence des flux de produits agricoles et combattre le protectionnisme. Il sera essentiel de prévenir la spéculation sur les prix alimentaires au niveau de la commercialisation et des échanges et d'appuyer le fonctionnement continu des chaînes d'approvisionnement.

Quatrièmement, nous devons renforcer les capacités agricoles des pays qui se heurtent à la faim. Nous avons surtout intérêt à tirer parti de la science et de la technologie pour sortir de l'insécurité alimentaire grâce à l'innovation.

Cinquièmement, la communauté internationale doit placer la sécurité alimentaire mondiale au premier rang de ses priorités. C'est pourquoi nous nous félicitons de l'initiative d'aujourd'hui. Nous apprécions également et signerons nous aussi la nouvelle initiative mondiale que les États-Unis ont lancée hier. Nous continuerons de soutenir les efforts inclusifs et multilatéraux visant à trouver des solutions à la crise qui s'aggrave. Nous avons appuyé la déclaration multilatérale du Groupe des Vingt ainsi que le Sommet sur les systèmes alimentaires. Par ailleurs, nous nous réjouissons de la mise en place du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière.

Enfin, nous appuyons le renforcement des mécanismes d'assistance financière et en nature au profit des pays vulnérables et des zones de conflit. Hier, M. Mevlüt Çavuşoğlu, Ministre des affaires étrangères de la Turquie, a annoncé un train de mesures en faveur de l'appel à l'action pour la sécurité alimentaire mondiale. La Turquie continuera d'œuvrer au renforcement de la paix et à l'élimination de l'insécurité alimentaire mondiale. Nous attendons avec intérêt de travailler avec nos partenaires pour apporter la réponse que la communauté internationale, en tant que telle, est censée apporter.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte.

M. Mahmoud (Égypte) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à dire combien ma délégation apprécie l'initiative des États-Unis, pays qui assume actuellement la présidence du Conseil de sécurité, d'organiser le présent débat public de haut niveau sur les conflits et la sécurité alimentaire. L'Égypte est pleinement consciente de la grave incidence que la faim et l'incapacité à atteindre la sécurité alimentaire ont sur les moyens de subsistance humains, tout comme de la manière dont elles contribuent à accroître le risque de conflit, en particulier dans les pays économiquement vulnérables. Nous insistons donc sur les liens solides et profonds qui existent entre la sécurité alimentaire et les conflits.

Le monde est aujourd'hui témoin d'une crise d'insécurité alimentaire sans précédent par l'effet de notre incapacité à atteindre l'objectif de développement durable no 2, sur l'élimination de la faim. Cet échec a été exacerbé par les répercussions de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et par les conflits. Si nous n'y trouvons pas remède, le fait que nous ne parvenions pas à réaliser la sécurité alimentaire ni à mettre un terme à la faim représentera une menace sur la sécurité et la stabilité de certains pays et ne fera qu'alimenter encore les conflits existants.

Les difficultés à parvenir à la sécurité alimentaire sont aggravées par d'autres facteurs, tels que les effets des changements climatiques, qui exacerbent les risques liés à la production d'énergie, à la sécurité alimentaire, à la disponibilité de l'eau, au développement économique et aux inégalités sociales. La raréfaction de l'eau dans plusieurs régions du monde, et particulièrement en Afrique, a des répercussions alarmantes sur les activités agricoles et les efforts en faveur de la sécurité alimentaire.

À la lumière de ce que je viens de mentionner, je souhaite m'arrêter sur les points suivants.

Premièrement, il importe de remédier aux problèmes rencontrés par les pays qui sont touchés par un conflit ou qui en sortent. Il convient de prêter une attention particulière à la sécurité alimentaire et à la fourniture de soins de santé à la population civile, sur la base des principes du droit international humanitaire et dans le respect de la souveraineté nationale. Il importe également de garantir l'accès de la population civile des zones de conflit à l'aide alimentaire et de la protéger du risque de famine, y compris par la distribution de nourriture aux déplacés. Nous soulignons également, à cet égard, la responsabilité qui incombe au Conseil de sécurité de protéger les civils exposés aux conflits armés, notamment le risque de famine.

Deuxièmement, le système des Nations Unies joue un rôle important. Il faudrait que le Conseil de sécurité élabore une approche dynamique qui améliore les capacités d'alerte rapide afin de surveiller les régions les plus vulnérables à la famine résultant d'un conflit armé. À ce sujet, nous tenons à mettre l'accent sur l'importance de la résolution 2417 (2018), où le Secrétaire général est prié d'informer promptement le Conseil de l'apparition, dans des contextes de conflit armé, de risques de famine et d'insécurité alimentaire généralisée causées par les conflits.

Troisièmement, je tiens à rappeler que l'Égypte est le plus densément peuplé des pays pauvres en eau du monde. À l'heure actuelle, la pénurie d'eau touche 2,5 milliards de personnes dans le monde, et l'on prévoit que les changements climatiques mettront la moitié de la population mondiale en situation de tension hydrique sévère d'ici à 2050. En outre, la raréfaction de l'eau pourrait entraîner le déplacement de 700 millions de personnes d'ici à 2030. Ces chiffres montrent clairement les effets néfastes de la pénurie d'eau sur la paix et la sécurité, la réalisation du développement durable et le plein exercice des droits humains. Dans ce contexte, nous exhortons la communauté internationale à répondre aux besoins des pays pauvres en eau les plus vulnérables et à promouvoir la coopération transfrontalière, conformément au droit international applicable, afin de préserver l'eau, qui est indispensable à la vie, à l'agriculture, à la paix et à la sécurité.

Quatrièmement, la sécurité alimentaire et les conflits doivent être abordés de façon globale, en tenant compte des facteurs humanitaires et de développement. Il faut agir immédiatement pour atténuer la faim, tout en mettant en œuvre des plans visant à aider les pays, en particulier les pays en développement importateurs de nourriture, à parvenir à la sécurité alimentaire au moyen de l'agriculture durable.

Pour terminer, nous soulignons qu'il est urgent de régler le problème de l'insécurité alimentaire et son lien direct avec les conflits en suivant une approche générale qui tend à réaliser le développement durable des pays en développement tout en garantissant leur stabilité et leur prospérité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Maroc.

M. Hilale (Maroc) : Je tiens à remercier S. E. M. Antony Blinken, Secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, d'avoir présidé cette importante réunion sur les conflits et la sécurité alimentaire, pendant la présidence des États-Unis d'Amérique du Conseil de sécurité.

L'intérêt que porte le Royaume du Maroc à la question de la paix et de la sécurité internationales et à celle de l'élimination de la faim et de la promotion d'une agriculture durable émane d'une prise de conscience profonde du défi que représente la sécurité alimentaire dans le monde, et dans le continent africain en particulier, comme le stipule clairement la résolution 2417 (2018) sur les conflits et l'insécurité alimentaire.

Aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes dans le monde souffrent chaque jour d'un manque de nourriture chronique et une personne sur cinq serait touchée par la sous-alimentation en Afrique, ce qui représente plus de 281 millions d'Africains. Dans 30 ans, le continent africain aura à nourrir le double de sa population actuelle. Malheureusement, le continent continue d'importer plus de 43 milliards de dollars de produits alimentaires nets par an et demeure tributaire des importations pour nourrir une population en pleine croissance.

L'insécurité alimentaire est aussi accentuée par les effets de la crise de maladie à coronavirus (COVID-19), par le changement climatique, ainsi que par les conflits armés qui ont un réel impact sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire à l'échelle globale. Cette situation engendre une augmentation des prix sur les marchés internationaux et a des répercussions majeures sur la stabilité des pays les plus vulnérables, car la rareté des ressources et la hausse soudaine des prix alimentaires alimentent les troubles sociaux. Un changement durable du système mondial alimentaire et d'agriculture est nécessaire si nous voulons nourrir les 800 millions de personnes qui souffrent de la faim aujourd'hui et les 2 milliards de personnes supplémentaires qui seront sous-alimentées d'ici à 2050.

C'est également notre responsabilité de prévenir les conflits qui pourraient surgir à cause de la faim et de la perturbation des chaînes d'approvisionnement alimentaire. À cet égard, le Royaume du Maroc a toujours investi dans l'agriculture, notamment à travers la coopération Sud-Sud en Afrique, qui dispose de plus de la moitié des terres arables non cultivées au monde. Sous la haute orientation de S. M. le Roi Mohammed VI, mon pays continue de renforcer sa stratégie de développement, le Plan Maroc vert, lancée il y plus d'une décennie. La sécurité alimentaire représente une priorité stratégique pour le Maroc et figure au cœur de son nouveau modèle de développement à l'horizon 2035. Une série de stratégies sectorielles, notamment « Génération Green 2020-2030 » et la Stratégie nationale de l'économie bleue, renforcent également cette ambition.

Par ailleurs, l'Afrique dispose d'une population jeune et d'un marché continental immense, de plus d'un milliard de personnes. À cet égard, le Maroc appuie fermement la zone africaine de libre-échange qui a le potentiel de stimuler l'échange de produits alimentaires entre les pays africains à moindre coûts, d'améliorer les revenus des agriculteurs, de favoriser l'agro-industrie et de développer l'infrastructure agricole en Afrique.

La démarche marocaine promeut une approche intégrée, celle du développement socioéconomique du monde rural et l'investissement dans l'agriculture, en tant que secteur offrant des opportunités énormes pour la création de la richesse et d'emplois pour les jeunes et les femmes. En effet, afin de renforcer la résilience, il est impératif d'investir dans des systèmes alimentaires durables et de favoriser de nouvelles opportunités dans ce secteur pour les agricultrices et les jeunes. Le renforcement du secteur agricole peut créer des emplois et renforcer l'autosuffisance, stimuler la production locale et assurer la sécurité et la souveraineté alimentaire au sein de chaque contexte national.

Dans ce cadre, le Maroc a signé plus de 38 accords et conventions dans le domaine agricole avec 18 pays africains frères. Les partenariats lancés récemment avec l'Éthiopie et le Nigéria pour la production de fertilisants naturels en témoignent.

Mon pays a initié une coopération triangulaire riche et diversifiée avec l'appui de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et plusieurs accords tripartites ont été signés dans ce cadre, notamment avec le Mali, le Sénégal, la Guinée, la Guinée-Bissau, l'Esuatini et le Cameroun.

C'est également dans le même esprit que s'inscrit le lancement, lors de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, de l'initiative pour l'Adaptation de l'agriculture africaine aux changements climatiques. Cette initiative a pu accompagner à ce jour pas moins de sept pays en Afrique et bénéficie du soutien de 25 pays africains, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et de la FAO.

L'initiative Durabilité, stabilité et sécurité, lancée en 2016 avec la République du Sénégal, vise également à soutenir la soutenabilité, la stabilité et la sécurité en Afrique à travers le vecteur de l'agriculture.

Plus récemment, le Maroc et les Nations Unies ont organisé conjointement un dialogue régional de l'Afrique avant le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, mobilisant plus de 40 ministres et décideurs africains, pour mettre en lumière les priorités, les opportunités et les pistes d'action d'une transformation réussie des systèmes alimentaires en Afrique, en tenant compte du contexte mondial contraignant.

Pour conclure, le Maroc reste convaincu que des partenariats novateurs dans ce domaine permettront d'approfondir et développer des synergies prometteuses. Une coopération efficace entre les Nations Unies et les États Membres, mais aussi avec le secteur privé, est indispensable si nous voulons aboutir à cet objectif. C'est à travers des partenariats novateurs entre toutes ces parties prenantes que nous pouvons aspirer à éliminer la faim dans le monde, renforcer la souveraineté agricole au sein des pays, produire des aliments de qualité localement, efficacement et durablement, et faire face aux enjeux sécuritaires et de conflits multiples et interdépendants de l'insécurité alimentaire, la paix et la sécurité internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la République islamique d'Iran.

M. Takht Ravanchi (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : L'insécurité alimentaire et les conflits sont inextricablement liés. Sur le long terme, les conflits entraînent une perturbation des chaînes d'approvisionnement, des déplacements massifs de populations, une pression accrue sur des ressources naturelles et économiques limitées et la diminution de la résilience des populations touchées.

Selon le Rapport mondial sur les crises alimentaires 2022, l'insécurité alimentaire aiguë a considérablement augmenté au cours des six dernières années. En 2021, près de 193 millions de personnes dans 53 pays étaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë et avaient besoin d'une aide immédiate, dont près de 40 millions de personnes dans 36 pays qui se trouvaient dans une situation d'urgence ou pire. Selon le même rapport, les conflits restent la principale cause d'insécurité alimentaire pour 139 millions de personnes dans 24 pays qui ont été confrontées à une crise ou à une aggravation des conditions en 2021. Ces chiffres témoignent d'une détérioration rapide de la situation humanitaire dans le monde.

L'insécurité alimentaire, les changements climatiques, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et les effets néfastes de divers conflits internationaux touchent de nombreux pays, dont l'Iran, qui subit également les conséquences négatives des sanctions imposées par les États-Unis depuis plus de 40 ans. En outre, le fait que le pays accueille plusieurs millions de réfugiés pèse sur l'économie iranienne, notamment en termes de disponibilités alimentaires. Il incombe à l'ONU, à la communauté internationale et aux donateurs

internationaux d'honorer leurs engagements et de fournir aux réfugiés qui se trouvent en Iran l'assistance technique et financière dont ils ont besoin.

Le monde entier est touché par des pénuries alimentaires ; mais il ne fait aucun doute que l'Afrique est frappée par l'insécurité alimentaire à des niveaux particulièrement élevés.

Je voudrais dire quelques mots sur l'insécurité alimentaire qui règne dans notre région. En Afghanistan, 22 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire et ont désespérément besoin d'aide. L'Iran collabore avec des organisations internationales pour remédier à la situation spécifique de l'Afghanistan en matière de sécurité alimentaire. En ces temps difficiles, la communauté internationale doit aider le peuple afghan à surmonter ses difficultés actuelles.

Dans une autre zone de tension de notre région, le Yémen, l'insécurité alimentaire aiguë s'est aggravée au début de 2022, avec une augmentation de 8 % du nombre de personnes ayant besoin d'assistance par rapport aux chiffres du début de 2021. Tout aussi importante est la situation humanitaire en Palestine, qui s'est détériorée en raison de décennies d'occupation et de politiques d'apartheid sous le régime israélien. Le blocus illégal de Gaza, qui limite gravement le droit à l'alimentation du peuple palestinien, doit être levé dès que possible.

En Syrie, la poursuite de l'occupation, le terrorisme et les sanctions unilatérales ont provoqué le déplacement de millions de personnes, perturbé le commerce et l'approvisionnement en produits alimentaires et en intrants agricoles, endommagé les infrastructures et limité l'accès aux ressources vitales.

Les mesures coercitives unilatérales violent les droits fondamentaux, notamment le droit à l'alimentation, et causent l'insécurité alimentaire. Malheureusement, certains États continuent d'utiliser ces actions illégales, interdites par le droit international humanitaire, comme arme pour affamer la population des pays ciblés. Nous sommes d'avis que les processus d'offre de produits alimentaires et de chaîne d'approvisionnement ne doivent en aucun cas être perturbés, même pendant les conflits armés.

Dans ce contexte, il est essentiel de respecter pleinement le droit international, notamment les Conventions de Genève de 1949. En outre, les sanctions imposées par l'ONU ne doivent pas mettre en péril la sécurité alimentaire mondiale. Toutes les parties à un conflit doivent respecter et protéger tout le personnel

médical et humanitaire. Dans le cadre de la fourniture de l'aide humanitaire, les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance doivent également être respectés.

Enfin, nous appuyons les efforts déployés par l'ONU et le rôle de premier plan qu'elle joue pour régler les problèmes liés à l'insécurité alimentaire. Nous sommes prêts à contribuer à ces efforts.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Liechtenstein.

M^{me} Oehri (Liechtenstein) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé ce débat public sur les conflits et la sécurité alimentaire, qui arrive à point nommé.

L'attention croissante accordée à cette question est en effet justifiée. Les niveaux d'insécurité alimentaire n'ont jamais été aussi élevés et le nombre de personnes nécessitant une aide alimentaire urgente et vitale augmente à un rythme alarmant. Alors que nous avons suffisamment de denrées alimentaires pour nourrir toute la planète, l'année dernière, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 193 millions de personnes ont connu une insécurité alimentaire à des niveaux de crise ou pire.

Le Liechtenstein est particulièrement préoccupé par ce que l'on appelle les foyers de famine, notamment le Yémen, le Nigéria, le Soudan du Sud et l'Éthiopie, ainsi que par les nombreux pays menacés par une crise alimentaire aiguë. En l'absence d'une action concertée, l'impact dévastateur de la faim sera bientôt ressenti par des millions de personnes supplémentaires.

La guerre en Ukraine continue d'avoir des conséquences humanitaires dévastatrices, non seulement pour la population de l'Ukraine et de la région, mais aussi dans le monde entier. La vie et les moyens de subsistance des habitants de l'Ukraine, l'un des plus grands producteurs de denrées alimentaires au monde, ont été détruits. Et bien que les silos à grains de l'Ukraine soient pleins, comme le signale le Programme alimentaire mondial, leur contenu ne peut être acheminé aux millions de personnes qui en dépendent dans le monde.

Nous saluons les efforts déployés par le Secrétaire général et le Groupe des Sept pour souligner l'urgence de la question et espérons qu'une solution sera trouvée pour débloquer les disponibilités alimentaires tout en garantissant la sécurité du port d'Odessa. Outre cette crise aiguë, les déplacements massifs et la destruction

des infrastructures, ainsi que la hausse du prix des céréales et des engrais, perturbent la saison des semailles en Ukraine, ce qui entraînera des pénuries alimentaires encore plus catastrophiques à l'avenir.

L'agression non provoquée et inacceptable contre l'Ukraine doit cesser immédiatement et les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale doivent être mises en œuvre, notamment en ce qui concerne le retrait immédiat, total et inconditionnel des forces militaires russes du territoire de l'Ukraine, qui est une priorité urgente.

L'insécurité alimentaire est une crise qui concerne également la protection des civils. Si la faim est un effet secondaire effroyable de nombreux conflits armés, elle se limite en réalité rarement à cela. La soumission des personnes, et des populations civiles en particulier, par la faim est devenue un modèle de guerre consternant. Affamer délibérément les civils constitue une grave violation du droit international humanitaire et doit être poursuivie comme un crime de guerre, notamment à la Cour pénale internationale.

Les défis auxquels le monde est confronté aujourd'hui, comme l'insécurité alimentaire, les catastrophes climatiques, les déplacements de population et les conflits, sont interconnectés. Leurs causes et leurs effets sont intimement liés et se font largement ressentir. Si aucune mesure immédiate n'est prise pour lutter contre les activités humaines qui contribuent aux changements climatiques, les phénomènes météorologiques extrêmes deviendront encore plus fréquents et entraîneront de nouvelles perturbations de l'approvisionnement alimentaire mondial, des déplacements de population et une instabilité sociale et politique.

Les organes et organismes compétents des Nations Unies doivent coopérer étroitement pour inverser ces tendances. Nous nous félicitons de la création du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière et de la publication de son premier rapport. Toutefois, la communauté internationale doit agir selon une approche plus globale pour préserver la sécurité humaine. Le moment est venu d'œuvrer de concert et de toute urgence pour veiller à ce que personne ne meure de faim aujourd'hui et pour atteindre l'objectif Faim zéro d'ici à 2030, conformément aux objectifs de développement durable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Slovaquie.

M. Malovrh (Slovénie) (*parle en anglais*) : La tenue du présent débat s'inscrit dans un contexte particulier, puisque le mois de mai marque le quatrième anniversaire de l'adoption, par le Conseil de sécurité, de la résolution 2417 (2018), laquelle a non seulement établi le lien entre les conflits armés et l'insécurité alimentaire provoquée par les conflits, y compris le risque de famine, mais a également permis au Conseil de se doter des outils nécessaires pour intervenir et agir en cas de famine ou risque de famine découlant d'un conflit.

Malheureusement, à l'heure actuelle, nous sommes aussi témoins d'une forte augmentation de l'insécurité alimentaire mondiale, une tendance qui menace de déstabiliser encore davantage des sociétés déjà fragiles, ainsi que d'exacerber les conflits armés et l'instabilité régionale et mondiale. Nous tenons dès lors à remercier la présidence et les membres du Conseil de sécurité d'avoir inscrit le thème des conflits et de la faim à l'ordre du jour du Conseil.

Des rapports alarmants émanant du système des Nations Unies ainsi que de la société civile mettent en relief la nécessité pour la communauté internationale d'agir et d'inverser les tendances actuelles, qui pourraient se traduire par l'une des années les plus marquées par l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale. Les systèmes alimentaires sont complexes et interconnectés, et ils sont tributaires de toute une série de facteurs, dont le contexte environnemental, social, économique et politique, ainsi que le nombre croissant de conflits graves et prolongés, tels que ceux qui sévissent en République démocratique du Congo, au Nigéria, en Haïti, au Yémen, en Afghanistan et ailleurs, pour n'en citer que quelques-uns.

En outre, l'agression militaire non provoquée de la Russie contre l'Ukraine ajoute une dimension supplémentaire à l'insécurité alimentaire extrême à l'échelle mondiale, et il est essentiel que cette agression prenne fin dans les plus brefs délais.

Début avril, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a estimé que les dommages directs potentiels aux actifs agricoles ukrainiens s'élevaient à environ 6,4 milliards de dollars. Le préjudice causé aux capacités agricoles de l'Ukraine s'aggrave de jour en jour. La Slovaquie est vivement préoccupée par le blocus russe imposé aux ports ukrainiens, qui entrave les expéditions vitales de produits agricoles en provenance d'Ukraine. Il en résulte que des millions de personnes dans le monde, qui vivent déjà dans des conditions difficiles, seront également confrontés aux

conséquences désastreuses de l'insécurité alimentaire. La Slovénie est disposée à contribuer à la recherche d'autres itinéraires logistiques pour l'exportation de produits agricoles en provenance d'Ukraine.

En rappelant les propos du Secrétaire général – « faute de nourrir les gens, vous alimentez les conflits » (voir S/2021/250) –, nous espérons que la communauté internationale agira de concert afin de juguler et de faire reculer l'insécurité alimentaire mondiale et d'empêcher une déstabilisation encore plus importante de situations déjà fragiles dont les plus vulnérables, notamment les femmes et les filles, sont souvent les premières victimes. Dans ce contexte, nous nous félicitons des efforts déployés par le Groupe des Sept, le Groupe des Vingt et la FAO. La Slovénie soutient activement les diverses mesures et aides fournies par l'Union européenne et ses États membres.

Nous sommes également favorables à une approche mobilisant l'ensemble du système des Nations Unies pour examiner les causes et conséquences de l'insécurité alimentaire. Chaque organisme des Nations Unies a un rôle particulier à jouer pour relever ce défi complexe. Le renforcement des systèmes de coordination et d'intervention, l'amélioration des données et des processus décisionnels, ainsi que la consolidation des partenariats multipartites, sont nos objectifs collectifs. L'inclusion de la société civile peut nous permettre non seulement de mieux appréhender les contextes locaux, mais aussi de trouver de meilleures solutions. Il en va de même pour le renforcement des capacités et de la résilience des populations vulnérables. L'aide immédiate aux plus vulnérables doit aller de pair avec le renforcement de la résilience, dans la mesure du possible.

Nous finirons toutes et tous par ressentir les conséquences de la situation actuelle sur les marchés alimentaires. Pourtant, ce sont les pays les moins développés et les pays à faible revenu et à déficit vivrier, ainsi que les personnes en situation de vulnérabilité, qui, dans l'immédiat, supporteront certainement le plus lourd fardeau. Depuis 2014, la Slovénie a doublé sa contribution à la sécurité alimentaire. La lutte contre l'insécurité alimentaire et la faim constitue une priorité dans les efforts que nous déployons en matière de réduction des risques de catastrophe et de renforcement de la résilience, ainsi que dans nos activités humanitaires en général. Nous soutenons les efforts consentis par le Programme alimentaire mondial et la FAO dans le cadre de crises humanitaires prolongées et sous-financées dans toutes les régions, du Yémen et de l'Afghanistan à la Corne de l'Afrique et au Sahel.

Pour terminer, la Slovénie est fermement convaincue qu'un règlement efficace du problème de la faim permettra de jeter les bases de la stabilité et de la paix. L'indivisibilité de la sécurité alimentaire et la fragilité du système mondial actuel exigent que nous fassions toutes et tous preuve de solidarité et d'un engagement renouvelé envers le multilatéralisme.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Algérie.

M. Larbaoui (Algérie) (*parle en arabe*) : Je tiens tout d'abord à adresser nos sincères remerciements et notre reconnaissance à la présidence du Conseil de sécurité pour avoir convoqué ce débat public sur la sécurité alimentaire et les conflits, qui revêt sans aucun doute une importance extrême au regard de la situation de malnutrition et de famine engendrée par les conflits qui sévissent dans le monde. Chaque jour, des millions de personnes sont exposées au risque de famine faute de mesures immédiates, ce qui nous détourne encore davantage de la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2, à savoir l'élimination de la faim d'ici à 2030.

Dans ce contexte, je souhaite vous exprimer, Monsieur le Président, ainsi qu'au Gouvernement des États-Unis, nos sincères remerciements et notre profonde reconnaissance pour l'annonce de l'assistance supplémentaire qui sera apportée aux États africains par la voie de l'aide alimentaire globale d'urgence promise afin d'atténuer les effets, sur les pays bénéficiaires, de la crise ukrainienne et de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

La réalité alarmante, telle qu'elle est décrite dans le rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition en 2021, confirme que les 10 dernières années ont été marquées par une intensification notable des conflits et de leur gravité, ainsi que par les conséquences des changements climatiques et le déclin économique, lequel s'est aggravé en raison de la pandémie de COVID-19. Tous ces facteurs ont provoqué une augmentation de la faim et ont sapé une grande partie des progrès qui avaient été réalisés dans l'élimination des différentes formes de malnutrition, en particulier dans les États à revenu faible ou intermédiaire.

On observe des disparités d'une région à l'autre. L'Afrique est l'une des régions les plus vulnérables, dans la mesure où nombre de ses populations souffrent du fléau des conflits et des crises connexes. Cela exclut de nombreux États africains de la catégorie de pays dans

lesquels moins de 25 % de la population totale souffre de malnutrition. C'est ce qu'a indiqué le Programme alimentaire mondial pour la période 2018-2020, et ce constat démontre que la malnutrition est devenue endémique dans la région et nécessite une approche globale.

En outre, l'instabilité dans les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique a des répercussions considérables sur la sécurité alimentaire des pays qui en font partie et de leurs populations, et elle est à l'origine d'une insécurité alimentaire croissante dans ces régions, comme en font état les rapports de l'ONU. Ces conflits ont non seulement une incidence sur la productivité agricole, mais ils restreignent également la capacité des institutions de lutter contre la malnutrition et de fournir l'aide humanitaire nécessaire aux personnes qui en ont besoin. L'Algérie n'épargne aucun effort pour apporter l'aide alimentaire requise aux pays voisins du Sahel, et nous mettons en œuvre des projets de développement qui ont pour objectif d'améliorer les conditions de vie des populations et de garantir leur sécurité alimentaire.

Il importe d'adopter des mesures globales afin de rompre le lien qui existe entre les conflits et l'insécurité alimentaire, en veillant à ce que tout le monde ait accès aux denrées alimentaires et en s'attaquant aux causes profondes de l'insécurité alimentaire, notamment celles qui ont trait au développement durable et à l'élimination de la pauvreté, ainsi qu'en renforçant les chaînes de production et d'approvisionnement. Les souffrances endurées par une région donnée en raison de l'escalade de la violence compliquent la lutte contre la famine tout en la rendant plus urgente. Dans ce contexte, je tiens à souligner les points essentiels suivants.

Premièrement, nous devons respecter le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme en prévenant l'insécurité alimentaire et la famine, tout en permettant au personnel humanitaire d'accéder en toute sécurité et sans entrave aux personnes qui ont besoin d'aide humanitaire, conformément à la résolution 2417 (2018), qui souligne la nécessité de garantir l'acheminement de denrées alimentaires dans les zones de conflit. Par conséquent, les civils ne doivent pas être privés de l'aide humanitaire et des articles essentiels. Il convient également de veiller à ce que les opérations humanitaires soient dûment financées.

Deuxièmement, il est nécessaire d'instaurer une paix durable grâce à des solutions pérennes qui mettent fin aux cercles vicieux de la violence auxquels certains États sont confrontés. Cette démarche doit être menée de manière à faciliter la mise en place d'institutions

gouvernementales solides, à même de répondre aux besoins fondamentaux de la population, notamment en matière de nutrition. La lutte contre la malnutrition repose sur les efforts de nombreux secteurs, notamment ceux des soins de santé, de l'éducation et de l'eau, et elle nécessite par ailleurs une réponse coordonnée entre tous ces secteurs afin de s'attaquer aux principaux points faibles et d'y remédier de manière globale et durable.

Nous devons établir des partenariats pour satisfaire les besoins croissants en conférant un rôle à toutes les parties prenantes, y compris le secteur privé et les organisations de la société civile, afin d'alléger la charge humanitaire engendrée par les crises et de traiter les facteurs qui limitent la capacité des États de garantir la sécurité alimentaire. Nous devons développer les systèmes agricoles et alimentaires à l'échelle locale afin qu'ils s'imposent comme un moteur de la croissance économique, en leur accordant l'attention et l'importance voulues.

Nous pouvons faire fond sur le Sommet sur les systèmes alimentaires de cette année, et ses recommandations pourraient servir à mettre en place des systèmes alimentaires plus solides et plus résilients, qui tiennent compte des spécificités de chaque État et garantissent la sécurité alimentaire collective. Nous devons soutenir les pays en développement, en particulier ceux qui sont situés dans des zones de conflit, en leur proposant des financements, une assistance technologique et un renforcement des capacités qui leur permettront d'améliorer leurs moyens de production alimentaire et, dans la mesure du possible, d'atteindre l'autosuffisance, gage de sécurité et de stabilité.

Toutes les parties doivent honorer leurs engagements en matière de lutte contre les effets des changements climatiques, qui sont étroitement liés à l'insécurité alimentaire dans le monde et en constituent l'une des principales causes. Il est dès lors important de se conformer à toutes les obligations qui découlent de l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Nous devons en outre renforcer les capacités des pays, notamment des pays en développement, de faire face aux effets des changements climatiques et de parvenir à la sécurité alimentaire.

Pour terminer, nous estimons que la seule façon de rompre le lien entre les conflits et l'insécurité alimentaire est de mettre fin aux crises et de parvenir au développement durable, comme le prévoit le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier l'objectif de développement durable n° 2, relatif à

l'élimination de la faim. Nous appelons le Conseil à collaborer plus étroitement avec l'Assemblée générale et le Conseil économique et social pour promouvoir des solutions humanitaires permettant de répondre aux besoins fondamentaux des personnes en situation de conflit. Nous plaidons également en faveur d'une approche globale pour traiter les causes réelles et profondes de ces conflits afin que l'Organisation des Nations Unies puisse atteindre ses nobles objectifs au service d'une paix pérenne et d'un développement durable.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Malte.

M. Kuymizakis (Malte) (*parle en anglais*) : Malte remercie les États-Unis d'avoir organisé ce débat opportun sur les conflits et la sécurité alimentaire. Nous remercions également l'Irlande d'avoir convoqué la réunion organisée selon la formule Arria en avril, qui nous a donné une autre occasion de discuter de cette importante question. Nous sommes fermement convaincus que le Conseil de sécurité doit continuer d'accorder à cette question toute l'attention voulue.

Comme nous en avons été témoins dans diverses zones de conflit à travers le monde, les conflits ont des conséquences graves et tenaces sur la sécurité alimentaire. À cela s'ajoutent la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ainsi que la fréquence et l'intensité croissantes des phénomènes météorologiques extrêmes résultant des changements climatiques qui, à long terme, peuvent avoir de graves répercussions susceptibles de s'étendre à d'autres pays de la même région, voire au-delà.

L'insécurité alimentaire met en évidence et accentue les inégalités qui existent au sein des populations et entre elles. Il est établi que quelque 811 millions de personnes sont sous-alimentées et que 60 % des personnes souffrant le plus de la faim dans le monde vivent dans des zones de conflit. Rien que cette année, la guerre pourrait faire augmenter de 13,1 millions le nombre de personnes sous-alimentées. Il suffit de prêter attention à la situation en Afghanistan, en Syrie, au Yémen, en Éthiopie, en Somalie, au Soudan du Sud et en Haïti pour comprendre la gravité et l'urgence de la situation.

L'insécurité alimentaire met également en évidence les effets manifestement disproportionnés supportés par les femmes et les filles, notamment dans les zones agricoles, d'autant que les femmes vivant en milieu rural représentent près de la moitié de la main-d'œuvre agricole dans les pays en développement. En

outre, il n'est pas rare que les enfants se retrouvent à la tête d'un ménage et doivent assumer la responsabilité de l'approvisionnement en denrées alimentaires et en eau, une tâche qui peut s'avérer extrêmement difficile, notamment en raison de problèmes de sécurité.

L'agression injustifiée et non provoquée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine continue d'avoir des répercussions préjudiciables sur les systèmes alimentaires du monde entier, avec des effets en cascade alarmants sur les pays tributaires des importations. La flambée soudaine du prix des produits de base compromet notre aptitude collective à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030, en particulier l'objectif de développement durable n° 2, et, plus largement, menace la survie et les moyens de subsistance de millions de personnes dans le monde.

Malte est résolument déterminée à coordonner les efforts déployés pour remédier à la crise alimentaire actuelle. C'est pourquoi nous nous félicitons de la récente création, à l'initiative du Secrétaire général, du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière. Nous sommes convaincus que le multilatéralisme, conjugué à une approche multipartite, représente notre meilleure option.

Nous tenons à rappeler l'importance que revêtent les résolutions 2417 (2018) et 2573 (2021) pour veiller à ce que la question du lien entre les conflits et la faim soit maintenue à notre ordre du jour. Ces outils doivent également bénéficier de notre engagement et de notre volonté politique, sur la base des données disponibles les plus récentes et de recommandations politiques fondées sur des preuves.

Si Malte est élue pour siéger au Conseil de sécurité pour la période 2023-2024, elle continuera à insister sur l'importance d'endiguer et d'inverser les conséquences de l'insécurité alimentaire mondiale, en particulier dans les communautés fragiles et les pays touchés par un conflit. Nous continuerons également à appeler toutes les parties en présence dans les zones de conflit à garantir l'acheminement rapide et sans entrave de l'aide humanitaire, notamment des denrées alimentaires, aux personnes dans le besoin.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Équateur.

M. Espinosa Cañizares (Équateur) (*parle en espagnol*) : L'Équateur se félicite vivement de la décision prise sous la présidence actuelle du Conseil de sécurité d'organiser la présente séance dans un format ouvert

et inclusif, qui permet aux délégations concernées de contribuer à ce débat consacré au maintien de la paix et de la sécurité internationales, mais qui concerne également les efforts de protection des civils, sur lesquels le Conseil de sécurité se concentrera la semaine prochaine.

Durant la Conférence régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), qui s'est tenue à Quito du 28 mars au 1^{er} avril, le Directeur général de la FAO a mis en garde contre l'augmentation de la faim et de l'insécurité alimentaire dans ma région. Cela m'amène à un sujet qui nécessite des efforts accrus de la part du Conseil. Selon le rapport du Secrétaire général du 15 février (S/2022/117), cette année, plus de 40 % des Haïtiennes et Haïtiens auront besoin d'aide humanitaire, alors que 4,4 millions vivent en situation d'insécurité alimentaire et plus de 19 000 ont été déplacés par la violence des bandes. Cela contraste avec le dernier rapport du Secrétaire général (S/2022/66) sur la consolidation et la pérennisation de la paix, qui fait état d'une baisse de l'aide publique au développement. Dans ce même rapport, le Secrétaire général reconnaît que l'insécurité alimentaire engendrée par les conflits et la faim sont les principales causes des besoins humanitaires, et selon des estimations du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 84 millions de personnes ont été déplacées de force en raison de la violence ou des conflits. La désertification, la sécheresse et la perte de biodiversité exacerbent également l'insécurité alimentaire. Puisque ces facteurs sont liés entre eux, ils requièrent une réponse internationale coordonnée de la part du système des Nations Unies, des États Membres et d'autres parties prenantes.

L'Équateur reste préoccupé par la situation au Yémen, en Syrie et au Soudan du Sud, pour ne citer que quelques pays. Le 11 mars 2021, en raison de son incidence mondiale, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) est devenue un élément supplémentaire sur la liste des questions soumises à l'examen du Conseil de sécurité. Et malgré les attentes de l'humanité en ce qui concerne un éveil des consciences et l'appel du Secrétaire général à un cessez-le-feu mondial, la sécurité alimentaire continue de se dégrader dans le monde sous l'effet des conflits de longue durée et des nouveaux conflits qui éclatent.

En adoptant, à la onzième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale, la résolution ES-11/2 sur les conséquences humanitaires de l'agression contre l'Ukraine, nous avons rappelé les

liens qui existent entre les conflits et les risques de famine, soulignant que l'insécurité alimentaire peut entraîner des déplacements forcés et que, à l'inverse, les déplacements forcés dans les pays touchés par un conflit armé peuvent avoir des effets catastrophiques sur la production agricole et les moyens de subsistance. L'agression militaire contre l'Ukraine a entraîné une augmentation de l'insécurité alimentaire dans le monde et ses répercussions se font également sentir en Équateur. Nous lançons un appel pour que ce conflit et tous les autres cessent. En outre, nous condamnons et rejetons la pratique consistant à affamer les civils comme méthode de guerre. Nous réaffirmons qu'il importe de protéger les civils en période de conflit armé, conformément à la déclaration du Président du Conseil de sécurité S/PRST/2020/6 du 29 avril 2020 et à la résolution 2417 (2018), dont nous célébrerons le quatrième anniversaire le 24 mai.

La protection des civils et le maintien de la paix sont deux objectifs majeurs pour l'Équateur au sein du Conseil de sécurité, auquel nous espérons être élus en tant que membre non permanent pour la période 2023-2024. C'est pourquoi nous nous emploierons à faire de la question de la faim et de la sécurité alimentaire une priorité.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Fidji.

M. Prasad (Fidji) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des 14 États membres du Forum des îles du Pacifique représentés ici à l'Organisation des Nations Unies. Je tiens à exprimer la reconnaissance des membres du Forum des îles du Pacifique aux États-Unis et au Secrétaire d'État Antony Blinken pour avoir organisé et présidé ce débat public de haut niveau, et à remercier les intervenants de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et du Programme alimentaire mondial de leurs excellentes contributions ce matin.

L'invasion de l'Ukraine alimente une grave crise humanitaire. Elle a dangereusement accru la pression exercée sur les marchés alimentaires mondiaux, qui se heurtaient déjà à la flambée des prix, aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement et à une reprise inégale après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Le continent du Pacifique bleu, dont nous sommes tous membres, est déjà confronté à une hausse considérable des prix du carburant, des engrais et des aliments. Ce sont là autant de facteurs qui contribuent à une aggravation du problème de pénurie alimentaire. Un

conflit prolongé fera dérailler notre fragile reprise économique et constituera une menace importante pour les efforts que nous déployons en matière de développement durable. La plupart des pays insulaires du Pacifique sont importateurs de denrées alimentaires et d'énergie. La hausse de leurs prix crée des difficultés considérables pour les familles et les communautés qui souffrent déjà des effets de la COVID-19 et des catastrophes récentes, en particulier celles qui ont perdu leur emploi durant la pandémie.

Le conflit en Ukraine exacerbe les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. Les hausses incessantes des prix de l'énergie et des coûts d'expédition et de fabrication touchent particulièrement les petits États insulaires. Tonga, les Fidji, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vanuatu et plusieurs autres pays du Pacifique ont vu les prix du carburant et des produits alimentaires essentiels augmenter plusieurs fois depuis le début du conflit. Ce renchérissement porte préjudice aux pays insulaires du Pacifique d'une autre manière, à savoir la hausse des coûts de transport et de carburant et ses conséquences sur la pêche, dont de nombreux pays du Pacifique dépendent fortement pour leur sécurité alimentaire et leur développement économique. L'océan Pacifique occidental et central représente près de 60 % des prises mondiales de thon, dont environ deux tiers proviennent des eaux des pays membres du Forum, au nom desquels je fais la présente déclaration, et constituent un élément important des régimes alimentaires des populations d'autres régions du monde, tout en étant un élément essentiel de nos économies insulaires.

Notre préoccupation première doit être la cessation immédiate des hostilités en Ukraine, un accès humanitaire sûr et sans entrave aux zones touchées et un retrait des forces militaires dans le respect des frontières internationalement reconnues, dans les meilleurs délais. Nous devons tout mettre en œuvre pour promouvoir la résilience des filières mondiales d'approvisionnement alimentaire. Toutefois, ce faisant, nous ne pouvons pas nous permettre de réduire les ressources et l'attention accordées aux autres défis majeurs, notamment le relèvement après la COVID-19 et les changements climatiques, qui restent la plus grande menace pour les moyens de subsistance et la sécurité des peuples insulaires du Pacifique.

Je voudrais maintenant faire quelques observations à titre national, en ma qualité de Représentant permanent des Fidji.

Le monde est confronté à un mélange explosif de crises, crise de la COVID-19, crise climatique et crise de la sécurité alimentaire. La flambée des prix de produits de base frappe de plein fouet notre État insulaire qui dépend des importations. La guerre en Ukraine a de graves conséquences sur les petits États insulaires comme le nôtre, à l'heure même où nous sommes déjà aux prises avec les effets dévastateurs du climat et de la COVID-19. Depuis la signature de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, les Fidji ont dû faire face à 14 cyclones qui ont collectivement détruit près de 50 % de notre produit intérieur brut et les moyens de subsistance d'une grande partie de notre population. Nous avons utilisé toutes les ressources budgétaires que nous pouvions rassembler pour relever ces défis, mais la crise alimentaire mondiale a également révélé une chose que nous savions depuis longtemps : l'architecture financière mondiale est en grande partie défectueuse. Elle ne fonctionne pas pour les États. Nous avons besoin d'une architecture financière mondiale qui puisse répondre à la vitesse et à l'échelle appropriées à une crise mondiale comme celle qui nous occupe aujourd'hui.

Malheureusement, nous sommes également témoins de dissensions similaires à celles que nous avons observées au début de la pandémie de COVID-19, lorsque bon nombre de pays ont bloqué les approvisionnements, interdit les exportations et instauré plusieurs autres pratiques commerciales restrictives. Une fois encore, ce sont les petits États qui ont été le plus durement touchés. Pour rappel, s'agissant des changements climatiques, même avec une hausse de 1,2° C, ce qui est la situation actuelle, les grands exportateurs de produits alimentaires sont confrontés à des vagues de chaleur dévastatrices qui ont des effets néfastes sur les exportations alimentaires. Nous n'avons eu de cesse de rappeler au Conseil de sécurité et à la communauté internationale qu'une augmentation de température supérieure à 1,5° C met en péril l'approvisionnement alimentaire mondial, et que des augmentations supérieures à ce niveau pourraient entraîner des changements irréversibles en matière de sécurité alimentaire.

Au cours des discussions précédentes sur le climat et la sécurité, de nombreux pays ont fait valoir qu'il existait de plus en plus d'éléments de preuve démontrant que la fréquence des catastrophes climatiques était en train de transformer des régions stables en des régions plus instables et fragiles. Nous sommes témoins de l'émergence de nouvelles menaces pour la paix et la sécurité, et celle-ci est liée à l'alimentation. La manière dont le Conseil de sécurité donnera suite aux conseils de

tant d'États Membres déterminera la capacité du monde à répondre de manière efficace et concrète à la diversification des menaces en matière de sécurité.

L'Organisation des Nations Unies ne peut tolérer ni ne doit accepter la pratique actuelle qui consiste à utiliser la nourriture à des fins militaires. Celle-ci doit être dénoncée et condamnée. Les pratiques commerciales déloyales qui restreignent la capacité d'un pays d'accéder aux denrées alimentaires et autres produits de base essentiels doivent être dénoncées. Nous appuyons les efforts déployés par le Secrétaire général par l'intermédiaire du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, qui, nous l'espérons, donneront lieu à une action mondiale concrète, rapide et cohérente à l'échelle voulue pour faire face à ce défi particulièrement urgent de notre époque.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

M. Skoog (*parle en anglais*) : Les conflits restent le principal moteur de l'insécurité alimentaire. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a provoqué une flambée sans précédent des prix alimentaires mondiaux, qui est venue s'ajouter aux effets déjà dévastateurs de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et des changements climatiques. Il est dès lors indispensable de mettre un terme à l'agression russe et aux souffrances du peuple ukrainien, et d'éviter les conséquences qu'une guerre prolongée aurait sur la sécurité alimentaire mondiale. Et soyons clairs : le fait de désigner les sanctions comme la cause de l'augmentation des prix des denrées alimentaires dans le monde est une piètre tentative de dissimuler la vérité et de détourner les efforts des domaines où ils sont nécessaires. Nos sanctions visent la capacité du Kremlin de financer l'agression contre l'Ukraine et son peuple, et elles sont formulées avec soin afin d'éviter qu'elles ne portent atteinte au secteur agricole. Les déclarations faites aujourd'hui par la Russie au sujet d'un prétendu projet occidental d'échange de céréales contre des armes ne sont qu'un énième point à ajouter à une longue liste de désinformation.

Plus que jamais, c'est le moment de faire montre de solidarité. Le monde peut compter sur le soutien de l'Union européenne. Quels que soient le moment et le lieu où notre solidarité sera sollicitée, nous répondrons présents. Nous appuyons les travaux menés par le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, et nos 27 États membres se

sont portés coauteurs du projet de résolution sur l'état de la sécurité alimentaire mondiale déposé par le Liban (A/76/L.55) afin d'attirer l'attention de la communauté internationale sur la crise alimentaire et de définir les moyens d'y faire face. Nous prenons un certain nombre de mesures à court et à moyen terme pour atténuer l'insécurité alimentaire.

Premièrement, nous mettons tout en œuvre pour réduire la pression qui pèse sur les marchés alimentaires mondiaux. La semaine dernière, nous avons lancé un plan d'action sur les voies de solidarité Union européenne-Ukraine afin de proposer d'autres itinéraires logistiques et de veiller à ce que les céréales indispensables puissent être exportées de l'Ukraine vers le reste du monde, tant que les voies de navigation de la mer Noire seront bloquées par l'agresseur. Tous les autres modes de transport sont mobilisés au maximum de leurs capacités. Nous appuyons l'ensemble des efforts déployés en vue de trouver des moyens de débloquent les voies maritimes. Il est également essentiel de rétablir le bon fonctionnement des marchés. Au sein du Groupe des Sept, nous nous sommes engagés à maintenir ouverts nos marchés alimentaires et agricoles, et nous invitons les autres grands pays producteurs à faire de même. Nous nous opposons aux restrictions à l'exportation et plaidons en faveur d'un environnement commercial ouvert, transparent et prévisible.

Deuxièmement, nous intensifions nos efforts en matière d'aide humanitaire. Nos actions sont adaptées aux besoins des pays et des régions. Dans le cadre de ces efforts, nous devons nous assurer de préserver la production et les moyens de subsistance à l'échelon local. C'est la raison pour laquelle, lorsque cela est possible, nous privilégions les programmes en espèces aux expéditions de denrées alimentaires en provenance d'autres régions. En avril, nous nous sommes engagés à mobiliser plus d'un milliard d'euros pour lutter contre l'insécurité alimentaire dans les régions du Sahel et du lac Tchad, et 644 millions d'euros pour lutter contre l'insécurité alimentaire aiguë et renforcer la résilience dans la Corne de l'Afrique.

Pour ce qui est de nos partenaires du voisinage méridional, l'Union européenne prévoit de leur accorder près d'un milliard d'euros de subventions pour renforcer la sécurité alimentaire et la protection sociale. L'accessibilité des denrées alimentaires constitue une autre priorité à court terme, en particulier pour les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, dont 60% se trouvent déjà en situation de surendettement ou risquent

fortement de l'être. Les conséquences de la guerre en Ukraine sur les prix des denrées alimentaires et des produits de base ne feront qu'exacerber cette tendance. C'est pourquoi nous devons trouver des solutions pour remédier à cette situation le plus rapidement possible. L'action de l'Union européenne contribuera à la stabilité budgétaire et macroéconomique de ces pays et soutiendra leurs réserves internationales afin de leur permettre de financer les importations vitales de denrées alimentaires et d'énergie, tout en fournissant les moyens et la capacité budgétaires nécessaires pour assurer des transferts sociaux adéquats. Concrètement, nous envisageons de procéder à la réallocation des droits de tirage spéciaux des économies avancées, en utilisant les instruments existants du Fonds monétaire international.

Troisièmement, à moyen et à long terme, nous aidons les pays à développer des systèmes alimentaires agricoles et aquacoles résilients et durables. Dans le cadre des objectifs énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'Union européenne investira dans les exploitants familiaux et les petits acteurs du secteur alimentaire, les chaînes d'approvisionnement locales et régionales, ainsi que les approches fondées sur les écosystèmes.

Nous devons toutes et tous intensifier notre aide humanitaire, mais l'aide humanitaire ne constitue pas à elle seule une solution viable. Il s'agit d'une mesure d'urgence. Dans l'optique d'un redressement à long terme, l'Union européenne est disposée, par son aide au développement, à prendre le relais et à s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité alimentaire. Le pacte vert pour l'Europe, ainsi que notre stratégie « De la ferme à la table » et notre stratégie en faveur de la biodiversité continuent de guider notre action.

Pour terminer, je tiens à souligner une nouvelle fois que le monde peut continuer à compter sur notre soutien. Nos actions sont ancrées dans le système multilatéral. Nous souscrivons sans réserve au rôle de chef de file joué par l'Organisation des Nations Unies pour apporter une réponse globale à la crise mondiale de la sécurité alimentaire. De concert avec nos partenaires, nous continuerons à apporter une réponse coordonnée et unifiée.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Chypre.

M. Hadjichrysanthou (Chypre) (*parle en anglais*) : Ma délégation se félicite de la tenue de ce débat opportun sur la question des conflits et de la sécurité

alimentaire, et je souhaiterais compléter les remarques formulées par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

Bien que le lien entre les conflits et la faim soit établi depuis longtemps, des millions de personnes souffrant depuis des décennies de la faim provoquée par les conflits, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial ont fait état d'une forte augmentation de l'insécurité alimentaire aiguë ces dernières années, confirmant dans le même temps que les conflits en sont le principal moteur. Le défi qui se présente à nous est double. D'une part, nous avons à faire face au risque de famine qui menace les civils dans les conflits armés, y compris en tant que tactique de guerre, et d'autre part, nous devons aussi nous attaquer à la faim dont souffrent les populations en dehors d'une situation de conflit particulière, et qui résulte de perturbations de la production alimentaire et des chaînes d'approvisionnement causées par ce conflit.

Par sa résolution 2417 (2018), le Conseil a condamné la famine en tant qu'arme de guerre, exprimant les obligations pertinentes qui incombent aux États en vertu du droit international humanitaire, tandis que parmi les autres avancées en la matière figure l'amendement de 2019 au Statut de Rome de la Cour pénale internationale qui a reconnu le fait d'affamer délibérément les civils comme un crime de guerre, y compris dans les conflits non internationaux.

Le deuxième défi n'a toujours pas été relevé. Le conflit en Ukraine, en plus de toucher sa propre population, a aggravé les pénuries alimentaires dans d'autres situations de conflit et de non-conflit. Il survient dans la foulée des bouleversements causés par une pandémie dévastatrice et l'aggravation des conséquences des changements climatiques, venant ainsi accentuer les perturbations des chaînes d'approvisionnement et accroître la pression sur les ressources naturelles. Le Conseil doit en premier lieu agir pour mettre fin au conflit tout en veillant à ce que ses conséquences humanitaires sur d'autres conflits ne soient pas exacerbées et à ce que l'insécurité alimentaire qui en découle ne provoque pas de nouveaux conflits ou troubles. Compte tenu de la dépendance importante à l'égard des céréales et du blé ukrainiens, nous appuyons les efforts déployés pour réintégrer la production agricole de l'Ukraine sur les marchés mondiaux, dans l'intérêt du pays producteur et des populations les plus exposées.

Cependant, notre planification doit prévoir des solutions dans le cas où la production alimentaire viendrait à s'interrompre en raison d'un conflit, un scénario qui ne saurait être exclu. La planification des interventions d'urgence pourrait également viser à adapter les stocks de céréales aux besoins des pays, en prévoyant des allocations particulières pour les situations de conflit existantes dans lesquelles sévissent des crises alimentaires. En outre, le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, dont nous saluons la création et le travail, pourrait aller au-delà de la tâche consistant à atténuer la crise actuelle et s'appuyer sur les enseignements tirés afin de concevoir un cadre d'action en faveur d'une stratégie globale visant à prévenir des situations similaires et à y faire face.

Selon l'analyse du Groupe, 1,7 milliard de personnes vivent dans des pays dont l'économie est gravement exposée à au moins l'une des trois crises – alimentaire, énergétique ou financière –, ce qui illustre à quel point la situation mondiale est précaire. Le fait qu'un tiers de ces personnes vivent déjà dans la pauvreté et que 215 millions d'entre elles souffrent déjà de malnutrition témoigne d'une incapacité manifeste à tenir compte de multiples vulnérabilités. Nous sommes dès lors favorables à un appel mondial à l'action collective en matière de sécurité alimentaire, fondé sur la solidarité et la primauté de l'humanisme dans la coopération internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Italie.

M. Massari (Italie) (*parle en anglais*) : Tout en s'associant à la déclaration prononcée par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, l'Italie voudrait ajouter quelques remarques à titre national.

Nous saluons l'initiative prise par la présidence des États-Unis du Conseil de sécurité d'organiser le présent débat public à un moment où l'insécurité alimentaire s'accroît, aggravée par les conséquences directes des conflits et maintenant, en particulier, par la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, dont les effets mondiaux sur la sécurité alimentaire de tant de pays dans les régions les plus vulnérables du monde sont évidents.

Après des décennies de tendances prometteuses, les progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif 2 de développement durable relatif à l'élimination de la faim ont été réduits à néant, et nous constatons

aujourd'hui que des millions de personnes sont touchées par l'insécurité alimentaire, la faim et la famine. Nous sommes loin d'avoir éliminé la faim. Nous devons agir de toute urgence pour inverser la tendance et préserver la réalisation de nos objectifs à l'horizon 2030.

Aujourd'hui, alors que le contexte mondial était déjà incroyablement fragile, mis à mal par les effets de la pandémie, des changements climatiques et des conditions météorologiques extrêmes sur les systèmes alimentaires, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine fait peser une menace supplémentaire extraordinaire sur la sécurité alimentaire mondiale. Les répercussions de la guerre sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales menacent désormais directement au moins 50 millions de personnes dans les pays les plus vulnérables, sans parler des conséquences plus vastes des prix record des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux. Cette situation exige de prendre de toute urgence des mesures décisives dans plusieurs domaines.

Tout d'abord, nous devons veiller à ce que les denrées alimentaires actuellement bloquées en Ukraine puissent circuler et atteindre leurs destinations, notamment l'Afrique, la Méditerranée et l'Asie centrale. Le blocus des ports, comme celui d'Odessa, soulève de très vives inquiétudes, et nous devons de toute urgence trouver des solutions concertées pour garantir le passage en toute sécurité des denrées alimentaires vers le reste du monde. Nous condamnons les attaques contre les infrastructures essentielles, le pillage des denrées alimentaires destinées au marché extérieur et les attaques contre l'agriculture et les installations civiles.

L'Italie appelle de ses vœux et encourage la création de couloirs alimentaires qui devront être convenus entre les parties, avec l'appui et la coordination de l'ONU, y compris dans le cadre du Groupe mondial d'intervention des Nations Unies en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, afin de permettre le bon fonctionnement des voies maritimes et terrestres et l'acheminement des produits alimentaires au profit de millions de personnes.

Dans le même ordre d'idées, nous approuvons l'initiative de la Commission européenne visant à établir des voies de solidarité afin de faciliter l'expédition des marchandises ukrainiennes vers le reste du monde en utilisant d'autres routes passant par les États membres de l'Union européenne. Il n'est dans l'intérêt de personne d'affamer des millions de personnes dans le

monde et de risquer de provoquer de nouvelles perturbations socioéconomiques ou de déstabiliser des pays et des régions fragiles.

La sécurité alimentaire reste une priorité fondamentale pour l'Italie et un objectif clef de notre politique étrangère et de nos activités de coopération internationale. Hier, le Ministre italien des affaires étrangères et de la coopération internationale, Luigi Di Maio, a annoncé le versement d'une nouvelle contribution financière à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et à sa coalition pour l'alimentation, afin de renforcer les capacités de production alimentaire de l'Ukraine. Nous avons également signé l'Appel à l'action contenu dans la feuille de route pour la sécurité alimentaire mondiale, dans lequel nous avons réaffirmé notre volonté d'agir de toute urgence, à grande échelle et de concert, pour répondre aux besoins pressants en matière de sécurité alimentaire.

Nous contribuons activement à l'initiative du Groupe des Sept visant à lancer une alliance mondiale pour la sécurité alimentaire, notamment en nous appuyant sur les engagements pris au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu l'année dernière, et en nous concentrant sur l'appui aux pays les plus vulnérables, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Dans ce contexte, comme annoncé hier, l'Italie tiendra le 8 juin un dialogue ministériel méditerranéen sur les crises alimentaires afin de mobiliser toutes les parties prenantes et de remédier aux principales vulnérabilités de la région. Nous devons également nous efforcer de trouver des solutions à long terme et de combattre les causes profondes de la faim et de l'insécurité alimentaire. Nous devons établir des partenariats efficaces avec toutes les parties prenantes pour lutter contre les effets à court, moyen et long terme de l'insécurité alimentaire.

Nous appelons tous les organes et entités compétents des Nations Unies à renforcer leurs mesures de lutte contre l'insécurité alimentaire, notamment en tenant compte du lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix et en travaillant en étroite synergie avec les organismes basés à Rome qui jouent un rôle de premier plan. Nous continuerons de défendre le système des Nations Unies et son action multilatérale dans cette conjoncture complexe et difficile. Nous sommes prêts à intensifier notre action collective dans le cadre de notre présidence du Groupe des Amis de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ici à New York.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Venezuela.

M. Moncada (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : La question débattue aujourd'hui souffre d'une contradiction structurelle imputable aux organisateurs de la présente séance. Il y a une contradiction évidente à soulever la question de l'insécurité alimentaire mondiale croissante tout en imposant des mesures coercitives unilatérales à plus de 20 Membres de l'Organisation, qui représentent un tiers de la population mondiale. Il n'est pas possible de proposer des solutions à la crise alimentaire mondiale et, en même temps, de contrevenir à la Charte des Nations Unies et au droit international, de menacer la paix et la sécurité internationales et de violer les droits fondamentaux de peuples entiers, notamment le droit à l'alimentation.

Les mesures coercitives unilatérales constituent une violation planifiée et délibérée des droits humains et du droit à l'alimentation. Il s'agit d'une politique d'agression qui s'est aggravée pendant la récession économique et la situation d'urgence humanitaire mondiales causées par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Ces mesures s'accompagnent également d'une stratégie hostile de pression maximale dont le but est l'asphyxie économique et l'isolement international des États. L'objectif est d'infliger les pires souffrances possibles, de détériorer les conditions de vie des populations et de provoquer des bouleversements internes à même de faciliter un changement de régime dans des États souverains. Ces mesures sont des outils de domination géopolitique destinés à promouvoir les intérêts égoïstes d'un bloc de puissances aux ambitions mondiales.

Les mesures coercitives unilatérales sont des armes de guerre économique qui entravent l'accès aux systèmes financiers, pillent littéralement les réserves internationales de pays entiers, perturbent les chaînes d'approvisionnement des systèmes alimentaires nationaux et internationaux et accentuent l'instabilité alimentaire mondiale. Contrairement à ce qu'affirment les États en faute, les denrées alimentaires et les médicaments ne sont pas exemptés des prétendues sanctions, et les prétendues dérogations pour raison humanitaire sont en fait inexistantes et inefficaces, comme l'ont reconnu des experts indépendants de l'ONU. À cet égard, nous rappelons que, lors de sa deuxième Conférence internationale sur la nutrition, l'Organisation mondiale de la Santé a reconnu que

« le commerce est un élément fondamental pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition pour tous, grâce à un système de commerce mondial équitable et orienté vers le marché ».

En outre, elle a réaffirmé

« la nécessité de ne pas prendre de mesures qui seraient contraires au droit international, notamment la Charte des Nations Unies, et compromettraient la sécurité alimentaire et la nutrition ».

Les effets néfastes des mesures coercitives unilatérales sur la sécurité alimentaire mondiale sont donc évidents.

De nombreux pays peuvent contribuer à accroître la stabilité de la sécurité alimentaire internationale si on leur permet de développer pleinement leurs capacités. Le Venezuela en est un exemple. Le continent africain en est un autre. L'Afrique est l'un des continents les plus vulnérables dans la crise actuelle et, pourtant, elle possède un énorme potentiel productif qui pourrait être libéré si les conditions sont réunies. Toutefois, cela est impossible du fait des contraintes découlant des mesures coercitives. La réalité est qu'aujourd'hui, au moins huit pays africains figurent sur la liste des États auxquels le Gouvernement des États-Unis d'Amérique impose illégalement des mesures coercitives unilatérales. Il n'est pas possible de promouvoir la lutte contre la faim tout en sanctionnant les économies des pays les plus vulnérables en vue d'obtenir des avantages géopolitiques. Il n'est pas non plus possible de prétendre se soucier de la sécurité alimentaire tout en refusant de reconnaître que l'alimentation est un droit humain inaliénable.

Les changements climatiques, les crises économiques, les conflits armés et la pandémie de COVID-19 sont autant de facteurs qui exacerbent l'insécurité alimentaire mondiale. Le conflit qui secoue l'Europe de l'Est est un nouveau facteur de perturbation. La réponse à cette nouvelle crise doit être de libérer le potentiel de production alimentaire mondial et d'intensifier les échanges commerciaux au niveau international afin de réduire le risque de pénurie alimentaire dans les mois et les années à venir. Or, en totale contradiction avec cet objectif, la plus grande série de mesures coercitives unilatérales depuis la Seconde Guerre mondiale a été imposée. L'isolement planifié de la Fédération de Russie, dans le but de dégrader les conditions de vie de son peuple pour provoquer un changement de régime, est une proposition inacceptable à tous points de vue, que ce soit moral, juridique, économique, rationnel ou simplement humain.

Pire encore, non seulement la coercition exercée sur les autres pays du monde pour empêcher le commerce légal avec la Russie et sacrifier cruellement leurs propres citoyens est illégale, mais elle fait peser des risques inacceptables sur la sécurité alimentaire, sociale et politique de centaines de millions de personnes, en particulier dans les pays en développement. Ce n'est pas ainsi que l'on réglerait la crise alimentaire mondiale imminente.

La sécurité alimentaire mondiale est complexe, et de nombreuses mesures doivent être mises en place pour donner tort aux prévisions les plus pessimistes. Il convient donc de souligner que tout plan de lutte contre la crise alimentaire qui ne prend pas en compte les effets destructeurs des mesures coercitives unilatérales et ne recommande pas leur élimination complète et immédiate n'est ni sincère, ni crédible, et est surtout voué à l'échec. Il s'agira d'une nouvelle manœuvre visant à tirer un profit national égoïste d'une crise internationale.

Pour toutes les raisons qui précèdent, la République bolivarienne du Venezuela propose de lever d'urgence les mesures coercitives unilatérales imposées illégalement contre des États Membres de l'ONU, dans le cadre d'un plan mondial qui doit être adopté pour lutter contre la crise alimentaire imminente que nous sommes tous voués à subir, que ce soit sous forme de pénuries ou d'inflation.

Il est temps de renforcer nos systèmes alimentaires nationaux en tant qu'éléments constitutifs d'un vaste tissu économique mondial qui ouvre l'accès au capital, aux technologies, à l'énergie, aux semences, aux engrais, aux transports et à la distribution afin de renforcer notre capacité à régler cette nouvelle crise. Il est temps de coopérer, de faire preuve de solidarité et d'agir collectivement, sans exclusion, pour lutter contre la faim dans le monde.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Bulgarie.

M^{me} Stoeva (Bulgarie) (*parle en anglais*) : La Bulgarie s'associe à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

Je tiens à remercier les États-Unis d'avoir organisé au moment opportun ce débat public sur une question de portée mondiale, à savoir la sécurité alimentaire. Je tiens également à remercier tous les intervenants, qui ont malheureusement décrit une réalité tellement dévastatrice qu'elle dépasse jusqu'aux pires cauchemars. Les statistiques concernant les personnes touchées sont si choquantes qu'elles n'ont plus de sens.

Comme cela a été souligné, nous sommes confrontés depuis un certain temps à une « tempête parfaite », pour reprendre les mots du Directeur exécutif Beasley. Le Yémen, le Soudan, l'Afghanistan, la Syrie et l'Éthiopie, pour n'en nommer que certains, sont tous en proie à l'insécurité alimentaire, et dans certains cas à la famine. Les conflits, avec toutes leurs conséquences dévastatrices, restent le principal facteur d'exacerbation des crises alimentaires, à la fois en tant que cause et en tant qu'effet. Tous les conflits ont un effet perturbateur sur les infrastructures vitales, notamment les infrastructures agricoles ; limitent la capacité des personnes à se déplacer librement, à faire du commerce et à accéder aux marchés ; et forcent les gens à fuir leurs maisons et à abandonner leurs moyens de subsistance et leurs terres.

Les changements climatiques et la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) ont également aggravé de manière significative l'insécurité alimentaire, et ce sont malheureusement les plus vulnérables qui sont le plus laissés pour compte.

Dans ce contexte déjà sombre, l'agression militaire non provoquée, illégale et injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine est venue ajouter une toute nouvelle dimension. Dans sa guerre de choix, la Fédération de Russie a fait de l'insécurité alimentaire son arme de choix. En bloquant l'accès aux ports, empêchant ainsi l'Ukraine d'exporter ses céréales, elle condamne effectivement plusieurs centaines de millions de personnes à souffrir de la faim et porte atteinte aux moyens de subsistance de 1,7 milliard de personnes dans le monde, selon le rapport du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière. Il faut que cela cesse dès maintenant.

Dans l'immédiat, il est essentiel que la Fédération de Russie lève le blocus des ports pour permettre à l'Ukraine d'exporter ses céréales et de préparer la prochaine récolte. À cet égard, nous saluons les efforts que mène le Secrétaire général afin de créer des couloirs alimentaires.

Plus généralement, il faut lutter contre l'insécurité alimentaire en augmentant sensiblement les investissements dans la production agricole. L'innovation et les avancées technologiques alliées à l'affectation idoine des ressources permettraient de renforcer la résilience du secteur agricole.

L'aide aux plus vulnérables est un élément essentiel de la lutte contre l'insécurité alimentaire. La vitesse et l'efficacité avec lesquelles les fournitures d'urgence

sont acheminées vers les populations exposées à la faim et à la malnutrition joueront un rôle déterminant dans le maintien de la stabilité politique dans de nombreuses régions du monde.

Enfin et surtout, une approche multipartite doit constituer la base des efforts mondiaux visant à éviter une crise alimentaire. La société civile et le secteur privé doivent collaborer avec les autorités publiques pour remédier aux problèmes liés à l'insécurité alimentaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Qatar.

M^{me} Al-Thani (Qatar) (*parle en arabe*) : Nous tenons à vous féliciter, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité. Nous saluons la présence de S. E. le Secrétaire d'État des États-Unis ce matin. Nous saluons l'initiative d'organiser cette importante séance. Nous tenons également à remercier le Secrétaire général, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture de leur participation importante.

Les facteurs qui influencent la sécurité alimentaire sont multiples et variés. Ils comprennent les conflits armés, les problèmes économiques, la crise énergétique et les perturbations causées à la chaîne d'approvisionnement par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), ainsi que les effets des changements climatiques. Les conséquences des conflits ne touchent pas uniquement les zones de conflit mais les dépassent largement, en particulier à la lumière de la mondialisation des échanges commerciaux.

Les pays en développement sont toujours vulnérables dans les situations d'urgence, et cela entraîne souvent un recul de la sécurité alimentaire. Actuellement, 69 pays en développement sont touchés par l'insécurité alimentaire, ainsi que par d'autres facteurs, notamment la crise énergétique et les conditions financières difficiles. La plupart de ces pays se trouvent dans la région arabe, où la majorité de la population est exposée à une forme d'insécurité alimentaire.

L'État du Qatar est déterminé à honorer sa responsabilité humanitaire en luttant contre la famine et l'insécurité alimentaire. Ainsi, nous consacrons une grande partie de notre aide humanitaire internationale à la lutte contre la faim et le manque de nourriture. Nous coopérons pour cela avec l'ONU, car nous estimons que l'Organisation joue un rôle central dans la lutte contre les crises, notamment l'insécurité alimentaire. Nous

pensons par ailleurs que ces efforts contribueront à réduire le risque d'instabilité et le déficit de sécurité et de paix.

En novembre 2021, le Fonds du Qatar pour le développement a signé avec le Programme alimentaire mondial un accord portant sur une contribution financière de 90 millions de dollars pour fournir une aide alimentaire à plus de 7 millions de personnes qui en ont besoin dans le pays frère du Yémen.

En Afghanistan, l'État du Qatar contribue depuis août 2021 à la fourniture d'une aide humanitaire urgente, notamment des denrées alimentaires, par le biais d'un pont aérien établi entre le Qatar et Kaboul qui permet de transporter des centaines de tonnes d'aide humanitaire. Nous sommes par ailleurs en train de remettre en état l'aéroport de Kaboul, ce qui facilitera l'entrée de produits alimentaires.

L'État du Qatar reconnaît la nécessité de garantir la sécurité alimentaire et lui accorde la priorité qu'elle mérite, aux niveaux national et international. À cette fin, le Gouvernement adopte régulièrement des mesures délibérées telles que des investissements conséquents dans la recherche alimentaire, les politiques agricoles, les infrastructures d'irrigation et la modernisation des marchés, ainsi que la remise en état des routes, des ports et des entrepôts de stockage des réserves stratégiques. En conséquence, l'État du Qatar s'est classé au premier rang des pays arabes dans l'indice mondial de la sécurité alimentaire l'année dernière. Et nous avons partagé notre expérience avec d'autres pays. En février, Doha a organisé, en coopération avec l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire, le Forum sur les produits de base stratégiques et la sécurité alimentaire.

Au niveau international et conformément à l'engagement pris par l'État du Qatar en faveur de la coopération et de la mobilisation collective face aux problèmes communs, S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al Thani, Émir de l'État du Qatar, a lancé une initiative visant à créer l'Alliance mondiale des zones arides, un mécanisme chargé de combler les lacunes en matière de recherche et dans les domaines stratégique et politique pour permettre aux pays arides de parvenir à la sécurité alimentaire et de partager leurs connaissances et leurs pratiques optimales afin de renforcer la capacité des pays à lutter contre les crises alimentaires et à s'entraider. L'Alliance a été créée à Doha en 2017, et l'Assemblée générale lui a accordé le statut d'observatrice.

Compte tenu de l'importance du rôle que jouent les acteurs non étatiques dans le renforcement de la résilience et la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le monde entier, le Fonds du Qatar pour le développement et la Fondation Bill & Melinda Gates ont annoncé récemment la création d'un partenariat stratégique, dénommé « Nanmo », qui veut dire « grandir ensemble » en arabe. Nanmo investit dans des technologies et des outils agricoles capables de s'adapter aux changements climatiques afin d'établir des marchés et systèmes alimentaires résilients qui contribuent à ouvrir des perspectives nutritionnelles, de revenus et économiques pour les petits exploitants agricoles et leurs communautés dans les pays africains. Jusqu'à 200 millions de dollars de contributions ont été annoncés pour des projets ciblés. En outre, le Fonds du Qatar pour le développement a signé un accord avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture afin d'aider la Somalie à améliorer sa résilience aux changements climatiques et à prendre des mesures dynamiques et réfléchies pour faire face aux crises.

L'État du Qatar continue de donner la priorité à la lutte contre les problèmes qui portent atteinte à la paix et à la sécurité internationales et les facteurs qui exacerbent les crises, y compris l'insécurité alimentaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Espagne.

M^{me} Bassols Delgado (Espagne) (*parle en espagnol*) : L'Espagne fait sienne la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne.

Au début de l'année 2022, le monde était aux prises avec de multiples crises, comme autant d'obstacles à la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à la réalisation de l'objectif de développement durable no 2, sur l'élimination de la faim. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a mis au jour des déficiences structurelles dans le système alimentaire mondial et poussé 161 millions de personnes dans l'extrême pauvreté. La perturbation des chaînes d'approvisionnement ainsi que l'augmentation de la demande de matières premières et des dépenses publiques ont entraîné un pic des prix dans le monde entier, parallèlement à des crises locales et régionales majeures telles que des sécheresses prolongées, des invasions de criquets pèlerins, une augmentation de la violence et du terrorisme, et des conflits. La récente guerre d'agression de la Russie en Ukraine a exacerbé des crises déjà présentes et provoqué une hausse des prix des céréales, du pétrole et de l'engrais. Ces produits

ukrainiens essentiels sont d'une importance vitale pour des pays tiers. L'Espagne condamne une fois de plus dans les termes les plus forts cette agression injustifiée. Les agissements de la Russie portent atteinte à l'ordre international, à la sécurité et à l'économie mondiale.

Il est capital de faciliter l'exportation des produits agricoles ukrainiens et de soutenir l'économie ukrainienne afin d'aider à stabiliser le marché agricole international et, partant, la sécurité alimentaire mondiale. C'est vital pour les pays en développement, en particulier ceux qui importent entre 50 % et 75 % de leurs céréales de l'Ukraine et de la Russie, et notamment alors que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture prévoit des hausses supplémentaires des prix alimentaires comprises entre 8 % et 22 %. Nous devons donc tous nous attacher en priorité à empêcher les mesures spéculatives et la résurgence du protectionnisme et garantir une réponse multilatérale efficace à l'insécurité alimentaire.

La famine est une tragédie humanitaire de premier ordre qui rappelle des temps que nous pensions avoir dépassés. Une nouvelle crise ne doit pas détourner de contributions essentielles à d'autres crises prolongées et oubliées. L'insécurité alimentaire provoque des tensions sociales et économiques qui augmentent les besoins humanitaires. Le cas du Sahel est paradigmatique. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire y a quadruplé en trois ans. La région du Tigré en Éthiopie, le Nigéria, le Soudan du Sud, la Syrie et le Yémen, entre autres, connaissent des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire à cause des conflits armés et de la violence.

L'action humanitaire engagée face à la crise alimentaire doit être basée sur les principes de neutralité, d'indépendance, d'impartialité et d'humanité, sans condition politique. À cet égard, je rappelle la nécessité de renouveler le mécanisme d'assistance transfrontière en Syrie afin d'atténuer les besoins alimentaires aigus de la population dans le nord-ouest du pays.

Donnons la priorité aux projets de coopération portant sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance. En 2021, dans le cadre de son action humanitaire, l'Espagne a alloué plus de 15 millions d'euros en aide alimentaire dans des contextes comme le Sahel, la Syrie, l'Amérique latine et les Caraïbes et les camps de réfugiés sahraouis, à l'appui du Programme alimentaire mondial, d'Action contre la faim et du Comité international de la Croix-Rouge.

La triple crise, alimentaire, énergétique et financière, a donné lieu à une « tempête parfaite » qui requiert de la coordination entre les piliers relatifs aux affaires humanitaires, au développement et à la paix et à la sécurité. Le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière peut faire beaucoup dans ce domaine. Nous devons agir vite, en déployant des interventions d'urgence qui contribuent à la paix et préservent la tâche structurelle consistant à renforcer le secteur agricole des pays les moins avancés. La coordination avec l'Organisation mondiale du commerce, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, entre autres, est essentielle, tout comme le renforcement de la gouvernance mondiale de la crise et la coordination des initiatives par l'intermédiaire du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.

La communauté internationale dispose des outils nécessaires pour inverser ces tendances. Utilisons-les. Mettons-nous d'accord sur des solutions mondiales. Appuyons immédiatement les petits producteurs et les exploitations familiales au moyen des instruments de la Banque mondiale et du Fonds international de développement agricole. Encourageons l'efficacité et l'innovation dans l'utilisation des produits agricoles. Employons-nous à transformer les systèmes alimentaires pour les rendre plus durables, inclusifs, résilients aux effets des changements climatiques, et moins dépendants des engrais.

L'insécurité alimentaire et les conflits forment un cercle vicieux, où la première exacerbe les seconds et où les seconds, à leur tour, entraînent la première. L'insécurité alimentaire est encore utilisée comme arme de guerre dans les conflits, alors que cela constitue une violation des règles élémentaires du droit international humanitaire. La famine induite par les conflits creuse les vulnérabilités et entretient le cycle de la violence, comme reconnu dans la résolution 2417 (2018). L'Espagne est en faveur de la collecte de données fiables et impartiales afin de réunir les éléments factuels requis pour mettre en œuvre et faire appliquer cette résolution comme il convient.

Enfin, il est crucial de demander des comptes à ceux qui enfreignent les normes internationales, non seulement comme moyen de prévention et de pression, mais surtout parce qu'il est nécessaire de réparer les dommages infligés aux victimes.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la République dominicaine.

M^{me} Andújar (République dominicaine) (*parle en anglais*) : Nous avons le plaisir de faire la présente déclaration au nom des membres du Groupe des Amis de l'action contre les conflits et la faim, à savoir l'Allemagne, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Irlande, le Mexique, le Niger, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et mon pays, la République dominicaine.

Nous tenons à remercier les États-Unis d'avoir convoqué la présente séance, et nos intervenants de leurs exposés. En tant que membres du Groupe des Amis de l'action contre les conflits et la faim, nous sommes déterminés à faire en sorte que la question des conflits et de la faim reste au premier rang des priorités du Conseil de sécurité et d'autres instances.

En 2018, le Conseil de sécurité a exprimé une position claire et a fait preuve de solidarité en adoptant la résolution 2417 (2018) à l'unanimité. La résolution souligne l'impératif, pour le Conseil de sécurité, de combattre l'insécurité alimentaire induite par les conflits, y compris la famine. Dans la résolution 2417 (2018), le Conseil prie le Secrétaire général de l'informer de l'apparition de risques de famine et d'insécurité alimentaire généralisée causées par les conflits. S'il est vrai que la menace exercée sur la paix et la sécurité internationales par la faim due aux conflits a baissé durant l'année écoulée, le Conseil n'a pas tenu de débat public sur la question depuis la présidence des États-Unis en mars 2021.

À l'époque, 139 millions de personnes étaient touchées par une crise alimentaire. Aujourd'hui, d'après le *Rapport mondial sur les crises alimentaires 2022*, ce nombre est monté à 193 millions, dont environ 40 millions de personnes en situation d'urgence ou dans des conditions encore pires dans 36 pays.

En effet, 577 000 personnes connaissent des situations correspondant à la phase de catastrophe, caractérisée par la famine et des décès. Alors que les conflits et les changements climatiques ont déjà entraîné une augmentation du prix des produits agricoles et provoquent des bouleversements dans les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales, et que les économies les plus vulnérables du monde se relèvent de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'agression de la Russie contre l'Ukraine va exacerber les prévisions déjà préoccupantes d'insécurité alimentaire aiguë et de malnutrition en 2022, comme le souligne le récent rapport du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et

financière, mis en place par le Secrétaire général. Nous sommes vivement préoccupés par l'information soulignée dans le rapport selon laquelle les hausses du prix des denrées alimentaires et du pétrole auraient entraîné une augmentation des dépenses de fonctionnement mensuelles du Groupe pouvant aller jusqu'à 71 millions de dollars chaque mois par rapport à 2019, réduisant de ce fait sa capacité à répondre aux crises alimentaires dans le monde.

En septembre 2020, le Conseil a reçu un rapport et entendu un exposé, au titre de la résolution 2419 (2018), qui portaient sur les risques d'insécurité alimentaire en République démocratique du Congo, au Yémen, dans le nord-est du Nigéria et au Soudan du Sud. Nous constatons avec de vives préoccupations qu'au cours des 18 derniers mois, l'ONU n'a publié aucun rapport de suivi alors que la situation s'est détériorée. Le Groupe d'Amis a demandé une mise à jour de la note blanche de septembre 2020 sur les risques d'insécurité alimentaire et un exposé au Conseil de sécurité par le Coordonnateur des secours d'urgence, avec des informations claires sur les zones exposées au risque de famine induite par les conflits et d'insécurité alimentaire généralisée. Nous devons connaître les causes profondes de la récente détérioration des niveaux de faim due aux conflits et savoir qui bloque l'accès et comment dans les situations de conflit. Cela doit être suivi de mesures décisives visant à épargner aux civils le fléau des conflits et de la faim, et à demander des comptes aux responsables.

Nous appelons également toutes les parties à un conflit armé à garantir un accès humanitaire complet, sûr et sans entrave afin de faire respecter le droit international humanitaire et de protéger la vie et les moyens de subsistance de tous les civils, quels qu'ils soient et où qu'ils se trouvent.

En outre, nous saluons diverses initiatives internationales telles que la Food and Agriculture Resilience Mission, qui est une feuille de route opérationnelle efficace pour éviter de nouvelles flambées des prix, assurer la transparence du marché, mettre en place un mécanisme de solidarité solide et efficace et renforcer une production durable.

L'aggravation actuelle de la famine induite par les conflits et de l'insécurité alimentaire généralisée est une tragédie provoquée par l'homme, injustifiée et évitable. Agissons maintenant, avant qu'il ne soit trop tard pour trop de personnes, en particulier les femmes et les enfants.

(l'orateur poursuit en espagnol)

Je voudrais maintenant faire quelques observations à titre national.

Je voudrais tout d'abord remercier les États-Unis d'avoir organisé ce débat très opportun. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, nous sommes confrontés à un lourd défi. Les faits ont montré à maintes reprises que les conflits armés, la violence, les crises économiques et les phénomènes météorologiques extrêmes sont des facteurs indiscutables de l'insécurité alimentaire et constituent une menace pour la paix internationale.

La République dominicaine croit au multilatéralisme, à une action concertée et au respect du droit international. C'est pourquoi nous sommes ici aujourd'hui. La République dominicaine croit également en une intervention précoce pour atténuer les effets des conflits.

Afin de prévenir la famine, nous devons non seulement adopter une approche inclusive des politiques et des investissements dans les systèmes alimentaires, mais nous devons aussi agir de toute urgence pour consolider la paix. C'est une responsabilité qui incombe non seulement au Conseil de sécurité mais aussi à tous les États Membres de l'ONU.

Nous sommes prêts à travailler en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés afin de promouvoir la réponse mondiale nécessaire et cohérente à cet immense défi.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Éthiopie.

M. Yoseph (Éthiopie) (*parle en anglais*) : Nous remercions la présidence des États-Unis du Conseil de sécurité pour ce mois d'avoir organisé ce débat public. Nous remercions également M. David Beasley, du Programme alimentaire mondial, M. Qu Dongyu, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, et M^{me} Sara Menker, de Gro Intelligence, de leurs exposés instructifs de ce matin.

L'insécurité alimentaire est l'un des plus grands défis auquel l'humanité est confrontée, et des efforts collectifs s'imposent pour s'attaquer à ses causes évidentes et évitables. Les conflits portent atteinte à la sécurité alimentaire et exacerbent les vulnérabilités, réduisant ainsi la capacité des populations à avoir accès à une alimentation suffisante pour mener une vie active et saine.

Comme l'ont souligné de nombreuses délégations, la paix et la sécurité sont une condition nécessaire pour relever ce défi. À cet égard, il est impératif de régler les différends par des moyens pacifiques et de s'attaquer aux causes profondes des conflits.

Si nous voulons trouver une solution durable à l'insécurité alimentaire, nous ne devons pas confondre les risques liés à la reprise du commerce mondial et à l'augmentation du prix des denrées alimentaires avec le problème plus profond de l'insécurité alimentaire. Nous mentionnons cette distinction importante afin d'encourager un examen approprié du large spectre de ce grave problème, séparément des incidents spontanés.

Suite à l'augmentation du prix des denrées alimentaires, qui met à rude épreuve nos capacités nationales, nous sommes contraints de nous livrer à une sérieuse introspection quant à son impact sur nos propres efforts nationaux pour assurer l'autosuffisance et minimiser la dépendance aux importations. Nous sommes convaincus que nos efforts inlassables et notre engagement inébranlable pour réaliser nos objectifs de développement national nous permettront d'atteindre ces objectifs.

Mais à une échelle beaucoup plus large, nous pensons que la situation requiert une action concertée en vue d'améliorer la production et la productivité ; de corriger le déséquilibre actuel du système commercial international ; d'alléger, de restructurer et d'annuler la dette de certains pays ; d'éliminer la pauvreté ; et de favoriser la résilience pour atténuer les effets néfastes des changements climatiques.

Dans ce contexte, je voudrais souligner les trois points suivants.

Premièrement, si nous reconnaissons que les conflits sont l'un des facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire, nous pensons qu'elle est avant tout une manifestation de l'extrême pauvreté et du sous-développement. Il est indispensable d'accélérer la croissance économique et le développement durable et de relever les défis auxquels est confronté le secteur agricole pour éliminer la pauvreté et l'insécurité alimentaire et, par tant, atteindre les objectifs de développement durable.

Deuxièmement, il va sans dire qu'il ne peut y avoir de paix durable sans développement ni de développement sans paix durable. L'exploitation de notre potentiel grâce à la transformation économique est primordiale pour assurer un développement durable. L'Afrique est un continent doté d'un vaste territoire et d'importantes ressources en eau et en main-d'œuvre, dont le potentiel, s'il est pleinement exploité de manière adéquate, peut nourrir non seulement sa population mais aussi le monde entier. Grâce à des efforts nationaux et régionaux concertés, avec l'appui de la communauté internationale pour renforcer nos initiatives en cours visant

à investir dans nos ressources naturelles et à les utiliser au profit de notre population, nous pouvons atteindre ce noble objectif.

Troisièmement, il est essentiel de mettre en place des pratiques commerciales internationales équitables qui permettent de parvenir au développement durable et encouragent les pays africains à améliorer leur production alimentaire nationale. Nous pensons qu'il est impératif d'augmenter la productivité et la production sur le continent et de renforcer les échanges intracontinentaux pour contribuer à lutter contre l'insécurité alimentaire.

Pour terminer, si nous devons intensifier nos efforts en matière de règlement des conflits, il est également essentiel de fournir en temps utile une aide humanitaire suffisante aux personnes qui ont besoin d'une aide alimentaire. Cela doit aller de pair avec nos efforts collectifs en matière de lutte contre les effets des changements climatiques, qui provoquent de graves catastrophes. Par conséquent, il importe au plus haut point d'apporter l'appui nécessaire aux pays africains dans leurs efforts d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.

Nous pensons que le débat sur la sécurité alimentaire au niveau du Conseil de sécurité doit prendre en compte ces éléments importants si nous voulons renforcer l'impact de notre action et obtenir des résultats dans la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Bélarus.

M. Rybakov (Bélarus) (*parle en russe*) : La République du Bélarus a toujours abordé la question de la sécurité alimentaire avec une grande attention et de manière responsable, tant au niveau national qu'international. Le Bélarus moderne est totalement autosuffisant en matière de production alimentaire et apporte une contribution importante à la production alimentaire internationale.

Les éléments qui font obstacle à la sécurité alimentaire sont très bien connus. Il s'agit du gaspillage alimentaire, qui atteint au moins 40 % dans les pays développés. Il s'agit aussi d'un système de distribution inefficace et de politiques commerciales agressives. Les deux premiers sont des problèmes très complexes, qui exigent du temps et des efforts coordonnés pour être réglés, alors que pour les problèmes liés à la politique commerciale dans le cadre de la sécurité alimentaire, il existe un mécanisme rapide et efficace, le genre de mécanisme dont les pays abusent malheureusement fréquemment lorsqu'ils introduisent toutes sortes de sanctions et d'interdictions.

Le Secrétaire général et les organismes internationaux compétents, tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale du commerce, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, conviennent tous de l'effet catastrophique des restrictions et des sanctions unilatérales, qui ont toutes une incidence négative sur la sécurité alimentaire au niveau international. Dès novembre 2021, la Banque mondiale avait déjà évoqué les retombées négatives des sanctions introduites par l'Union européenne, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada sur les engrais potassiques du Bélarus. Le Président du Bélarus, M. Aleksandr Lukashenko, a prévenu la communauté internationale à maintes reprises des effets néfastes des sanctions sur les aliments et les engrais potassiques produits au Bélarus, et nous avons soulevé cette question au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale. Mais les auteurs des sanctions n'étaient pas prêts alors, et ne le sont pas non plus aujourd'hui, à écouter les institutions internationales, les experts ou les représentants des pays dans lesquels la famine et la malnutrition sont une menace pour la survie de nations entières.

Suite à cela, la Banque mondiale nous dit qu'en 2022, les prix des produits agricoles se sont accrus de 43 % par rapport à l'année dernière et que pour chaque point de pourcentage d'augmentation des prix alimentaires, 10 millions de personnes supplémentaires se retrouveront dans une pauvreté abjecte. Aujourd'hui, le Secrétaire général a parlé, dans cette salle, de la hausse de 30 % des prix des aliments de base, ce qui constitue une menace directe pour les populations d'Afrique et du Moyen-Orient.

Nous regrettons que, même dans les conditions actuelles, les auteurs de ces restrictions continuent de chercher des raisons pour introduire d'autres sanctions, tout en désignant le conflit en Ukraine comme étant la source de tous les maux de l'humanité, faisant abstraction des nombreux conflits dans d'autres régions du monde. Bien avant les événements survenus en Ukraine, lorsque des sanctions ont été imposées au Bélarus parce que l'Occident n'était pas satisfait du résultat de notre élection présidentielle, et l'une des raisons invoquées pour le justifier était que le peuple bélarussien avait lui-même requis ces sanctions. On a dit que les sanctions apporteraient la liberté à ce peuple, car les sanctions sont la liberté et les sanctions libèrent. Nous avons déjà entendu des déclarations de ce genre auparavant, lorsque le mot « travail » était utilisé à la place de « sanctions ». On a dit que le travail rendait les gens libres, et je suis

certain que cette phrase, qui était placée à l'entrée des camps de concentration nazis, est présente dans la mémoire de toutes les personnes présentes dans cette salle ; nous ne l'oublierons certainement jamais. Il est encore temps pour les auteurs des restrictions unilatérales de réfléchir sérieusement à leurs politiques, de les ajuster de manière globale et souple et d'abandonner leurs préjugés politiques. Nous pensons qu'il est encore temps de prendre les bonnes décisions.

Nous appuyons l'appel lancé par le Secrétaire général en faveur de la levée des sanctions et de la réintégration sur les marchés mondiaux de denrées alimentaires et d'engrais produits au Bélarus. Ce serait un pas important pour garantir la sécurité alimentaire mondiale.

Le Bélarus, quant à lui, se tient prêt à collaborer avec toutes les parties intéressées et examinera toutes les propositions constructives sans aucun parti pris politique. Nous continuerons de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir l'initiative lancée par le Président du Bélarus, à savoir un dialogue visant à mettre un terme au conflit en Ukraine le plus rapidement possible, et nous sommes prêts à contribuer à assurer la sécurité alimentaire mondiale. Nous appelons une fois de plus les auteurs des sanctions à écouter la voix de la communauté internationale et à cesser d'utiliser ce mécanisme destructeur.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Viet Nam.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : D'emblée, nous remercions sincèrement les États-Unis d'avoir organisé le débat public d'aujourd'hui, qui arrive à point nommé.

Le Viet Nam est parfaitement conscient du rôle essentiel de la sécurité alimentaire, qui est un socle de paix, de stabilité et de développement. C'est pourquoi nous sommes profondément préoccupés par la forte hausse des prix des produits alimentaires et d'autres produits de base au cours des derniers mois, qui s'est traduite par le record absolu en mars 2022 de l'indice de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Les facteurs actuels de l'insécurité alimentaire sont multiples. Alors que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de sévir, les chocs économiques, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les phénomènes météorologiques extrêmes ont encore aggravé les tensions dans le système alimentaire mondial. Ces problèmes interconnectés risquent de

plonger les pays en développement et les pays touchés par des conflits, notamment ceux qui sont inscrits à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, dans une instabilité et une insécurité accrues.

Compte tenu de la situation actuelle, nous souhaitons insister sur les points suivants. Premièrement, il est grand temps que la communauté internationale s'engage à garantir la sécurité alimentaire en tant qu'élément indispensable à la réalisation d'une paix et d'un développement durables. Parallèlement au renforcement de la riposte humanitaire, des mesures soutenues doivent être prises pour consolider les capacités des États en développement et des États touchés par des conflits en vue de garantir l'approvisionnement alimentaire de leurs populations et améliorer leur niveau de vie.

Garantir et diversifier les approvisionnements en denrées alimentaires est également une solution. À plus long terme, les systèmes alimentaires doivent être transformés en des modèles verts, durables et à faibles émissions, qui sont résilients et permettent de faire face aux défis liés à la sécurité alimentaire. En outre, régler les conflits et prévenir leur résurgence est essentiel pour briser le cercle vicieux entre conflit et faim. Il est tout aussi important que les partenaires internationaux, notamment le Conseil de sécurité, examinent de nouvelles initiatives pour trouver des solutions aux causes profondes des conflits et promouvoir la consolidation de la paix et la prévention des conflits.

Deuxièmement, la solidarité internationale est plus que jamais nécessaire pour sortir de la crise actuelle. Les membres de la communauté internationale doivent travailler ensemble de manière plus coordonnée. Une coopération et un partenariat plus étroits entre les États, l'ONU, les organisations régionales et le secteur privé peuvent aussi compléter ces efforts. Nous saluons les efforts inlassables déployés par les institutions des Nations Unies, notamment la FAO et le Programme alimentaire mondial, ainsi que par les donateurs internationaux, pour lutter contre la faim et approvisionner les populations dans le besoin en cette période difficile. Nous encourageons l'ONU et ses partenaires à fournir des données actualisées adéquates et en temps voulu sur l'insécurité alimentaire induite ou exacerbée par les conflits, en particulier dans les domaines inscrits à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, afin de garantir des réponses plus adéquates.

Troisièmement, il est impératif que toutes les parties aux conflits adhèrent à la Charte des Nations Unies, au droit international et au droit international

humanitaire. Cela inclut l'interdiction d'attaquer et de détruire des biens indispensables à la survie des populations civiles, notamment ceux liés à l'approvisionnement en nourriture. Ces principes ont été énoncés dans la résolution 2417 (2018), puis dans la résolution 2573 (2021).

Étant l'un des premiers exportateurs au monde des principaux produits agricoles, le Viet Nam contribue activement aux efforts visant à garantir un approvisionnement stable en denrées alimentaires, afin de préserver la sécurité alimentaire de la région et du monde, notamment au cours des deux dernières années pendant lesquelles le monde a dû faire face à la pandémie de COVID-19. Nous aspirons à devenir un pôle d'innovation alimentaire dans la région grâce à des modèles agricoles innovants et durables. À cet effet, nous continuerons d'apporter une contribution utile aux efforts déployés conjointement pour relever les défis liés à la sécurité alimentaire mondiale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Belgique.

M. Kridelka (Belgique) (*parle en anglais*) : La Belgique remercie les États-Unis d'Amérique d'avoir organisé cet important débat alors que le monde est confronté à son plus grave défi en matière de sécurité alimentaire depuis des décennies. Je tiens également à remercier M. Beasley et M. Qu Dongyu, ainsi que M^{me} Menker, de leurs exposés saisissants de ce matin.

La résolution 2417 (2018) reconnaît le lien entre les conflits armés et l'insécurité alimentaire, un lien qui, dans le contexte actuel, ne saurait être minimisé. D'une part, nous voyons les prix des denrées alimentaires atteindre des niveaux record dans de nombreuses régions du monde. Soixante pour cent des personnes souffrant de la faim dans le monde vivent dans des zones de conflit, et les conflits armés ont exacerbé la faim dans de nombreuses régions du monde, notamment en Afghanistan, dans la Corne de l'Afrique, au Yémen, en Syrie et au Soudan du Sud. D'autre part, la forte augmentation de l'insécurité mondiale menace de déstabiliser des sociétés déjà fragiles et d'exacerber les conflits armés et l'instabilité régionale. Dans un monde qui ne s'est pas encore relevé des conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), l'agression non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine a perturbé davantage des marchés alimentaires, énergétiques et financiers déjà tendus, ce qui a des répercussions néfastes et durables sur la sécurité alimentaire mondiale.

Comme l'a souligné l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) le 8 avril, seule la cessation immédiate de l'agression russe contre l'Ukraine permettra une stabilisation des marchés. Seule la cessation immédiate de cette agression permettra d'éviter la famine et de redonner espoir aux millions de personnes menacées de mourir de faim dans de nombreuses régions du monde, notamment en Afghanistan, en Somalie, au Yémen, au Soudan du Sud et en Éthiopie.

Dans ce contexte, la Belgique sait gré au Secrétaire général d'avoir mis sur pied le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière. Nous nous félicitons des recommandations formulées par le Groupe et de ses rapports circonstanciés sur les répercussions mondiales de la guerre en Ukraine.

La communauté internationale doit agir sans tarder pour rompre le cycle de l'insécurité alimentaire causée par les conflits et accroître la résilience des marchés alimentaires mondiaux face aux crises et aux chocs systémiques. Une réponse mondiale coordonnée et énergique, sous l'égide du Groupe mondial d'intervention et des organisations partenaires compétentes, telles que le Programme alimentaire mondial et la FAO, sera essentielle pour stabiliser les marchés et éviter une nouvelle dégradation des moyens de subsistance et des acquis du développement. Il faudra tenir compte des aspects de la crise alimentaire et nutritionnelle relatifs à l'action humanitaire, au développement et à la paix pour améliorer la durabilité des systèmes alimentaires. La promotion de l'approche fondée sur le lien entre l'action humanitaire, le développement et la paix, ainsi que le renforcement de la coordination aux niveaux de l'ONU et des pays, seront également cruciaux pour garantir des solutions résilientes et durables.

Qui plus est, il sera indispensable de mettre de nouveau l'accent sur les mesures de prévention, ainsi que sur la diversification des stocks et des sources de production. Le renforcement de l'appui aux plus vulnérables, notamment au moyen d'une aide pécuniaire, contribuera également à améliorer la protection et la cohésion sociales et à atténuer les difficultés.

Enfin, il convient de souligner que l'accès à la nourriture est un droit humain. La Belgique appelle tous les pays à sensibiliser leur population à cette question en appuyant l'action de la société civile et des mouvements sociaux, notamment les petits agriculteurs, qui revendiquent le droit à l'alimentation.

Ce sont là autant de solutions d'urgence destinées à atténuer la crise, mais aucune n'apportera de changement solide et durable si la communauté internationale ne commence pas par mettre un terme à la guerre illégale et injustifiée lancée par la Russie contre l'Ukraine, dans l'intérêt des millions de civils qui sont aujourd'hui au bord de la famine.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la République de Corée.

M^{me} Oh Hyunjoo (République de Corée) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de nous avoir réunis ici aujourd'hui pour débattre de cette question urgente. Je tiens également à remercier les intervenants de leurs exposés édifians et complets.

Chaque jour, nous entendons de nouveaux avertissements inquiétants sur les risques croissants liés à la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, ainsi que sur la pression exercée sur presque tous les ménages du monde. On craint de plus en plus que le monde soit à l'aube d'une catastrophe alimentaire. En effet, la guerre en Ukraine a déclenché une crise venue s'ajouter à une autre crise, ce qui fait subir un revers massif à l'économie mondiale. Ce dernier obstacle en date n'aurait pu survenir à un moment plus défavorable, alors même que les gouvernements commençaient à faire face aux conséquences socioéconomiques de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

La Corée s'est déjà associée aux appels collectifs lancés dans diverses instances en faveur d'une action coordonnée et ciblée visant à atténuer les conséquences des pénuries alimentaires actuelles et de la hausse des prix des denrées alimentaires. Aujourd'hui, je voudrais mettre en évidence les trois domaines suivants, dans lesquels les États Membres et la communauté internationale, y compris le Conseil de sécurité, doivent agir activement et en priorité.

Premièrement, une aide ciblée doit être fournie immédiatement aux personnes les plus vulnérables, qui ont été le plus durement touchées par la flambée des prix des denrées alimentaires et des engrais, ainsi que par les réductions drastiques des approvisionnements mondiaux. Il serait utile d'améliorer rapidement l'accès au financement d'urgence pour les agriculteurs et les petites entreprises. Une action internationale pour faire face au risque croissant de crise alimentaire dans les pays fragiles et touchés par un conflit est également cruciale.

Ma délégation se félicite que l'ONU et d'autres institutions, aux côtés des banques multilatérales de développement, aient mis au point des analyses en temps réel pour suivre attentivement l'évolution des prix et les marges de manœuvre budgétaire, et appellent à accroître le soutien aux pays à faible revenu et à atténuer les pressions sur leur balance des paiements. À cet égard, la Corée continuera de coordonner son action avec la communauté internationale afin d'intensifier l'aide humanitaire et l'aide au développement en faveur des pays les plus durement touchés.

Deuxièmement, les gouvernements et la communauté internationale doivent garantir un approvisionnement agricole suffisant et stable aux niveaux national et international. Le durcissement des conditions financières, l'endettement élevé et les confinements fréquents et de grande ampleur dans certains pays ont provoqué de nouveaux goulets d'étranglement sur les chaînes d'approvisionnement mondiales et régionales. Pour accroître la résilience face aux crises futures, il est essentiel de renforcer les filets de sécurité sociale afin de permettre des transferts sociaux plus fluides.

À plus long terme, nous devons opérer des changements pour garantir des régimes alimentaires durables et équilibrés en transformant nos systèmes agroalimentaires. De son côté, la Corée s'est engagée à verser 900 millions de dollars en droits de tirage spéciaux au Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité du Fonds monétaire international et a suggéré que ce fonds soit créé dans le courant de l'année pour aider les pays à mieux adapter leur agriculture à un monde confronté à des chocs climatiques plus fréquents et plus graves.

Enfin, nous devons maintenir ouverts les marchés commerciaux régionaux et mondiaux. Ma délégation a vivement encouragé la coopération régionale en vue de garantir un système commercial libre et fondé sur des règles et de faire face aux répercussions néfastes des restrictions à l'exportation imposées par certains pays. Cela nous aidera à renforcer la résilience face aux chocs futurs en améliorant la prévisibilité de l'approvisionnement alimentaire mondial. Mon gouvernement redouble d'efforts pour créer des conditions propices à des investissements commerciaux plus équitables et plus résilients, de sorte à attirer davantage de fonds privés aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable.

Nous devons espérer dans l'immédiat que la guerre prenne fin. Cela aurait l'effet le plus positif et le plus rapide sur la reprise mondiale et la hausse rapide

des prix des denrées alimentaires. Dans l'intervalle, nous devons tout mettre en œuvre pour aider les pays lourdement touchés. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin de mesures rapides et bien coordonnées.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Afrique du Sud.

M^{me} Joyini (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Nous remercions les intervenants de leurs observations éclairantes et d'avoir porté ces réalités inquiétantes à notre attention. Le thème d'aujourd'hui coïncide avec le thème choisi par l'Union africaine pour l'année 2022, à savoir « L'année de la nutrition », qui vise à lutter contre le fléau de la malnutrition grâce à une mobilisation politique et à des investissements.

L'Afrique du Sud est profondément préoccupée par le nombre croissant de personnes souffrant de malnutrition et d'insécurité alimentaire dans le monde, notamment sur le continent africain et dans d'autres régions du monde. Les perspectives mondiales en matière d'insécurité alimentaire sont sombres, et des millions de personnes sont menacées par la malnutrition et la faim.

Dans les situations de conflit, la faim est une conséquence de la guerre. Dans certains cas, elle est utilisée comme une arme de guerre, ce qui est très préoccupant, d'autant plus que cela se produit en toute impunité. C'est pourquoi nous appelons toutes les parties au conflit à respecter la résolution 2417 (2018) et à veiller à ce que les populations civiles aient accès à l'aide humanitaire.

Les civils, en particulier les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, sont les principales victimes de ces cercles vicieux d'insécurité alimentaire en période de conflit armé. Nous sommes préoccupés par le sort tragique des déplacés, des réfugiés et des migrants, qui vivent dans des conditions difficiles pendant les situations de conflit et dépendent entièrement de l'aide humanitaire. Par conséquent, il est essentiel de garantir l'acheminement rapide, impartial et sans entrave de l'aide humanitaire à toutes les personnes qui en ont besoin, conformément aux dispositions du droit international humanitaire, ainsi que de veiller à la sûreté et à la sécurité des agents humanitaires.

L'insécurité alimentaire est un problème de développement humain et économique qui nécessite la mobilisation des organismes compétents des Nations Unies, qui comprennent mieux la gravité de la situation mondiale et sont les mieux placés pour trouver des solutions durables à la crise alimentaire mondiale. Dans ce

contexte, l'Afrique du Sud se félicite de la création par le Secrétaire général du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, qui vise à assurer une intervention globale et coordonnée dans la situation de crise alimentaire actuelle et s'appuie sur des partenariats multipartites.

Nous sommes conscients que l'insécurité alimentaire est une réalité à laquelle il faut remédier. Cependant, s'agissant des conflits armés, lorsque, en raison de la guerre, les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales sont perturbées, et lorsque cette situation peut conduire à l'insécurité alimentaire et à la famine, le Conseil de sécurité doit impérativement s'attaquer aux causes profondes du conflit et prévenir l'insécurité alimentaire. Les sanctions économiques et les mesures coercitives unilatérales imposées aux pays en situation de conflit peuvent, par inadvertance, exacerber la faim dans les situations de conflit, car les civils peuvent avoir un accès limité aux produits nutritionnels et aux fournitures médicales et être confrontés à une hausse des prix des produits alimentaires, en raison d'économies défailtantes. C'est pourquoi nous appelons une fois encore à la levée de ces sanctions.

Nous réaffirmons et soulignons qu'il importe que toutes les parties à un conflit respectent pleinement les Conventions de Genève, le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. Les États et les parties à un conflit ont la responsabilité de protéger les civils. Par conséquent, les auteurs de violations du droit international doivent en répondre. L'aide humanitaire fournie dans les zones de conflit doit tenir compte du sexe et de l'âge et rester adaptée aux différents besoins de la population, tout en garantissant que ces besoins sont intégrés dans les plans de réponse humanitaires.

Je voudrais conclure mon intervention en réaffirmant ce que nous avons dit hier : nous devons tous nous engager à trouver des solutions pacifiques aux conflits. Les conflits armés ont des conséquences dévastatrices sur les moyens de subsistance. Ils perturbent les systèmes alimentaires, provoquent des déplacements de populations et entraînent une insécurité alimentaire. Nous devons donner la priorité aux efforts visant à mettre fin aux conflits en privilégiant le dialogue politique, plutôt que d'alimenter les conflits en créant des divisions et en recourant à la guerre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Nouvelle-Zélande.

M^{me} Schwalger (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer cette déclaration au nom de la Nouvelle-Zélande, qui se félicite de la décision des États-Unis de choisir l'insécurité alimentaire due aux conflits comme thème du débat public d'aujourd'hui. Nous remercions également l'Irlande de l'action qu'elle mène en tant que coordonnatrice du Conseil de sécurité sur les conflits et la faim. La Nouvelle-Zélande est déterminée à travailler avec ses partenaires pour faire progresser les efforts déployés au niveau international pour lutter contre l'insécurité alimentaire.

La faim n'a pas sa place au XXI^e siècle. Lorsque le Conseil a adopté la résolution 2417 (2018), il y a quatre ans, c'était dans un contexte de résurgence de l'insécurité alimentaire mondiale, principalement due aux conflits. La résolution 2417 (2018) nous rappelle que les conflits contribuent à la faim à la fois directement, par les effets de la guerre, et indirectement, par la perturbation des marchés. Hélas, la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui est encore plus désastreuse. Avec les conflits, la crise climatique, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la flambée des prix alimentaires et du carburant, tous les éléments d'une catastrophe sont réunis.

Cette année, le monde devrait connaître la pire situation d'insécurité alimentaire jamais enregistrée. Les intervenants d'aujourd'hui nous ont parlé de l'ampleur extrême de cette insécurité. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué que 193 millions de personnes dans 53 pays ou territoires connaîtront cette année une insécurité alimentaire aiguë à des niveaux de crise ou pire. Cela représente une forte augmentation de près de 40 millions de personnes par rapport à 2020.

Il ne fait aucun doute que les conflits sont un facteur principal d'insécurité alimentaire. La Nouvelle-Zélande observe avec inquiétude l'augmentation rapide des prix des produits alimentaires de base et des engrais. L'attaque non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine est la principale cause de cette flambée des prix. Ce ne sont pas les sanctions qui sont la cause de la flambée des prix ou des pénuries alimentaires, mais bien l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie.

Les conséquences des agissements de la Russie se font sentir au-delà de l'Europe. Elles touchent des pays qui sont déjà confrontés à des niveaux dangereux d'insécurité alimentaire. La Nouvelle-Zélande s'inquiète des troubles intérieurs que pourraient connaître les pays touchés par la hausse des prix et la pénurie d'articles

essentiels. La manière la plus efficace d'enrayer l'aggravation de la crise alimentaire mondiale, c'est que la Russie dépose les armes, retire ses forces armées et mette fin à cette guerre insensée.

La Nouvelle-Zélande collabore avec ses partenaires internationaux pour faire face à l'aggravation de la crise de sécurité alimentaire. Elle fournit notamment un financement souple et pluriannuel à la FAO, au Programme alimentaire mondial, au Programme des Nations Unies pour le développement et au Comité international de la Croix-Rouge. Nous apportons également notre appui dans le contexte de crises humanitaires spécifiques pour atténuer l'insécurité alimentaire. Ce n'est pas le moment de perdre de vue les conflits ou les crises humanitaires de longue date. Ce n'est pas le moment pour les États Membres de réduire leur financement du développement ou de l'action humanitaire ni de le consacrer à autre chose.

La Nouvelle-Zélande appuie fermement l'appel lancé aux pays pour qu'ils rejettent les mesures qui entravent le commerce de produits alimentaires et agricoles de base. Les restrictions à l'exportation, l'accapement de produits et les mesures similaires qui faussent les échanges ne font qu'aggraver la sécurité alimentaire mondiale. Plus que jamais, nous devons faire en sorte que les marchés agricoles mondiaux restent ouverts et que les échanges commerciaux soient stables.

Ce mois-ci, la Nouvelle-Zélande a signé la déclaration conjointe soumise à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dont le Royaume-Uni a été le fer de lance, en faveur d'un commerce ouvert et prévisible des produits agricoles et alimentaires. Nous exhortons les États Membres à veiller à ce que toute mesure d'urgence ne fausse pas ou ne restreigne pas les échanges commerciaux et à ce qu'elle soit temporaire, élaborée avec la plus grande retenue et conforme aux règles de l'OMC.

Les changements climatiques contribuent également à l'insécurité alimentaire. Il s'agit d'une grave source de préoccupation pour la Nouvelle-Zélande et notre région Indopacifique. Dans notre région, nous subissons les effets des changements climatiques sur la sécurité alimentaire, qui se manifestent par une multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, notamment la sécheresse, les incendies de forêt, les températures extrêmes et les inondations. L'ampleur et la fréquence de ces phénomènes météorologiques extrêmes devraient augmenter, menaçant la production et la distribution sûres des produits alimentaires dans notre région et dans le monde entier.

Nous encourageons le Conseil à agir à l'unisson face à l'aggravation de la crise de sécurité alimentaire et, ce faisant, à faire preuve d'un leadership collectif dans l'intérêt de tous les membres de la communauté internationale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à l'Observateur de l'État observateur du Saint-Siège.

Mgr Murphy (*parle en anglais*) : Le Saint-Siège tient à vous remercier, Monsieur le Président, ainsi que votre délégation, d'avoir organisé le présent débat public.

Aujourd'hui, parmi les plus de 800 millions de personnes qui souffrent de la faim, pas moins de 60 % vivent dans des régions touchées par la violence. Ces données montrent l'opportunité et l'importance de ce débat.

Dans sa résolution 2417 (2018), le Conseil de sécurité rappelle à juste titre le lien qui existe entre les conflits armés et la violence, d'une part, et l'insécurité alimentaire provoquée par les conflits et le risque de famine, d'autre part, et souligne que les incidences des conflits sur la sécurité alimentaire peuvent être directes ou indirectes. La guerre en cours en Ukraine illustre cette réalité de manière frappante, avec une insécurité alimentaire accrue sur le terrain et plusieurs pays voisins ou éloignés en proie à des pénuries d'huile de cuisine, d'engrais, de maïs et de blé en raison de la baisse de la production et des exportations. La situation risque de déstabiliser des États qui dépendent des importations de denrées alimentaires. Dans les États touchés, un grand nombre de personnes n'ont pas de quoi manger au quotidien alors que le monde produit assez de nourriture pour tous. C'est un véritable scandale qui pourrait déclencher de nouveaux conflits et de nouvelles vagues de violence. Pour rompre ce cycle, il faut adopter une approche plus intégrée en matière de sécurité. Ma délégation voudrait saisir cette occasion pour faire quatre observations à cet égard.

Premièrement, la dignité de la personne humaine doit être au cœur de tous nos efforts. Cela exige de respecter et d'appliquer le droit international humanitaire, qui interdit d'affamer les civils comme méthode de guerre et d'entraver l'accès humanitaire. En outre, nous devons reconnaître que l'on ne peut réduire la nourriture à un simple produit dont on fait commerce en appliquant la froide logique du marché si l'on veut que chacun ait accès à une alimentation sûre, non contaminée et suffisante.

Deuxièmement, il reste crucial de s'engager à œuvrer à un désarmement progressif et systématique pour mettre un terme aux hostilités qui contribuent directement à l'aggravation des troubles sociaux et de l'insécurité alimentaire.

Troisièmement, les autres facteurs qui exacerbent la faim engendrée par les conflits doivent être surveillés et traités. Ils englobent les effets des changements climatiques, qui ne sont pas uniquement environnementaux, car ils touchent les domaines économique, social et politique et ont de profondes répercussions sur la sécurité et les systèmes alimentaires.

Enfin, le Saint-Siège souligne une fois de plus la proposition du saint pape Paul VI visant à créer un fonds mondial alimenté par une partie des dépenses militaires pour venir en aide aux plus déshérités. Comme le dit le pape François dans l'encyclique *Fratelli Tutti*, ce fonds contribuerait à éliminer la faim et favoriserait le développement des pays les plus pauvres afin que leurs citoyens n'aient pas recours à des solutions violentes ou trompeuses. Ce faisant, le fonds permettrait d'éliminer les causes profondes des conflits pour renforcer notre sécurité à tous.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Myanmar.

M. Tun (Myanmar) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier la présidence des États-Unis d'avoir organisé ce débat opportun et essentiel. Je remercie également tous les intervenants de leurs exposés instructifs.

L'élimination de la faim est l'un des objectifs de développement les plus fondamentaux de l'humanité. Les progrès durement acquis en matière de développement économique et de réduction de la pauvreté ont récemment été anéantis par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Les conséquences socioéconomiques dévastatrices de la pandémie, conjuguées à la crise climatique actuelle, aggravent l'insécurité alimentaire, en particulier parmi les populations déjà vulnérables de par le monde. Les conflits sont cependant la cause profonde dominante des crises alimentaires qui sévissent dans le monde, selon l'édition 2022 du *Rapport mondial sur les crises alimentaires* du Programme alimentaire mondial.

L'agression en cours en Ukraine compromet désormais les chaînes d'approvisionnement alimentaire et a propulsé les prix des aliments à des niveaux record. Ses conséquences néfastes sont ressenties dans le monde entier, en particulier par les pays en développement.

L'adoption de la résolution 2417 (2018) a marqué un tournant encourageant dans les efforts du Conseil de sécurité visant à contrer la faim induite par les conflits. Mais si ces résolutions nous donnent la possibilité de lutter contre les conflits et la faim, nous devons mobiliser des efforts collectifs pour la saisir et agir maintenant, ensemble et dans la solidarité, afin de prévenir une crise alimentaire encore plus historique.

Mon pays, le Myanmar, subit les effets des interactions entre les principaux facteurs de l'insécurité alimentaire, à savoir les conflits, les changements climatiques et la pauvreté. En tant que pays très vulnérable face aux effets des changements climatiques, le Myanmar était en train de mettre en œuvre des politiques d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation sous l'autorité de son gouvernement élu démocratiquement. Des plans de relèvement économique étaient en cours d'élaboration au moment où l'armée du Myanmar a commis un coup d'État illégal, durant lequel des dirigeants civils élus ont été maintenus au secret en tant qu'otages.

Depuis, le régime militaire illégitime inflige une immense souffrance au peuple du Myanmar en commettant à répétition des massacres brutaux et des actes de torture et en provoquant des déplacements massifs. Selon le Programme des Nations Unies pour le développement, la moitié de la population du Myanmar vit aujourd'hui sous le seuil national de pauvreté. Les organisations humanitaires estiment que 6,2 millions de nos citoyens ont besoin d'une aide vitale. Les prix des denrées alimentaires de base ont augmenté de 30 %. Des millions de familles ont sombré dans le désespoir et la faim. Les personnes déplacées, en particulier les enfants, sont les plus durement touchées par l'insécurité causée par le coup d'État. De nombreuses personnes ont perdu leurs maisons et leurs moyens de subsistance. Cette instabilité, la menace persistante de la violence militaire et l'absence d'aide à la réinstallation et à la réinsertion les confinent dans des camps de personnes déplacées pour une durée indéterminée et les empêchent de rentrer chez elles. Cela a considérablement perturbé leurs moyens de subsistance et la production agricole.

En outre, la junte n'épargne aucun effort pour contrôler l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes qui en ont cruellement besoin, en violation du droit international humanitaire. La politique inhumaine de l'armée a des conséquences directes sur la sécurité alimentaire dans le pays. Il n'y aura pas de paix ni de stabilité au Myanmar tant que le coup d'État illégal et voué

à l'échec de la junte militaire se poursuivra. Le peuple du Myanmar, avec à sa tête le Gouvernement civil d'unité nationale élu et le Conseil consultatif d'unité nationale, fait donc tout son possible, avec une détermination toujours plus forte, pour mettre fin à la catastrophe militaire et bâtir un avenir plus juste et démocratique qui garantira à tous l'exercice de leurs droits fondamentaux.

Ce que nous apprend la situation du Myanmar est que les conséquences des conflits sur la sécurité alimentaire ne sont pas nécessairement le résultat inévitable de dommages collatéraux. Dans la plupart des cas, elles sont délibérées. La faim et le blocage de l'aide humanitaire sont des tactiques employées intentionnellement pour contrôler une population donnée à des fins militaires. C'est exactement ce que fait l'armée du Myanmar, qui éprouve un sentiment d'impunité généralisée pour ses atrocités passées et n'a cure du droit international des droits de l'homme ou du droit international humanitaire. Le Conseil de sécurité doit agir à chaque fois que la tactique du recours délibéré à la famine est utilisée par n'importe quelle partie à un conflit.

Pour terminer, il est essentiel de lutter contre la faim en tous lieux. Toutefois, la réponse définitive est de traiter les causes profondes de l'insécurité alimentaire. Nous devons renforcer la coopération multilatérale pour lutter contre les changements climatiques et éliminer l'extrême pauvreté. Pour régler les conflits, qui sont le principal facteur d'insécurité alimentaire, ou tout du moins en atténuer les effets, nous devons non seulement améliorer la crédibilité et l'efficacité de nos institutions multilatérales, en particulier le Conseil de sécurité, mais également promouvoir un strict respect du droit international, notamment le droit international humanitaire, sans lequel nous vivrions dans un monde extrêmement dangereux.

Je nous exhorte donc tous à étudier ensemble toutes les options envisageables pour éliminer la faim et l'insécurité alimentaire induite par les conflits dans l'intérêt de toutes les populations vulnérables, non seulement au Myanmar, mais également dans le reste du monde, et à œuvrer de concert en faveur de la paix et de la sécurité internationales.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Chili.

M. Ruidíaz Pérez (Chili) (*parle en espagnol*) : Nous remercions les États-Unis d'avoir convoqué l'important débat de ce jour, et nous remercions les intervenants de leurs exposés et comptes rendus.

Comme les autres États, le Chili est préoccupé par la situation mondiale actuelle, marquée par une hausse évidente des prix des denrées alimentaires de base et des intrants, et par des pénuries. D'après le Programme alimentaire mondial, il est probable que l'insécurité alimentaire aiguë soit amenée à s'aggraver dans 20 pays, tandis que l'année courante, selon les prévisions, devrait voir les plus hauts niveaux d'insécurité alimentaire jamais enregistrés à l'échelle mondiale. Nous sommes inquiets du fait que le nombre de personnes souffrant d'insécurité alimentaire, causée principalement par les conflits, soit passé de 73 millions à 139 millions entre 2018 et 2021. L'insécurité alimentaire frappe le plus durement les pays où les taux de pauvreté sont les plus élevés, qui ont des institutions politiques plus fragiles ou dans lesquels l'état de droit est moins solide. L'aggravation de la faim induite par les conflits et l'identification de crises d'insécurité alimentaire liées aux conflits, qui existent déjà ou risquent de se produire, sont des questions clés pour le Conseil, car elles ont une incidence directe sur la vie des personnes les plus vulnérables et sur leurs moyens de subsistance.

Le traitement de la question de la sécurité alimentaire en temps de conflit suppose non seulement que les États veillent à ce que le commerce de nourriture et d'engrais se poursuive, mais également que les États ne s'associent pas à ceux qui imposent des sanctions ou d'autres mesures susceptibles d'entraver le commerce international ou la circulation de denrées alimentaires, leur disponibilité ou leur accessibilité, car cela violerait les principes de la sécurité alimentaire.

Il est essentiel de garantir un accès humanitaire constant, de protéger les travailleurs humanitaires et d'engager la responsabilité des parties aux conflits qui privent les civils de nourriture ou qui s'en prennent aux moyens de production ou aux systèmes alimentaires. Il est également crucial que les parties aux conflits respectent le droit international et le droit international humanitaire. Le Chili condamne le recours à la famine comme méthode de guerre et réaffirme l'importance pour les États de mener des enquêtes complètes, indépendantes, impartiales et efficaces, dans leur juridiction, sur les violations de ce genre, afin de renforcer les mesures préventives, de lutter contre l'impunité et de répondre aux griefs des victimes.

Pour l'avenir, le Chili estime qu'il faudra des solutions tangibles pour favoriser la coopération internationale entre les États et les autres acteurs spécialisés du système international. Par exemple, nous pouvons

exploiter les connaissances des groupes scientifiques qui ont travaillé pour le Sommet sur les systèmes alimentaires en 2021, en vue d'aborder les divers aspects de la crise alimentaire. Nous rappelons que nous sommes dans la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028) et dans la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025). Nous soulignons par conséquent que l'action menée pour remédier à la crise alimentaire mondiale devrait avoir une incidence directe sur l'amélioration de l'accessibilité, de la disponibilité et de la qualité de la nourriture fournie aux groupes les plus vulnérables, tout en veillant à ce que la priorité soit donnée aux enfants, aux femmes et aux personnes âgées, en particulier ceux qui se trouvent dans des situations d'urgence humanitaire ou de conflit.

Le multilatéralisme doit apporter des réponses conjointes et coordonnées à la crise alimentaire, logistique et humanitaire que nous connaissons. Les problèmes mondiaux appellent des solutions mondiales. Le Conseil peut compter sur l'appui et la coopération du Chili pour atteindre cet objectif.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ukraine.

M. Dvornyk (Ukraine) (*parle en anglais*) : Je vois que le représentant du régime de Poutine occupe le siège permanent de l'Union soviétique.

Tout d'abord, je tiens à remercier les États-Unis d'avoir organisé l'important débat de ce jour, ainsi que l'ensemble des intervenants pour leurs exposés.

La crise alimentaire imminente était l'objet de la réunion ministérielle tenue hier à l'ONU, et nous nous rallions à la déclaration de la présidence. En tant que contributeur fiable à la sécurité alimentaire mondiale et l'un des principaux fournisseurs de nourriture, l'Ukraine fait sien sans réserve l'engagement d'agir d'urgence dans ce domaine. Ces dernières années, la sécurité alimentaire s'est dégradée pour les plus vulnérables, en particulier à cause de la maladie à coronavirus (COVID-19).

Malheureusement, au lieu de connaître un relèvement, le monde sortant de la pandémie se heurte à une nouvelle menace, constituée par la guerre totale de la Russie contre l'Ukraine. Outre le droit international et l'ordre fondé sur des règles, la Russie a également porté un coup très dur à la sécurité alimentaire mondiale, sachant qu'environ 400 millions de personnes dans le monde sont tributaires des céréales en provenance d'Ukraine. À présent, en raison du blocus des

ports maritimes ukrainiens, les exportations de céréales ukrainiennes ont pratiquement cessé. Avant l'invasion, l'Ukraine exportait 5 millions de tonnes de céréales par mois. En mars, les exportations sont tombées aux alentours de seulement 200 000 tonnes, pour remonter, en avril, à quelque 1,1 million de tonnes. De vastes zones de l'est et du sud de l'Ukraine restent le théâtre d'affrontements ou sont occupées. C'est pourquoi nous nous attendons à ce que la récolte de 2022 ne produise que 50 % du rendement de l'an dernier.

Il faut voir une autre menace dans les actions menées par la Russie en vue de saisir des céréales ukrainiennes pour sa propre consommation ou dans l'espoir de les vendre illégalement sur les marchés internationaux. Les occupants russes ont déjà volé entre 400 000 et 500 000 tonnes au moins de céréales. L'Ukraine a averti les pays consommateurs que les lots de céréales exportées par la Russie pourraient contenir des céréales ukrainiennes volées. Tout pays achetant sciemment ces céréales sera considéré complice de ce crime. Nous exigeons que la Russie arrête de voler des céréales, débloque les ports maritimes ukrainiens, rétablisse la liberté de navigation et permette le passage des navires commerciaux.

Comme il a été dit plus d'une fois ici, cette guerre est une guerre de choix : le choix du Président Poutine. Ce sera également son choix en ce qui concerne la crise alimentaire. Il ne doit y avoir aucun doute sur la responsabilité d'une famine qui pourrait toucher des millions de personnes. Nous rejetons fortement tout discours tendant à manipuler l'opinion pour faire croire que les sanctions contre la Russie empêcheraient de traiter efficacement la question des exportations agricoles. Toutes les dérogations requises ont déjà été accordées. Dès que la Russie aura été obligée d'arrêter la guerre, la menace imminente de la faim s'envolera. Autrement, la famine et la souffrance de millions de personnes seront intégralement imputées au Président Poutine.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Pays-Bas.

M. Zellenrath (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : Le Royaume des Pays-Bas se rallie à la déclaration faite plus tôt aujourd'hui par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

Les conflits sont toujours le plus important facteur de besoins humanitaires. La guerre en Ukraine est un cas d'école, comme l'a si clairement expliqué mon collègue ukrainien à l'instant. En plus d'entraîner des

déplacements et une perturbation des marchés alimentaires locaux, la guerre a un effet d'entraînement sur les besoins humanitaires dans le monde entier, accroissant les besoins alimentaires et humanitaires dans certains pays comme l'Afghanistan et la Somalie, qui sont déjà vulnérables.

Je vais être franc : nous continuons d'entendre des arguments selon lesquels les sanctions européennes et autres serait à l'origine de l'aggravation de l'insécurité alimentaire. Ce n'est tout simplement pas vrai. Les mesures restrictives européennes sont ciblées, conformément au droit international, et visent en fait à renforcer le respect du droit international. C'est le conflit armé à grande échelle qui perturbe les marchés alimentaires.

En plus des répercussions de la guerre en Ukraine, des informations très préoccupantes nous parviennent du Yémen. Des objets indispensables à la survie des civils ont été attaqués alors qu'il n'y avait aucune cible militaire à proximité. Des puits ont été bombardés et des terres agricoles ont été considérablement minées, au point de les rendre inutilisables. De telles actions dégradent encore une situation humanitaire déjà terrible et peuvent constituer des violations du droit international humanitaire.

Nous devrions prendre les mesures ci-après pour contribuer à réduire autant que possible l'incidence des conflits sur la sécurité alimentaire.

Premièrement, nous devons garantir la communication de l'information. Dans la résolution 2417 (2018), le Conseil de sécurité prie le Secrétaire général de l'informer de l'apparition, dans des contextes de conflit, de risques d'insécurité alimentaire grave. Nous souscrivons à la proposition, faite par les États-Unis à la réunion tenue selon la formule Arria il y a une quinzaine de jours, de présenter des rapports en ce sens deux fois par an, et nous appelons tous les membres du Conseil de sécurité à accorder toute leur attention à ces rapports, comme convenu au titre de la résolution 2417 (2018).

Deuxièmement, les informations faisant état de violations du droit international humanitaire liées à la faim devraient être prises au sérieux, et il faudrait enquêter sur les incidents y relatifs. L'application du principe de responsabilité est cruciale si nous voulons mettre fin aux graves violations du droit international humanitaire.

Troisièmement, nous devons nous efforcer de mettre en place des systèmes alimentaires plus résilients. Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires qui s'est tenu l'année dernière a préparé le terrain.

En conclusion, le Conseil de sécurité a reconnu pour la première fois le lien direct entre les conflits et la faim dans la résolution 2417 (2018). Face à l'augmentation des besoins humanitaires à travers le monde, nous devons agir, et nous devons agir ensemble. Les Pays-Bas sont prêts à apporter leur contribution et attendent avec intérêt la poursuite de la coopération mondiale visant à briser le cercle vicieux des conflits et de la faim.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Népal.

M. Rai (Népal) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je remercie la présidence des États-Unis d'avoir organisé le présent débat opportun sur les conflits et la sécurité alimentaire.

La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 reconnaît que le droit à l'alimentation est un droit humain. Pourtant, aujourd'hui encore, des centaines de millions de personnes se couchent chaque soir l'estomac vide. Le rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture indique que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a privé à elle seule 320 millions de personnes d'accès à la nourriture en 2020. Environ 2,37 milliards de personnes n'ont pas accès à une alimentation adéquate et, tragiquement, 60 % des personnes souffrant de la faim dans le monde vivent dans des zones de conflit.

Aujourd'hui, l'indice mondial des prix des produits alimentaires a atteint son niveau le plus élevé jamais enregistré, avec une hausse de 30 %. La Banque mondiale estime que, chaque fois que les prix alimentaires augmentent d'un point de pourcentage, ce sont 10 millions de personnes qui basculent dans l'extrême pauvreté à travers le monde. La hausse des prix des denrées alimentaires et du pétrole a déjà frappé les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, comme le Népal. Face à la pire pandémie que le monde ait connue, de nombreux pays en développement subissent la pression de la dette, qui érode le pouvoir d'achat, épuise les réserves en devises et crée des tensions au niveau des taux de change.

La résolution 2417 (2018) a reconnu les liens entre les conflits et l'insécurité alimentaire. Il est nécessaire de respecter cette résolution pour atténuer l'insécurité alimentaire induite par les conflits et interdire d'utiliser la famine comme arme de guerre, en plus de garantir l'accès à l'aide humanitaire.

Tout en donnant la priorité aux zones touchées par des conflits, nous devons nous attaquer à l'insécurité alimentaire en mettant en place un système alimentaire

durable, résilient et inclusif aux niveaux national et mondial. Dans ce contexte, je voudrais faire les observations suivantes.

Premièrement, nous devons favoriser la recherche de solutions politiques aux conflits, afin de promouvoir la paix et la sécurité et, ce faisant, d'atténuer la crise alimentaire. S'il est urgent de fournir une aide humanitaire à court terme aux populations vulnérables, nous devons promouvoir un système agroalimentaire durable à long terme, avec la participation des agriculteurs ruraux et des petits exploitants, afin de garantir l'accès des segments vulnérables de la société à l'alimentation et aux moyens de subsistance.

Deuxièmement, nous devons renforcer la coopération régionale et mondiale pour maîtriser les chocs économiques, l'inflation et les perturbations affectant la chaîne d'approvisionnement. Nous devons préserver la continuité des flux commerciaux de denrées alimentaires, de carburants et d'engrais sur des marchés libres, tout en décourageant l'accumulation excessive de stocks par un ou quelques pays, et en contrôlant la spéculation des gros négociants.

Troisièmement, les institutions financières internationales doivent appuyer les pays en développement, qui sont confrontés à des crises financières et monétaires pernicieuses en raison de l'inflation, de marges de manœuvre budgétaires limitées et de l'épuisement des réserves en devises.

Quatrièmement, des solutions à court terme doivent déboucher sur une agriculture et des systèmes alimentaires durables, inclusifs et respectueux du climat, au service des populations et de la planète.

Enfin, plus que toute autre chose, nous, les États Membres, devons œuvrer en tant que communauté de collaboration animée d'une forte détermination politique pour régler les conflits et les divergences politiques afin de maintenir la paix et la tranquillité et d'éviter la famine et l'insécurité alimentaire causées par les conflits.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Pérou.

M. Ugarelli (Pérou) (*parle en espagnol*) : Le rapport concernant les répercussions mondiales de la guerre en Ukraine sur les systèmes alimentaire, énergétique et financier, publié le 13 avril par le Groupe mondial d'intervention en cas de crise mis en place par le Secrétaire général, nous a alertés sur la catastrophe qui s'annonce en raison de la disponibilité limitée et de la hausse des

prix des produits alimentaires, des perturbations de la production énergétique et des bouleversements dans le commerce et la finance. Or tout cela intervient dans un monde qui ne s'est pas encore remis des terribles conséquences économiques et sociales de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Il est particulièrement alarmant que l'indice des prix des produits alimentaires de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ait enregistré en avril une hausse de 34 % par rapport à l'année dernière, atteignant ainsi son niveau le plus élevé depuis sa création en 1990. Le conflit entre la Russie et l'Ukraine est un facteur qui explique ce phénomène, étant donné que ces deux pays fournissent 30 % du blé, 20 % de l'orge et 50 % de l'huile de tournesol aux marchés mondiaux.

Plusieurs pays, dont le Pérou, prévoient déjà cette triple crise et se préparent à y faire face. Ainsi, le 19 mars, le Gouvernement péruvien a officiellement déclaré l'état d'urgence dans le secteur de l'agriculture et de l'irrigation, précisément en raison des effets néfastes de la COVID-19 et d'une série de menaces extérieures ayant déclenché une augmentation constante des prix des engrais à travers le monde, au premier rang desquelles le conflit russo-ukrainien. La Russie est notre principale source d'engrais.

Cette situation a entraîné une réduction de 0,2 % des terres ensemencées au Pérou pour la campagne agricole 2021-2022. Cela compromet le bon développement des activités agricoles et leur chaîne de valeur, ce qui a des effets négatifs sur le secteur agricole et l'économie péruvienne, avec les répercussions que cela implique pour les consommateurs finaux et la sécurité alimentaire.

La situation en Ukraine a également des conséquences socioéconomiques en raison de la hausse des prix alimentaires, dont l'effet est particulièrement marqué sur les pays en développement, notamment sur les personnes en situation de pauvreté, qui consacrent la majeure partie de leurs revenus à l'alimentation. Cela entraîne un risque d'aggravation des conflits mondiaux en raison du mécontentement social généralisé.

Conformément à la Charte des Nations Unies, la responsabilité principale du Conseil de sécurité est de maintenir la paix et la sécurité internationales. Ses membres sont tenus de remplir ce mandat. Pour cette raison, le Gouvernement péruvien a exprimé son appui à la déclaration de la Présidente publiée le 6 mai par le

Conseil de sécurité concernant le maintien de la paix et de la sécurité de l'Ukraine (S/PRST/2022/3). Cette déclaration rappelle tous les États Membres à leur obligation de régler leurs différends par des moyens pacifiques et exprime son ferme soutien aux efforts déployés par le Secrétaire général afin de parvenir à une solution pacifique.

La COVID-19 a appris à l'humanité que personne n'est en sécurité tant que tout le monde n'est pas en sécurité. Aucun pays n'est assuré de la paix et de la stabilité tant que nous ne vivons pas tous en paix.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante du Portugal.

M^{me} Baptista Grade Zacarias (Portugal) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance.

Comme d'autres collègues l'ont déjà souligné, les changements climatiques, les inégalités et les conflits sont les principaux facteurs de la faim. L'insécurité alimentaire était en hausse avant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), mais l'agression de la Russie contre l'Ukraine a exacerbé la situation, déstabilisant une région cruciale pour l'approvisionnement mondial en produits de base agricoles. Cette agression a causé de graves dommages aux infrastructures de stockage et aux installations de transformation agricole, empêché les agriculteurs de cultiver leurs champs et entravé l'exportation des marchandises déjà récoltées du fait du blocus des ports ukrainiens. Nous devons être clairs : ces perturbations ont été causées par la guerre et non par les sanctions.

La hausse des prix à laquelle sont confrontés les marchés alimentaires mondiaux met particulièrement en danger les personnes les plus vulnérables, à savoir celles qui vivent dans des pays en développement. Les populations du bassin méditerranéen, du Sahel et de la Corne de l'Afrique sont particulièrement menacées par ces effets. Nous devons fournir une aide immédiate aux populations dans le besoin, tout en accompagnant les pays partenaires dans leur transition vers des systèmes agroalimentaires durables. Nous devons également donner la priorité au maintien des échanges de denrées alimentaires et d'engrais, à la recherche d'autres sources d'approvisionnement en denrées alimentaires, à l'appui à la production agricole à des coûts acceptables et à la promotion de l'accès au crédit à court terme et aux marchés. Hier, dans le cadre de l'appel à l'action pour la sécurité alimentaire mondiale, le Secrétaire général de l'ONU a reconnu qu'il importait d'instaurer un dialogue permanent à cet égard, ce dont nous nous félicitons.

Dans le même temps, les acteurs humanitaires déploient des efforts considérables pour promouvoir la résilience des communautés vulnérables, en renforçant la production locale dans les pays menacés par l'insécurité alimentaire. Nous nous félicitons de ces initiatives et les appuyons. Le secteur privé peut également jouer un rôle à cet égard, en aidant les petits agriculteurs à augmenter leur productivité et en améliorant les chaînes de valeur durables.

L'alimentation est un droit fondamental. Elle découle directement du droit à un niveau de vie suffisant, tel qu'il est énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Les politiques liées à l'alimentation doivent s'inscrire dans une approche fondée sur les droits humains. Les États ont l'obligation fondamentale de prendre les mesures nécessaires pour atténuer et soulager la faim dans les situations de conflit et sont tenus de s'abstenir de toute discrimination concernant l'accès à la nourriture, quel qu'en soit le motif. Nous encourageons le Conseil de sécurité à collaborer étroitement avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation, afin de protéger les droits humains dans ce conflit.

Nous savons tous que la seule manière de lutter efficacement contre cette crise est de travailler ensemble. C'est pourquoi nous appuyons le projet de résolution de l'Assemblée générale mis en avant par le Liban sur l'état de la sécurité alimentaire mondiale, qui doit être adopté le 23 mai. C'est aussi pourquoi nous saluons le travail du Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière et attendons avec intérêt les prochaines mesures qu'il prendra, dans le droit fil d'autres initiatives pertinentes comme l'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire du Groupe des Sept. Le Groupe mondial d'intervention sera essentiel non seulement pour faire face aux perturbations de l'approvisionnement alimentaire et à la flambée des prix de l'énergie, mais aussi pour garantir que les mesures qui sont mises en place aujourd'hui ne compromettent pas la stabilité à long terme.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Pologne.

M. Szczerski (Pologne) (*parle en anglais*) : Je remercie tous les intervenants de leurs observations utiles et édifiantes.

La Pologne s'associe à la déclaration prononcée au nom de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, et je voudrais faire les remarques suivantes à titre national.

Pour commencer, je tiens à dire que la Pologne est très fière de rappeler qu'il y a presque exactement quatre ans, alors qu'elle assumait la présidence du Conseil de sécurité, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 2417 (2018), sur l'insécurité alimentaire induite par les conflits, mentionnée tant de fois aujourd'hui. Cette résolution demande à toutes les parties aux conflits armés de s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu du droit international humanitaire et « condamne fermement l'utilisation de la famine comme méthode de guerre (*résolution 2417 (2018), par. 5*).

Elle condamne aussi fermement :

« les refus illicites d'accès humanitaire et le fait de priver les civils des biens indispensables à leur survie, notamment en entravant intentionnellement l'acheminement des secours destinés à lutter contre l'insécurité alimentaire provoquée par les conflits, qui peuvent constituer une violation du droit international humanitaire » (*ibid., par. 6*).

Malheureusement, l'appel qui y est lancé doit être ajouté à une longue liste de règles qui ont été enfreintes par un membre du Conseil de sécurité, la Russie, au travers de son agression contre l'Ukraine.

Ces dernières semaines, la sécurité alimentaire a été évoquée dans de multiples instances. Je voudrais faire part de trois façons dont la Pologne s'efforce de lutter contre cette crise.

Premièrement, les conséquences de l'agression russe contre l'Ukraine sur l'insécurité alimentaire internationale étaient l'un des principaux thèmes de la Conférence régionale de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) pour l'Europe, qui s'est tenue en Pologne cette semaine.

À la trente-troisième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, une décision a été adoptée à la quasi-unanimité, condamnant l'agression de la Russie contre l'Ukraine. Les membres ont appelé la Russie à cesser immédiatement les hostilités afin de permettre la reprise complète de la production agricole. Ils ont également demandé à la FAO de préparer et de mettre en œuvre des plans de relèvement pour garantir la sécurité alimentaire dans les pays les plus touchés par le conflit. Dans la décision adoptée, la Conférence a

exprimé sa solidarité et son appui à l'Ukraine, ainsi que sa reconnaissance envers les pays qui soutiennent Kyïv et accueillent des réfugiés. Elle a également souligné sa profonde inquiétude face à la menace des autorités russes de limiter les livraisons de denrées alimentaires aux pays soutenant l'Ukraine.

Deuxièmement, la Pologne s'emploie, en étroite coopération avec l'Ukraine, à faciliter l'exportation des céréales et des produits alimentaires ukrainiens grâce à ses infrastructures de transport, notamment les chemins de fer et les ports maritimes. Dans cette optique, les Ministres polonais et ukrainien de l'agriculture se sont réunis cette semaine à Varsovie, avec leur homologue des États-Unis, pour signer un accord sur le transport des céréales ukrainiennes via la Pologne.

Selon les estimations, en utilisant les infrastructures de transport polonaises, l'Ukraine peut exporter jusqu'à 2 millions de tonnes de céréales par mois, alors qu'une capacité de 5 millions est nécessaire pour éviter une crise grave. Nous restons donc ouverts à une coopération plus poussée et appuierons pleinement la partie ukrainienne dans cette situation difficile.

Troisièmement, nous appelons la communauté internationale à soutenir sans tarder les efforts que l'Ukraine déploie pour augmenter ses capacités logistiques et de stockage des produits agricoles et alimentaires endommagés par l'agression russe. En attendant, nous sommes convaincus que la mise en place de capacités de stockage supplémentaires dans les pays voisins de l'Ukraine pourrait apporter une solution temporaire à ce problème.

La Pologne est prête à continuer de coopérer avec la communauté internationale dans la lutte mondiale contre la crise alimentaire au moyen de son aide au développement. Nous sommes convaincus qu'il est nécessaire de protéger les pays les plus menacés par la famine, à savoir en Afrique, au Moyen-Orient et dans le voisinage de l'Europe. C'est pourquoi la Pologne a contribué financièrement aux initiatives du Programme alimentaire mondial au Kenya et en Syrie en 2020 et à ses actions en Afghanistan, au Tadjikistan et au Yémen en 2021.

La Pologne n'est pas seulement un producteur important de denrées alimentaires. Elle peut également stocker et traiter de grandes quantités de nourriture et de produits alimentaires. Nous sommes prêts à coopérer, à partager notre expérience et à offrir notre aide pour traiter, conserver et stocker les aliments. Le développement

et la gestion prudente de telles capacités partout dans le monde sont essentiels pour éviter le gaspillage alimentaire, un autre facteur qui contribue à la faim et aux pénuries alimentaires.

La Pologne contribue également à des projets de développement bilatéraux qui augmentent la capacité de production alimentaire de partenaires locaux. Au Kenya, nous soutenons un projet qui vise à créer un système d'irrigation efficace et indépendant des conditions météorologiques. En outre, en 2021, la Pologne a rejoint la Coalition pour les repas scolaires, car elle comprend que les programmes de repas scolaires aident à lutter contre la faim, la pauvreté et les multiples formes de malnutrition chez les enfants.

La crise actuelle de la sécurité alimentaire n'est pas le résultat des sanctions imposées à la Russie. C'est un effet d'entraînement de l'agression russe en cours qui, dès le premier jour, visait à perturber la production et l'exportation de produits agricoles en provenance d'Ukraine. La Russie espérait peut-être que les conséquences négatives ressenties par de nombreux pays empêcheraient la communauté internationale d'apporter son soutien à l'Ukraine. Le résultat obtenu est tout le contraire, et une fois de plus, la communauté internationale a prouvé que la Russie avait tort.

De manière générale, la Pologne est contre l'imposition de sanctions sur la production alimentaire, car dans le passé, nous avons nous-mêmes été visés par des sanctions russes dans ce domaine. La Russie a utilisé ces outils à maintes reprises comme arme dans des conflits politiques, en imposant des droits de douane prohibitifs sur les produits alimentaires polonais ou en les interdisant tout simplement sur leurs marchés. De telles méthodes ne sont pas acceptables en temps de paix, et encore moins de la part d'un pays menant une guerre sanglante contre son voisin.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Australie.

M. Fifield (Australie) (*parle en anglais*) : Je remercie les intervenants de leurs exposés en début de journée.

Nous sommes réunis pour une raison claire : l'invasion de l'Ukraine par la Russie met en péril la sécurité alimentaire mondiale et aggrave les conséquences catastrophiques de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), des conflits et des changements climatiques. Elle a une grande incidence sur les systèmes alimentaires fragiles, provoque de nouvelles perturbations

dans la production et les exportations alimentaires mondiales, et augmente les prix déjà élevés des produits de base et des denrées alimentaires.

Il faut dire que les chiffres sont alarmants. Quarante-trois millions de personnes étaient au bord de la famine avant l'invasion de l'Ukraine. Maintenant, le Programme alimentaire mondial estime que 33 à 47 millions de personnes supplémentaires basculeront dans l'insécurité alimentaire aiguë en conséquence directe de cette invasion. Cela atteste que les conflits ont bien un lien de causalité avec les crises de la faim, notamment en Afghanistan, au Myanmar ou au Yémen, entre autres exemples.

Je voudrais également appeler une fois de plus l'attention sur la désinformation entendue aujourd'hui et ces dernières semaines, à savoir l'affirmation trompeuse selon laquelle la crise de la sécurité alimentaire que nous examinons aujourd'hui a été causée par les sanctions occidentales. C'est faux. Cette crise de la sécurité alimentaire est due au fait que les prix mondiaux des denrées alimentaires ont atteint des niveaux records : des niveaux records dus à la guerre menée par la Russie en Ukraine ; des niveaux records parce que l'Ukraine s'efforce de se défendre contre l'invasion injustifiée, injuste et illégale de la Russie et ne peut pas exporter ses céréales ; des niveaux records parce que plus de 7 millions d'Ukrainiens ont été déplacés par la guerre et que les terres agricoles et les infrastructures civiles ont été endommagées, ce qui a considérablement perturbé la saison de croissance et l'accès aux marchés.

Soyons clairs : un moyen d'améliorer rapidement la sécurité alimentaire serait que la Russie mette immédiatement fin à sa guerre en Ukraine. Une autre réponse utile face à l'insécurité alimentaire croissante consiste à se concentrer sur les besoins humanitaires, notamment en s'appuyant sur des organisations telles que le Programme alimentaire mondial. Il est possible d'éviter la famine en agissant vite, mais cela nécessite un accès humanitaire sans entrave et une intervention rapide dotée de ressources suffisantes.

L'Australie appelle tous les acteurs à permettre l'accès des organismes humanitaires aux populations qui en ont le plus besoin. Le commerce international doit également aller dans le sens de la sécurité alimentaire. L'intervention mondiale la plus importante à court terme pour limiter la hausse des prix alimentaires consiste à faire en sorte que le commerce agricole reste ouvert, transparent et prévisible. L'expérience et les preuves accumulées montrent clairement que les

protections nationales telles que les barrières commerciales et les subventions affaiblissent les économies et sont en définitive plus coûteuses.

Pourtant, selon la Banque mondiale, les restrictions imposées actuellement au commerce des denrées alimentaires et des engrais sont plus importantes que celles adoptées durant la dernière grande crise alimentaire, en 2007 et 2008. Ces restrictions sont vouées à réduire la quantité de produits disponibles pour le commerce mondial, ce qui entraînera une hausse des prix et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, les pays se faisant concurrence pour trouver d'autres sources de ravitaillement.

L'Australie exhorte tous les pays à maintenir le commerce agricole, à améliorer l'accès aux denrées alimentaires, à abaisser les barrières à l'importation et à réduire les restrictions à l'exportation.

Notre priorité absolue doit être de veiller à ce que les denrées alimentaires puissent parvenir aux populations les plus vulnérables. L'Australie entend rester pour le monde un fournisseur fiable de produits alimentaires. Répétons-le toutefois : l'amélioration la plus importante et la plus rapide passera par le retrait immédiat des forces russes du territoire ukrainien.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant des Maldives.

M. Adam (Maldives) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir convoqué la présente séance. Je tiens également à remercier le Secrétaire général, le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et la fondatrice et Directrice générale de Gro Intelligence de leurs exposés et des éclairages précieux qu'ils nous ont présentés.

Rien n'est plus fondamental pour l'existence humaine que la nourriture, l'eau et l'air pur. Or de multiples crises, qu'il s'agisse de conflits ou des changements climatiques, menacent les poissons, les forêts et les champs dont nous dépendons pour assurer notre subsistance depuis des générations. Nous nous félicitons d'avoir l'occasion de partager nos réflexions sur la sécurité alimentaire, les conflits et le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Nous vivons une période extrêmement difficile. La menace de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de planer. Les rapports du Groupe

d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat sont alarmants. L'état de nos océans est catastrophique. Les incendies font rage. La désertification s'intensifie. Les agriculteurs sont confrontés à des sécheresses sans précédent. Toutes ces conditions avaient déjà entraîné une hausse notable des prix alimentaires, et les situations de conflit ont encore exacerbé cette situation préoccupante.

Pour faire face à la pandémie de COVID-19, les Maldives ont dû engager des dépenses publiques sans précédent, aussi bien pour se procurer vaccins et fournitures que pour soutenir les travailleurs, les familles et les entreprises. À l'entame de 2022, nous pensions avec optimisme que le pire de la pandémie était derrière nous et que nous allions pouvoir nous atteler à notre stabilisation dans le cadre de cette nouvelle normalité. En lieu et place, l'année a débuté sur les défis lancés par la hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires.

C'est là un problème particulièrement prononcé pour les Maldives et d'autres petites îles tributaires des importations pour leurs aliments de base, leurs huiles de cuisson et autres produits agricoles de base. Outre leurs difficultés de financement liées aux dépenses engagées dans le contexte de la COVID-19, nos gouvernements doivent à présent envisager des mesures de soutien pour amortir et stabiliser les chocs liés aux prix alimentaires, accroissant ainsi la pression sur une marge de manœuvre budgétaire déjà très réduite.

À elles seules, les Maldives ne peuvent pas faire grand-chose pour remédier directement à cette situation. Au mieux, nous pouvons augmenter nos stocks de denrées alimentaires, mais cela ne remplace pas la libre circulation des aliments et des marchandises le long des chaînes d'approvisionnement mondiales sur lesquelles nous comptons pour nourrir notre population et subvenir à ses besoins. Il serait imprudent de modifier le système à ce stade, étant donné les lourds investissements requis pour réorganiser les chaînes d'approvisionnement et veiller à ce que les infrastructures de stockage et de transport requises soient en place.

Nous devons également tenir compte des enseignements tirés de la pandémie de COVID-19. Cela signifie que nous devons éviter, en période de disette, de nous replier sur nous-mêmes au moment même où une solidarité, une mobilisation et un appui accrus à l'échelle mondiale sont nécessaires. Nous devons éviter de prendre des mesures, commerciales ou autres, susceptibles de

perturber le flux de denrées alimentaires, qui est vital pour les Maldives certes, mais aussi pour tous les pays du monde.

Les conflits ne sont pas un élément nouveau. De nombreuses régions du monde sont en situation de conflit, et tout doit être fait pour y mettre fin par des solutions diplomatiques durables. De nos jours, l'interconnexion des chaînes d'approvisionnement est telle qu'un conflit où que ce soit dans le monde peut avoir des conséquences partout.

Mais un conflit n'est pas le seul élément qui compromette notre sécurité alimentaire. Un conflit exacerbe la situation, mais les changements climatiques, les modes de consommation intenable et la dégradation de l'environnement sont des menaces fondamentales pour notre sécurité alimentaire, et pour notre existence même. Nous devons nous employer à remédier aux causes profondes de l'insécurité alimentaire, des conflits et des problèmes connexes, car c'est le seul moyen de garantir une paix et une sécurité internationales durables.

La nourriture ne peut être utilisée comme l'arme de choix d'une diplomatie de la coercition. Pour garantir la paix et la sécurité internationales, nous devons coopérer avec tous les acteurs, y compris la société civile, les entreprises et autres, afin non seulement d'œuvrer à la sécurité alimentaire, mais aussi de remédier aux risques systémiques plus larges qui compromettent la santé et la sécurité alimentaire sur la planète.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Niger.

M. Ousman (Niger) : Le Niger félicite votre délégation, Monsieur le Président, pour son accession à la présidence du Conseil de sécurité pour ce mois. Je tiens également à remercier nos éminents intervenants, le Secrétaire Général António Guterres, M. David Beasley, M. Qu Dongyu et M^{me} Menker, pour leurs édifiantes présentations. La participation d'un nombre important de ministres au débat d'aujourd'hui témoigne, s'il en était besoin, de l'importance et de l'opportunité d'une discussion axée sur l'impact des conflits sur la sécurité alimentaire.

Alors que le monde commence à voir la lumière au bout du tunnel sur le front de la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), nous assistons, hélas, à une augmentation des conflits et de la violence dans différentes régions du monde, avec des conséquences dramatiques notamment sur la sécurité alimentaire et la nutrition des populations victimes de ces conflits.

Ce n'est donc pas un hasard si une étude du Programme alimentaire mondial a révélé que 60 % des personnes souffrant d'insécurité alimentaire et de malnutrition vivent dans des régions confrontées à des conflits violents et à l'insécurité, comme c'est le cas au Yémen, en Syrie, dans la Corne de l'Afrique, dans le bassin du lac Tchad et au Sahel, ma propre région.

Dans toutes ces situations de conflit, les chaînes d'approvisionnement ont été perturbées, de même que les transactions commerciales entre les communautés qui se sont vues obligées de fuir leurs maisons et d'abandonner leurs sources de subsistance. En effet, avec l'apparition de la violence dans le Sahel, où l'agriculture est la principale activité économique de la population, des millions de personnes ont été déplacées, abandonnant leurs cultures et leurs bétails pour chercher refuge auprès d'autres communautés ou dans des camps de réfugiés.

Sans cultures à récolter, sans animaux à élever et les marchés ruraux étant devenus des zones interdites, les personnes déplacées se sont retrouvées en situation d'insécurité alimentaire et de dépendance de l'aide humanitaire pour survivre. Malheureusement, dans beaucoup de cas, l'accès aux populations piégées dans certaines zones reculées ou sous le contrôle de groupes extrémistes violents, s'avère difficile et risqué pour les travailleurs humanitaires qui sont eux-mêmes pris pour cible, ou sinon pris en otage contre rançon, par les groupes terroristes.

Les effets néfastes du changement climatique sont également un autre facteur qui aggrave l'insécurité alimentaire. En effet, avant même l'avènement de l'insécurité et l'intensification des activités des groupes armés terroristes, des régions comme le Sahel étaient déjà fragilisées par des phénomènes climatiques extrêmes tels que la sécheresse, les inondations et la dégradation des sols. Avec la raréfaction des ressources naturelles qui en résulte, les difficultés d'accès à ces ressources ont conduit à des conflits entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs qui vivaient jusque-là en symbiose. C'est pourquoi le Niger, pendant son mandat au sein du Conseil, n'a cessé d'attirer l'attention sur le lien qui existe entre l'impact négatif du changement climatique, l'insécurité et la sécurité alimentaire.

S'il y a encore des sceptiques sur le lien entre sécurité alimentaire et conflit, la crise actuelle en Ukraine est là pour leur prouver le contraire. Il est aujourd'hui évident qu'un conflit dans n'importe quelle partie du monde peut avoir des conséquences sur

l'approvisionnement et l'accessibilité des denrées alimentaires et des intrants agricoles comme les engrais, en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement liées à cette zone de conflit. Ma délégation appelle la communauté internationale à ne ménager aucun effort pour mettre fin aux hostilités en Ukraine, afin de créer un environnement propice à la libre circulation des marchandises à destination et en provenance de cette zone, afin de soulager et, à terme, d'atténuer la pénurie alimentaire actuelle.

En conclusion, alors que des mesures urgentes sont nécessaires pour mettre fin aux conflits et briser le cycle d'insécurité alimentaire et de famine qu'ils génèrent dans les zones affectées, le Niger estime que dans les pays confrontés au fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent couplé au changement climatique, seules des solutions durables, bénéficiant d'importants financements, peuvent briser ce cercle vicieux. À cet effet, la mise en œuvre de projets et de programmes visant à atténuer les effets néfastes du changement climatique et de la dégradation des terres sur l'agriculture et le pastoralisme contribuera sans aucun doute à stimuler la production alimentaire. La construction d'infrastructures de base pour la fourniture de services essentiels et la bonne gouvernance constituent à n'en pas douter des pistes pour consolider la paix et la résilience des populations de ces zones de conflits, notamment au Sahel.

Bon nombre d'intervenants l'ont dit ce matin, les terres arables existent et le monde dispose de suffisamment de fonds pour financer l'agriculture, surtout avec l'aide de la science et de la technologie. Refuser donc de nourrir les populations, c'est choisir d'alimenter les conflits. Nous avons les capacités techniques et financières pour changer le cours de l'histoire. Faisons-le maintenant ! Faisons-le pendant qu'il est encore temps !

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Indonésie.

M. Nasir (Indonésie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé le débat public de ce jour. Nous remercions également les intervenants de leurs exposés circonstanciés.

Pour l'Indonésie, la sécurité alimentaire et la sécurité nationale sont les deux faces d'une même pièce. Nous savons d'expérience que des prix incontrôlables des aliments de base et des contraintes liées à l'offre entraînent une grande instabilité politique. C'est pourquoi nous pensons, comme le Secrétaire général, que si nous ne nourrissons pas les gens, nous alimentons les conflits.

Aujourd'hui, les conflits, la maladie à coronavirus (COVID-19) et les changements climatiques se conjuguent pour contribuer à l'insécurité alimentaire et aux crises humanitaires dans de nombreuses régions du monde. La guerre en Ukraine exacerbe plus encore cette situation, car ce pays et la Russie sont d'importants producteurs de denrées alimentaires, de produits de base et d'intrants agricoles. Nous renouvelons notre appel pour que cesse la guerre.

La lutte contre l'insécurité alimentaire mondiale nécessite des mesures à court et à long terme. À court terme, et dans l'immédiat, nous devons accroître l'aide humanitaire destinée aux personnes vivant dans des zones de conflit. L'aide humanitaire est également importante pour les personnes dont l'approvisionnement en denrées alimentaires a été interrompu, en raison de conflits ou de phénomènes naturels tels que les sécheresses ou les inondations.

La marge de manœuvre budgétaire limitée des pays en développement à la suite de deux années de pandémie nous oblige à revoir à la hausse l'appui apporté à l'aide humanitaire et aux organismes humanitaires des Nations Unies. Une stratégie clef à court terme consiste à mettre sur le marché les stocks disponibles de denrées alimentaires et d'intrants agricoles ukrainiens et russes. Bien que les produits agricoles ne soient pas soumis à des sanctions, une telle opération doit être bien coordonnée avec le système bancaire international afin que la livraison des produits ne soit pas retardée en raison de problèmes de paiement. Nous saluons également les efforts menés par le Secrétaire général pour ouvrir un couloir agricole en Ukraine et en Russie.

À moyen et à long terme, il faut une stratégie mondiale qui soutienne la production agricole, le commerce et la gouvernance et qui permette aux pays d'atteindre la résilience dans les produits alimentaires de base. Pour ce faire, nous devons investir dans une agriculture innovante et durable, dans des cultures résistantes aux variations climatiques et dans une chaîne d'approvisionnement souple, capable de s'adapter rapidement aux perturbations.

La sécurité alimentaire doit également occuper une place de choix dans les accords commerciaux internationaux. L'Indonésie est depuis longtemps un fervent défenseur de la sécurité alimentaire et de l'octroi d'un traitement spécial aux produits agricoles par l'Organisation mondiale du commerce.

Les pays en développement doivent également avoir la possibilité, dans le cadre des règles du commerce international, de subventionner les petits exploitants agricoles qui produisent des denrées liées à la sécurité alimentaire. C'est important non seulement pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des petits exploitants, mais aussi pour le développement rural des régions. En outre, une coopération et une collaboration solides avec le secteur privé sont essentielles. Ils sont des partenaires clefs pour garantir un meilleur accès du public à l'alimentation.

En ce qui concerne la politique d'exportation d'huile de palme de l'Indonésie, qui a été évoquée dans l'exposé de ce matin, nous soulignons qu'il s'agissait d'une mesure temporaire d'urgence. Il s'agissait d'une réponse temporaire à la flambée des prix et à la pénurie d'huile de cuisson sur notre marché intérieur. Il s'agissait d'une politique temporaire destinée à préserver la sécurité alimentaire d'environ 270 millions de personnes en Indonésie. Il a été annoncé que cette mesure temporaire serait levée le 23 mai, c'est-à-dire la semaine prochaine.

Enfin, chacun a le droit d'avoir accès à une alimentation sûre et nutritive et d'être à l'abri de la faim. Pour ce faire, nous ne pouvons pas nous permettre d'être divisés, ni d'adopter une attitude « à prendre ou à laisser » lorsqu'il s'agit d'une question de vie ou de mort telle que la sécurité alimentaire.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de l'Allemagne.

M^{me} Leendertse (Allemagne) (*parle en anglais*) : Je remercie les États-Unis d'avoir organisé cette importante séance. Je remercie également nos intervenants de leurs excellents exposés.

L'Allemagne s'associe à la déclaration faite par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice.

Je me réfère à la déclaration faite hier par la Ministre des affaires étrangères Baerbock à la réunion ministérielle sur la sécurité alimentaire mondiale : en bloquant les ports ukrainiens, en détruisant les silos, les routes et les voies ferrées, et surtout les champs des agriculteurs, la Russie a lancé une guerre des céréales, alimentant une crise alimentaire mondiale.

Cette crise alimentaire mondiale aggravée n'est pas, comme la Russie veut nous le faire croire, la conséquence des sanctions qui visent les responsables de sa guerre d'agression. La responsabilité, de fait, incombe

à la Russie, dont les actions militaires ont détruit une partie de l'agriculture ukrainienne et dont le Gouvernement bloque délibérément l'exportation de céréales dont d'autres parties du monde ont tant besoin. Avec ses partenaires, l'Allemagne aidera l'Ukraine à trouver d'autres moyens d'exporter ses céréales là où elles sont si nécessaires.

La guerre d'agression de la Russie exacerbe une situation déjà catastrophique, comme nous le savons tous. Avant même que la Russie ne lance sa guerre contre l'Ukraine le 24 février, on prévoyait que 2022 serait l'année de la plus grande insécurité alimentaire jamais enregistrée. Les premières victimes sont, comme toujours, les plus vulnérables, à savoir les femmes, les enfants et les personnes âgées, notamment dans les pays moins développés, en particulier dans le Sud. Ces personnes ont toute notre solidarité et tout notre soutien.

Les liens entre la faim et les conflits sont clairement reconnus par la résolution 2417 (2018). En tant que membres du Conseil de sécurité en 2019 et 2020, l'Allemagne et la République dominicaine n'ont cessé de placer ce sujet en tête de l'ordre du jour du Conseil et ont appelé à une action plus décisive. Selon nous, le Conseil de sécurité doit utiliser plus souvent les moyens offerts par sa résolution 2417 (2018). En nous fondant sur la résolution 2417 (2018), nous devons améliorer notre capacité de prévenir les conflits, d'une part, et de lutter contre les conséquences alarmantes de la faim et de l'insécurité alimentaire mondiale, d'autre part. Je voudrais souligner trois points.

Premièrement, nous devons intensifier l'aide humanitaire apportée par le Programme alimentaire mondial et d'autres organisations humanitaires, notamment grâce à un financement souple, conformément aux engagements pris dans le cadre du Grand Bargain (pacte relatif au financement de l'action humanitaire). L'Allemagne a déjà annoncé qu'elle verserait cette année des fonds supplémentaires conséquents afin d'appuyer la région du Sahel, la Corne de l'Afrique, l'Afghanistan et la Syrie. Dans le même temps, nous devons également contribuer à renforcer la résilience à long terme des pays vulnérables. Nous devons nous efforcer d'adopter une approche coordonnée reposant sur les différents piliers que sont la paix et la sécurité, l'aide humanitaire et la coopération au service du développement.

Deuxièmement, nous devons renforcer la résilience des populations et des systèmes alimentaires face aux chocs climatiques dans les zones touchées par un conflit, notamment grâce à des mesures d'intervention

rapide et de prévention. C'est également une priorité essentielle de notre présidence du Groupe des Sept (G7), comme le souligne la déclaration des ministres des affaires étrangères du G7 en date du 13 mai.

Troisièmement, nous devons tous renforcer notre engagement à contribuer à remédier aux répercussions mondiales dévastatrices de la guerre en Ukraine. Au total, le plan budgétaire allemand prévoit de consacrer cette année plus de 4 milliards d'euros aux activités liées à la sécurité alimentaire. L'Alliance mondiale pour la sécurité alimentaire, lancée cette semaine pendant la réunion des ministres du développement du G7, est ouverte à la participation d'autres acteurs. Elle traduit la nécessité de redoubler d'efforts pour mettre en place des systèmes alimentaires résilients, durables et diversifiés à moyen et à long terme.

La faim est provoquée par l'homme. Il nous appartient donc de la prévenir. Nous sommes convaincus qu'ensemble, nous pouvons atteindre cet objectif. Pour ce faire, nous devons faire mieux et prendre des mesures concrètes pour nous attaquer collectivement aux causes profondes des conflits et de la faim.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de Maurice.

M. Nayeck (Maurice) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé la séance d'aujourd'hui sur les conflits et la sécurité alimentaire, une question qui est de la plus haute importance pour beaucoup d'entre nous.

Maurice est un petit État insulaire en développement, une nation pluriculturelle, qui croit fermement en la coexistence pacifique de toutes les sociétés et de tous les pays. Cependant, la survie de sa population dépend en grande partie des importations de denrées alimentaires et de produits de base. Survivre à la pandémie au cours de ces deux dernières années n'a pas été chose facile, compte tenu de la course aux équipements de protection et aux vaccins qui a caractérisé cette période. Les conflits prolongés, notamment dans les régions d'où proviennent principalement les produits de première nécessité, risquent d'engendrer une situation similaire. Nous constatons déjà une hausse des prix, qui provoque des troubles sociaux dans certains pays. En l'absence de nourriture, il ne peut y avoir de paix, et il n'y aura pas d'avenir pour aucun d'entre nous.

L'insécurité alimentaire a des conséquences négatives sur la vie de millions de personnes. Elle n'existe pas dans le vide et ne doit pas être influencée par la

géopolitique mondiale. Le spectre de la famine liée aux sécheresses provoquées par les changements climatiques est réapparu dans certaines régions du monde, comme le montre l'augmentation du nombre de personnes qui ne mangent pas à leur faim. Les petits États insulaires en développement, tels que Maurice, qui ont des vulnérabilités inhérentes à leur dispersion géographique et à leur éloignement des principaux marchés, se trouvent dans une situation encore plus difficile. Les changements climatiques menacent déjà notre sécurité alimentaire en provoquant une baisse des récoltes et des perturbations des systèmes et des infrastructures que nos populations utilisent pour accéder à la nourriture. Nous sommes aux prises avec l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et le fardeau de la dette, qui touchaient déjà les économies fragiles des petits États insulaires en développement. Les restrictions ne feront qu'accélérer la hausse du prix des denrées alimentaires. Ce n'est pas le moment d'imposer des politiques commerciales protectionnistes.

Nous devons nous attaquer sans tarder aux causes des conflits et trouver des moyens innovants de les régler pacifiquement par la diplomatie et la médiation, tout en respectant l'intégrité territoriale et la souveraineté de toutes les parties concernées. Autrement, nous laisserons une situation difficile empirer, ce qui entraînera une crise beaucoup plus grave et plus importante. En cette ère nouvelle, où le tourisme spatial fait la une des journaux, les personnes pauvres et vulnérables ne devraient pas avoir à subir le poids de l'anxiété causée par les pénuries alimentaires. L'insécurité alimentaire perpétue la pauvreté, et nous ne devons pas laisser le virus de l'indifférence nous contaminer. Pour vivre à l'abri de la peur et du besoin, nous devons défendre, promouvoir et respecter le droit international, qui constitue le socle de nos valeurs universelles. Ce n'est que grâce à une plus grande coopération mondiale et à un monde pacifique et libéré des conflits que nous pourrions aussi mettre en œuvre et atteindre les objectifs de développement durable visant à éliminer la faim et à assurer la sécurité alimentaire.

Nous savons tous que les défis mondiaux exigent des solutions mondiales. Il n'existe pas d'entité plus représentative que l'Organisation des Nations Unies. Travaillons donc main dans la main et redoublons d'efforts pour éliminer tous les conflits.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Namibie.

M. Tughuyendere (Namibie) (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir organisé cet important débat public sur le maintien de la paix

et de la sécurité internationales, en mettant l'accent sur les conflits et la sécurité alimentaire. Les conflits et la sécurité alimentaire sont des facteurs importants du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Aujourd'hui, la communauté internationale est confrontée à une pléthore de facteurs de fragilité. Les principaux sont la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), les changements climatiques, les conflits mondiaux en cours, notamment le conflit non résolu entre la Russie et l'Ukraine, et les mesures économiques coercitives, telles que les sanctions. En conséquence, le quotidien de nombreux citoyens du monde, notamment dans les pays en développement, se caractérise par des niveaux d'insécurité alimentaire élevés, associés à une hausse du chômage, à une perte de revenus et à une paupérisation croissante, sur fond d'aggravation des inégalités de genre et d'une crise climatique qui ne fait qu'accentuer la vulnérabilité des systèmes alimentaires locaux et mondiaux.

Il s'agit là des conséquences profondes des facteurs de fragilité, qui non seulement posent de graves problèmes de sécurité au monde entier, mais creusent également les inégalités et compromettent les progrès accomplis au niveau mondial en vue de la réalisation des objectifs de développement durable.

Les conflits ont fait grimper l'inflation dans de nombreuses régions du monde, augmentant ainsi la vulnérabilité des groupes qui ont le plus besoin d'aide, à savoir les enfants, les personnes âgées, les femmes, les filles et les personnes handicapées. Aujourd'hui, le prix des denrées alimentaires est en hausse, notamment dans les pays en développement, en partie à cause des guerres et de l'instabilité actuelles. Cela risque de rendre les denrées alimentaires inabordables et de provoquer la famine et la faim extrême, ce qui pourrait éventuellement déclencher des troubles politiques et de nouveaux conflits. En outre, cette situation accroît considérablement les besoins mondiaux en matière d'aide humanitaire, en vue de réduire les déficits alimentaires et de prévenir la malnutrition aiguë.

Par conséquent, il faut tout mettre en œuvre pour investir dans la diplomatie préventive et dans la recherche de règlements à l'amiable des conflits. Pour ce faire, il faut toutefois de la souplesse, une volonté politique et de l'audace.

La réalité est que, du fait des conflits qui font rage actuellement, les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales sont gravement perturbées en

raison des problèmes de production, de transport et d'autres aspects logistiques. De surcroît, cette situation a des conséquences encore plus graves pour les pays en développement, car beaucoup d'entre eux dépendent de nombreux marchés extérieurs pour leur consommation alimentaire. Le recours aux sanctions a également des conséquences sur les chaînes d'approvisionnement alimentaire mondiales et déstabilise les pays visés, ce qui a des répercussions sur la vie des personnes les plus vulnérables. Par conséquent, il faut beaucoup de courage, et de bonnes intentions, pour régler ce problème. Il ne faut pas se contenter de mettre en place, de perfectionner et de renforcer les systèmes d'alerte rapide pour les conflits, mais faut également les soutenir et les prendre au sérieux.

Le lien entre les changements climatiques et la sécurité ne peut être nié ; il ne peut non plus être relégué à de simples discussions au sein du Conseil de sécurité. Il est bien réel dans de nombreuses régions du monde, en particulier en Afrique. L'un des effets des changements climatiques, c'est la sécheresse, qui porte atteinte aux moyens de subsistance de nombreuses personnes. La concurrence pour l'eau et la terre s'est intensifiée, ce qui entraîne souvent un climat social malsain qui ne fait que fomenté les conflits.

La Namibie, pays dont 30 % des terres émergées sont couvertes par deux déserts, reste l'un des pays subsahariens les plus arides ; 92 % de sa masse continentale est considérée comme semi-aride, aride ou hyper-aride. Au cours des six dernières années, nous avons connu trois sécheresses dévastatrices. L'une d'elles est considérée comme la plus sévère de ces 100 dernières années.

Depuis l'accession de la Namibie à l'indépendance en 1990, pendant au moins 12 années, la moitié du pays a enregistré des précipitations inférieures à la moyenne, ce qui a entraîné des sécheresses et une dégradation des terres. Au cours de ces années, de nombreux agriculteurs ont perdu leur bétail et ont eu de mauvaises récoltes. Dans certains cas, les sécheresses sont suivies d'inondations, ce qui porte atteinte à la sécurité alimentaire et aux moyens de subsistance des communautés agricoles. Par conséquent, pour la Namibie, la dégradation des terres et la désertification, qui sont encore aggravées par les changements climatiques, sont des sources de préoccupation majeures.

Cette réalité nous impose l'énorme responsabilité de promouvoir des politiques axées sur la lutte contre la désertification et sur la promotion de la restauration des terres, dans le cadre de notre stratégie

d'agriculture durable et de sécurité alimentaire. C'est pourquoi la Namibie a toujours participé aux travaux de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, et participe également à ceux de la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, qui est en cours en Côte d'Ivoire.

Pour terminer, la communauté mondiale doit faire preuve d'une plus grande retenue s'agissant d'utiliser les restrictions commerciales comme outil politique. Ce sont trop souvent des innocents, notamment des femmes et des enfants, qui sont victimes de ces mesures punitives. Nous devons nous méfier de bonnes intentions qui pourraient avoir des conséquences néfastes sur la vie des personnes vulnérables dans nos sociétés. Nous devons rejeter les restrictions commerciales inutiles, non seulement pour appuyer le relèvement après la pandémie de COVID-19, mais aussi pour consolider la stabilité macroéconomique, maintenir la paix et la sécurité dans les États fragiles et garantir la sécurité alimentaire mondiale.

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole à la représentante de la Grèce.

M^{me} Theofili (Grèce) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord me faire l'écho des orateurs et oratrices qui m'ont précédée en félicitant les États-Unis d'avoir organisé ce débat public important, qui tombe à point nommé.

La Grèce s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de l'Union européenne, en qualité d'observatrice, et je voudrais formuler les observations supplémentaires suivantes à titre national.

La flambée sans précédent des prix alimentaires, la plus élevée de ces 30 dernières années, la hausse des prix des engrais, qui menace la production future de produits alimentaires essentiels, la perturbation des chaînes d'approvisionnement et l'explosion des coûts d'expédition et de transport, associées à la flambée des prix de l'énergie et des carburants, font bouler de neige. C'est une tendance qui réduit à néant des années de recul progressif de la faim et d'efforts pour atteindre l'objectif de développement durable no 2, une tendance qui augmente très certainement les inégalités et pourrait aggraver les troubles sociaux et civils ainsi que l'instabilité.

Alors que le monde s'efforce à grand-peine de se relever de manière responsable et résiliente après la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), nous sommes confrontés à un avenir que nous ne pouvons pas prédire

avec exactitude. Cela étant, nous pouvons certainement nous attendre à ce qu'il soit sombre si nous n'agissons pas collectivement et de manière solidaire. Dans cette optique, nous nous sommes portés coauteurs du projet de résolution de l'Assemblée générale sur l'état de l'insécurité alimentaire mondiale, déposé par le Liban. Nous nous félicitons de l'appel à l'action qu'a lancé le Secrétaire général en créant le Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, ainsi que des autres initiatives récentes, et nous collaborons activement avec l'Union européenne pour recenser et utiliser tous les autres itinéraires permettant de mettre les céréales ukrainiennes à la disposition du monde. Les perturbations causées par le conflit ont des répercussions qui vont bien au-delà des frontières de l'Ukraine, les pénuries alimentaires n'en étant qu'un aspect.

La guerre et la faim sont de fidèles compagnons depuis l'antiquité. À la fin de la grande guerre du Péloponnèse, juste avant de céder, la ville d'Athènes avait enduré plus de 30 ans de privations et de conditions éreintantes, dont une famine qui avait coûté la vie à son dirigeant le plus glorifié. L'histoire a démontré que les conflits aggravent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, en touchant, voire en emportant, des millions de vies.

La destruction des infrastructures, les perturbations de l'accès aux marchés, le manque de ressources dans une économie mondialisée et les catastrophes humanitaires qui s'ensuivent sont autant de facteurs qui entraînent une forte hausse des prix des denrées alimentaires de base, les rendant pratiquement indisponibles pour les personnes qui en ont besoin. Dans ces conditions, la famine est inévitable. Malheureusement, l'insécurité alimentaire est aussi une cause de tension, comme l'ont montré de nombreux conflits civils.

Cependant, à notre époque moderne et interconnectée, les crises ont des répercussions plus importantes que jamais, et la pression actuelle finira par se faire sentir aux quatre coins de la planète. Ce qui se passe aujourd'hui en Ukraine a des conséquences sans précédent sur la sécurité alimentaire mondiale, non seulement parce que la Russie et l'Ukraine représentent un pourcentage considérable de la production mondiale de blé et de céréales, mais aussi en raison de la perturbation des lignes de transport, des marchés et de la production alimentaire au niveau international.

Au lendemain de la pandémie, nous sommes loin d'avoir reconstruit en mieux. La situation actuelle sème les graines de nouvelles tensions, mettant en péril la

paix et favorisant potentiellement l'instabilité politique dans les régions vulnérables. C'est pourquoi la Grèce a appelé à maintes reprises à un cessez-le-feu immédiat et à l'ouverture rapide de couloirs humanitaires afin d'intensifier les opérations humanitaires et de renforcer les capacités des chaînes d'approvisionnement.

Nous lançons un appel en faveur de la paix et du dialogue. Nous lançons un appel en faveur du respect du droit international, des normes fondamentales des relations internationales et des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. La Grèce, avec ses partenaires, n'épargnera aucun effort pour s'attaquer aux causes profondes du problème. C'est notre responsabilité collective.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant de l'Inde a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration.

M. Parihar (Inde) (*parle en anglais*) : Je suis contraint de prendre la parole une fois de plus à cette heure tardive. Pour gagner du temps, je serai bref.

Le représentant du Pakistan a fait des observations injustifiées qui ne sont rien d'autre qu'une réaction pavlovienne, dont le but est de profiter abusivement de toutes les instances et de tous les sujets examinés pour mener une propagande fautive et malveillante contre mon pays. Les territoires de l'Union du Jammu-et-Cachemire et du Ladakh ont été, sont et seront toujours une partie intégrante et inaliénable de l'Inde, y compris les zones qui sont sous l'occupation illégale du Pakistan. Aucun discours ni aucune propagande d'aucun pays ne peut nier ce fait. La seule contribution que le Pakistan puisse apporter, c'est de mettre fin au terrorisme d'État. Pour ce qui est de ses autres observations, nous les traiterons avec le mépris qui s'impose.

Le Président (*parle en anglais*) : Le représentant du Pakistan a demandé la parole pour faire une nouvelle déclaration. Je lui donne maintenant la parole.

M. Mohammad Aamir Khan (Pakistan) (*parle en anglais*) : Ma délégation est contrainte de prendre la parole pour répondre aux observations fausses et trompeuses formulées par le représentant de l'Inde.

Le Jammu-et-Cachemire ne fait pas et n'a jamais fait partie de l'Inde, comme l'attestent toutes les cartes officielles de l'Organisation des Nations Unies. Le Jammu-et-Cachemire est un territoire contesté. Comme le prévoit la résolution 47 (1948), la question de l'État du Jammu-et-Cachemire doit être tranchée définitivement

par le peuple du Jammu-et-Cachemire par un plébiscite équitable et impartial, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

L'Inde a accepté les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, qui n'ont pas encore été mises en œuvre. L'Inde est tenue, en vertu de l'Article 25 de la Charte des Nations unies, d'appliquer ces résolutions. L'Inde refuse de les appliquer depuis plus de 70 ans, ce qui constitue une violation flagrante et persistante des résolutions du Conseil de sécurité, de la Charte des Nations Unies et du droit international.

Les mesures unilatérales et illégales prises par le Gouvernement indien le 5 août 2019, par lesquelles il a privé le Jammu-et-Cachemire occupé de son identité, opprimé son peuple en déployant une armée d'occupation de 900 000 effectifs et modifié le caractère démographique du Jammu-et-Cachemire pour en faire un État à majorité hindoue alors qu'il était un État à majorité musulmane, ont réduit l'espace de dialogue en ce qui concerne le Jammu-et-Cachemire.

Les allégations de l'Inde concernant le terrorisme ne sont rien d'autre qu'un écran de fumée destiné à dissimuler le terrorisme d'État dont est victime le peuple cachemirien. L'histoire nous apprend que les colonisateurs

et les occupants tentent souvent de justifier leur suppression des luttes légitimes pour l'autodétermination et la liberté en les présentant comme du terrorisme.

Il faut bien noter ce que je dis : rien n'affaiblira l'esprit indomptable du peuple cachemirien, qui continuera à lutter pour son droit inaliénable à l'autodétermination. Le Pakistan continuera à dénoncer le terrorisme d'État de l'Inde et son oppression à l'encontre du peuple du Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde. Nous continuerons à appeler à une solution juste au différend relatif au Cachemire, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et aux souhaits du peuple cachemirien.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a pas d'autre oratrice ou orateur inscrit sur la liste.

Avant de lever la séance, je voudrais, au nom du Conseil, remercier nos collègues membres du personnel des Nations Unies qui ont travaillé tard ce soir pour que la présente séance soit menée à bon terme. Plus précisément, je tiens à remercier les interprètes qui ont travaillé sans relâche tout au long de la journée pour que nous puissions tenir cette séance. Je les remercie tous et toutes.

La séance est levée à 20 h 5.